

Septième année

No. 141 (2)

Fevrier 1931

La Fédération Balkanique

Organe
des peuples opprimés
et minorités nationales
des Balkans

paraissant tous les deux mois

★

Adresse: Wien IX,
Postamt 71 ☞ Postfach 50

S o m m a i r e

	page
<i>D. Vlahhoff</i> : Les Balkans en ébullition	1
<i>G. Dimitrov</i> : Les bases, les voies et les perspectives des mouvements nationaux-révolutionnaires aux Balkans	3
<i>Gabriel Péri</i> : Les pays du Sud-Est Européen et les récents débats internationaux	6
<i>Camille Drevet</i> : Les minorités et les nationalités en URSS	9
<i>A. Lucien</i> : La résurrection d'un peuple L'Arménie Soviétique	11
<i>Prof. Borosdine</i> : Dans la République Tatare	14
<i>V. Vassileff</i> : Les socialistes balkaniques et les questions nationales aux Balkans	16
<i>Dobrotitch</i> : Pacifisme et fascisme dans les mouvements nationaux	18
<i>Z.</i> : L'attentat contre Ahmed Zogou	19
<i>Mavros</i> : L'aggravation de la crise en Grèce	20
<i>M. M.</i> : L'émigration dobroudjanaise en Bulgarie	23
<i>Constantinescu</i> : Le complot du silence à l'égard de la minorité nationale roumaine en Yougoslavie	26
<i>D. Popow</i> : Terreur policière renforcée contre le mouvement ouvrier en Bulgarie	27
<i>D. Vlahhoff</i> : Le gouvernement bulgare et son agence macédonienne	28
<i>T. R.</i> : Effervescence révolutionnaire en Albanie	31
<i>Le mouvement national-révolutionnaire aux Balkans</i>	32
<i>Bibliographie</i>	37
<i>Chroniques</i>	39

Prix du Numéro: 3.— frs fr; 0,80 schilling; 0.60 fr suisse; 0.50 mark, 0.20 dollar.

Abonnement six mois: 10.— frs fr; 2,40 schillings; 1.80 frs suisses; 1.50 marks; 0.60 dollar.

Abonnement un an: 20.— frs fr; 4.80 schillings; 3.60 frs suisses; 3.— marks; 1,20 dollars.

Adresse pour lettres simples ou chargées:
Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50.

Adresse pour mandats-postaux: Postscheckkonto No D-73.796 Wien.

Les Balkans en ébullition

Pour l'analyse de la situation et des événements qui se sont déroulés au cours de ces derniers trois mois dans les Balkans, il faut en tout premier lieu s'arrêter sur la situation en Yougoslavie.

Le 6 janvier 1929, le roi serbe Alexandre, chef suprême de cette organisation sanguinaire d'officiers serbes qui s'intitule «Main Blanche», l'organe exécutif des intérêts et des aspirations de l'impérialisme grand-serbe, a proclamé la dictature militaire-fasciste et a ainsi mis fin à ce semblant de parlementarisme qui se traînait encore jusque là en Yougoslavie. D'un trait de plume, Parlement, Constitution, organisations et associations politiques, nationales, économiques, tout a été supprimé. La dictature a arrêté toute la vie politique, nationale et culturelle dans les pays et régions où la population en jouissait encore dans une mesure, certes, bien restreinte. Quant aux pays comme la Macédoine, le Kosovo, le Monténégro, ils en étaient déjà dépossédés depuis même leur occupation par la Serbie. Les organisations et associations qui se firent des instruments dociles de la dictature furent seules autorisées à rester, pour contribuer à la fortification de la monarchie et du militarisme, à l'instauration et à la consolidation du règne de la grosse bourgeoisie industrielle, agraire et financière, à la dénationalisation des peuples opprimés, à l'abrogation de tous les droits même les plus élémentaires des larges masses travailleuses.

Comme toujours, comme partout en de telles occurrences, les auteurs du coup d'Etat ont motivé leurs actes criminels par le «sérieux souci» du bien-être de la population et du pays. Or, depuis ces deux années qui se sont écoulées, comment ce souci s'est-il exprimé? quel a été le bilan de cette dictature?

La crise agraire s'est aggravée, en profondeur et en étendue. Les prix des céréales ont baissé de 60—70% ; il en a été de même des autres produits agricoles. Par contre, les prix des produits industriels de toute première nécessité pour les larges masses laborieuses, et surtout pour les paysans, ont augmenté. Les gros-propriétaires ont obtenu d'énormes indemnités pour les terres qui leur ont été prises après la guerre, indemnités dont les poids sont retombés sur les épaules déjà surchargées de la population laborieuse. Et ainsi, le paysan a été plongé dans une noire misère.

D'autre part, le chômage a pris des dimensions inconnues jusqu'ici. Les salaires des ouvriers ont été diminués, tandis que la journée du travail augmentait. Le passif du bilan commercial s'est accru. Les dépenses budgétaires se sont grossies de deux milliards de dinars à la suite surtout des dépenses de la cour royale, de l'armée, de la gendarmerie, de la police, de l'industrie de guerre, des lignes stratégiques, etc., etc. Simultanément, les budgets pour les écoles et pour des buts sociaux n'accusaient toujours que des déficits. Les devises de la Banque Nationale ont diminué de plus d'un milliard de dinars rien que dans le courant de l'année écoulée. Le grand emprunt, depuis longtemps espéré et qui devait être conclu à l'étranger, n'est pas encore réalisé. Les petits emprunts que la dictature a conclus à des conditions très défavorables, sont plus qu'insuffisants pour combler les déficits, ce d'autant plus que plusieurs de ces petits emprunts n'ont été accordés que contre achat de munitions par la Yougoslavie.

La politique de la bourgeoisie serbe contre les nationalités représentant les deux tiers de la population en Yougoslavie, politique qui a trouvé une expression en tout premier lieu dans la division administrative du pays et qui ne vise qu'à l'assimilation de ces nationalités, a soulevé contre elle toutes les nationalités non-serbes. La lutte de ces opprimés avait déjà commencé avant l'instauration de la dictature, et contre l'hégémonie et l'impérialisme grand-serbe; mais aujourd'hui, elle est devenue plus vive et plus acharnée que jamais. Elle s'exprime non seulement par de simples protestations, mais aussi par des refus de payer les impôts, par des démonstrations et des luttes armées, et par des attentats. Le mécontentement des masses laborieuses des nationalités opprimées a aussi gagné les masses travailleuses serbes, et ainsi la dictature n'a trouvé d'appui chez nul peuple de la Yougoslavie. Même les couches qui avaient favorablement accueilli la déclaration de la dictature, les commerçants moyens et les artisans aisés, et, ce qui est le plus symptomatique, même une grande partie des officiers, s'élèvent contre les agissements de la dictature. Et tous les essais désespérés de Belgrade de gagner les intellectuels des nationalités non-serbes n'ont abouti qu'à l'achat de quelques individus que leurs peuples respectifs considèrent à bien juste titre comme des traîtres. Même un des premiers créateurs de la Yougoslavie, le nationaliste serbe bien connu Svétosar Pribitchévitch, et nombre de ses amis, sont en lutte ouverte contre la dictature: celle-ci a même tenté de faire assassiner Pribitchévitch, puis elle l'a interné.

Les uniques soutiens de la dictature ne sont plus que les banquiers, les gros industriels et les gros propriétaires; les suppôts en sont la «Main Blanche», les organisations fascistes armées, les généraux, la police et la gendarmerie.

Immédiatement après l'instauration de la dictature, la terreur nationale et politique a décuplé de férocité. Au cours de ces deux années, elle a fait perpétrer 97 assassinats politiques (en dehors des massacres de paysans bulgares dans les régions de Tzaribrod et de Boussilégrad); les victimes en furent 32 Macédoniens, 6 Croates, 3 Albanais, 2 Bosniaques, 2 Monténégrins et 1 Allemand nationaux-révolutionnaires, et 51 communistes et ouvriers révolutionnaires — d'après une statistique publiée par la presse; le nombre effective des victimes a certainement été plus élevé. Plus de 10,000 personnes ont été arrêtées et soumises à une inquisition inouïe, et 403 en ont été condamnées: 3 à la peine capitale, et 400 à une totalité de 1377 années de prison.

Cet accroissement de la terreur et de l'oppression sanglante a eu cependant comme résultat immédiat l'accroissement plus fort encore du mouvement révolutionnaire dans le pays entier. Les masses travailleuses de toutes les nationalités ont décuplé l'énergie de leur lutte, et les cadres des combattants actifs pour le renversement de la dictature grossissent tous les jours. Des Appels vibrants ont été lancés et distribués dans tout le pays par les Organisations nationales-révolutionnaires, le Parti communiste et la Jeunesse communiste en Yougoslavie; de nombreuses démonstrations ont été organisées en maints endroits; en Croatie, il y eut même trois attentats qui, tout en ne représentant nullement un moyen efficace dans la lutte contre la dictature, caractérisent l'acuité révolutionnaire de la situation. De nombreuses réunions publiques et manifestations furent aussi organisées devant les légations et consulats yougoslaves à l'étranger, de nombreux articles ont été publiés dans la presse révolutionnaire et de gauche d'Europe et d'Amérique, et un bulletin spécial de l'Union des Libres Balkans est édité.

L'instauration de la dictature a été directement appuyée par l'impérialisme français. Les intérêts de l'impérialisme français dans l'Europe du sud-est, à cause surtout de leur antagonisme avec ceux de l'impérialisme italien, exigent une Yougoslavie forte, un pouvoir central yougoslave à même de diriger le peuple contre la volonté du peuple, un pouvoir à même d'augmenter les armements yougoslaves. Une telle Yougoslavie serait une base sûre contre l'Union Soviétique. Telles ont été aussi les considérations pour la Roumanie qui ont provoqué, l'année dernière, la rentrée du roi Carol en Roumanie et son couronnement.

Cet appui, que l'impérialisme français continue toujours de prêter à la dictature yougoslave, s'est manifesté à plusieurs reprises, par le renouvellement de l'accord militaire entre la France et la Yougoslavie, les très nombreuses visites des officiers supérieurs de l'état-major français, qui ont aussi pris en propres mains la direction de l'état-major yougoslave, l'aide apportée à l'industrie yougoslave par des capitaux français, les emprunts, la mise en scène de fêtes comme celle de Clémenceau et du monument de la reconnaissance, puis, la déclaration d'Alexandre Karaguéorguievitch que la Yougoslavie se maintiendrait toujours aux côtés de la France, etc. etc.

De son côté, l'Angleterre a elle-aussi soutenu de son influence la dictature de Belgrade, pour en utiliser les forces militaires contre l'Union Soviétique. L'appui octroyé à la dictature yougoslave par les industriels et les banquiers croates et slovènes a surtout été dû à l'influence de l'impérialisme anglais.

L'anniversaire de la dictature en Yougoslavie est fêté en un moment où nous avons dans les Balkans un approfondissement de la crise économique, une augmentation des contradictions de classe, un renforcement de la terreur politique et nationale, de nouvelles combinaisons politiques.

Ainsi, dans aucun des pays balkaniques on ne constate une amélioration dans les prix des céréales et des autres produits paysans. Au contraire: ces prix tombent. Le chômage dans les villes et dans les villages augmente. On ferme les fabriques ou bien on diminue les heures de travail. L'exploitation des masses travailleuses a pris des proportions inhumaines; leur possibilité d'achat a diminué considérablement. A cause de la pauvreté des masses travailleuses, l'importation dans tous ces pays a fortement diminué; l'exportation a également diminué, quoique l'on ait supprimé les droits de douane pour les articles principalement destinés à l'exportation. (En Bulgarie par exemple les revenus de la douane en 1930, en comparaison avec l'année précédente ont diminué de 40%). Les rentrées des impôts diminuent successivement. L'exécution est devenue déjà un système, la contrainte par corps est pratiquée journellement pour des taxes impayées. Malgré cela, le paysan ne peut pas payer. Les caisses d'Etat sont vides. Les gouvernements ne peuvent pas payer leurs fonctionnaires. Sans argent, ces gouvernements ne pourront pas continuer leur régime d'oppression. Ils cherchent des emprunts.

Cependant, malgré les appuis de tous ces impérialismes, la dictature yougoslave n'a pas encore pu conclure le grand emprunt qu'elle cherche partout depuis déjà deux années; la Roumanie n'a pas elle non plus reçu encore la deuxième tranche de l'emprunt appelé «de stabilisation» (de 35 à 40 millions de dollars); la Grèce attend aussi la deuxième tranche de son emprunt «de production», et la Bulgarie, désespérant de trouver un grand emprunt, cherche à faire balancer par de minimes avances ses déficits budgétaires qui s'élèveront cette année à environ 1½ milliards de leva, soit les 25% du budget entier — aussi, le chef des fascistes bulgares, M. Liaptcheff, s'est rendu à Genève pour implorer son salut des Briand et Henderson, mais il a dû rentrer bredouille; l'Albanie de Zogou compte aussi sur un emprunt de Mussolini — à peu près de 50 millions de fcs.

Ainsi, dans tous les Balkans, la crise économique et politique sévit d'une façon terrible, et elle provoque partout un élan révolutionnaire des masses. Cet élan révolutionnaire, les différentes dictatures s'ingénient à l'étouffer par de nouvelles vagues de répression. Elles incarcèrent l'avant-garde des masses ouvrières et paysannes, mettent en scène des procès sans nombre, font prononcer de longues peines de détention, voire même des condamnations à mort.

Simultanément, ces gouvernements de dictature et d'oppression déploient une vive activité diplomatique. Le but poursuivi est double. D'une part chacun de ces pays s'efforce de renforcer sa position vis-à-vis de ses voisins, cherchant des alliés parmi les autres pays balkaniques et étrangers. D'autre part, ces mêmes gouvernements ont un but commun — l'étouffement du mouvement révolutionnaire et du flambeau de la révolution mondiale, l'Union Soviétique.

Comme un fait soulignant le premier de ces buts, on peut constater que des accords ont été signés à Ankara entre la Grèce et la Turquie, sous le patronnage de l'Italie; Vénizélos s'est rendu ensuite à Vienne et à Rome; Bethlen est allé à Rome, à Ankara, à Sofia, à Vienne; Liaptcheff a fait une visite à Budapest. On peut aussi enregistrer ici, en cette connection, le mariage de Boris, la visite de Tewfik Ruchdi à Sofia, et la visite annoncée du roi Boris et de M. Bourouff à Ankara.

La récente politique de rapprochement de Vénizélos pratiquée envers la Turquie, l'Italie, et dernièrement aussi envers la Bulgarie, a alarmé Belgrade et Paris, et M. Marin-kovitch et le général Franchet d'Espérey se sont hâtés d'aller à Athènes s'assurer de la fidélité de la Grèce à l'impérialisme français et au bloc antisoviétique, de ce bloc dont les membres les plus importants aux Balkans sont la Roumanie et la Yougoslavie, dociles vassales de la France. D'ailleurs, les efforts déployés en vue d'aplanir les désaccords et les conflits entre la Grèce et la Bulgarie poursuivent le même but. On connaît les intentions de l'impérialisme français à l'égard de l'Union Soviétique. Le procès de Moscou les a étalées au grand jour, dans une vive clarté. Ces mêmes buts sont aussi poursuivis par le général russe wrangélien Miller, le successeur de Koutiépoïff, en Bulgarie et en Yougoslavie où se trouvent les principaux cadres des forces militaires contre-révolutionnaires russes, soutenues et équipées par la France, l'Angleterre et le roi du pétrole Deterding.

Les Balkans se trouvent donc en une véritable ébullition. La situation y cache les plus graves dangers de guerre.

Les peuples balkaniques nationalement opprimés, sentant le proche orage, sauront, en union avec les masses travailleuses des nations dominantes, conjurer la boucherie que leurs oppresseurs et exploiters préparent contre elles, et, par la lutte révolutionnaire contre les dictatures fascistes, leur assèneront le coup décisif qui abolira tous ces régimes sanglants et instaurera le pouvoir des masses travailleuses.

D. Vlahkoff

Les bases, les voies et les perspectives des mouvements nationaux-révolutionnaires aux Balkans

II

L'attitude des classes dominantes et des gouvernements des pays balkaniques, à l'égard du problème national, leur est dictée par leur désir de maintenir en leur possession les régions et peuples conquis par eux, et d'employer leurs minorités nationales respectives dans les pays voisins comme pour ainsi dire des objets d'échange pour le maintien de leur propre domination dans le pays, et aussi comme des instruments pour de nouvelles conquêtes et extensions territoriales. La «solution» de la question nationale signifie pour eux en toute première ligne la dénationalisation par la force de la nationalité subjuguée, la colonisation des régions conquises par les éléments de la nation dominante, la chasse de ses foyers de la population autochtone qui résiste à la dénationalisation, et le maintien dans ces régions d'un régime d'exception. Les classes dominantes aux Balkans ne connaissent pas et n'ont jamais connu d'autre «solution» de la question nationale, excepté peut-être pendant la guerre, lorsqu'elles avaient si volontiers recours à l'autre mesure radicale de l'extermination en masse de la population étrangère et de la destruction de leurs propriétés. Ce fut par l'application de cette méthode que les «alliés» ont exterminé des milliers de Turcs en Macédoine, et les autorités serbes d'énormes masses d'Albanais. Au cours de la guerre impérialiste, les autorités bulgares ont organisé le massacre en masse de la population serbe dans les contrées serbes occupées, et l'armée serbe, en traversant l'Albanie, y en a fait de même de la population albanaise.

*) Voir «Féd. Balk.» No. 140—1 de novembre 1930.

La politique de la dénationalisation par la force et de la colonisation est appliquée aux Balkans dans toutes les contrées conquises. Elle l'est avec une brutalité et une intensité particulière dans les contrées qui, pour l'Etat balkanique qui les a conquises, représentent une importance économique et stratégique particulièrement grande; par exemple: la Macédoine pour la Yougoslavie et la Grèce, la Dobroudja, la Bessarabie et la Boucovine pour la Roumanie, le Kossovo et la côte Adriatique pour la Yougoslavie, la Thrace pour la Grèce, etc.

La Grèce en a fourni un exemple «classique» en Macédoine et en Thrace sous son joug. La bourgeoisie grecque profita de la Convention sur l'échange des Bulgares et des Grecs, qui étaient forcés d'émigrer de la Macédoine, contre les Grecs qui émigraient de la Turquie et de la Bulgarie, pour organiser par force un exode en masse de la population autochtone macédonienne-bulgare et turque de la Macédoine et de la Thrace, et coloniser à leur place des centaines de milliers de fugitifs grecs de l'Asie Mineure. Le caractère «volontaire» de cet exode n'était qu'une phrase creuse destinée à camoufler le cruel acte de violence. De plus, différentes mesures furent décrétées contre la population macédonienne-bulgare restée encore en Macédoine, pour la dénationaliser par force (interdiction d'employer la langue maternelle, fermeture des écoles et églises macédoniennes, obligation d'envoyer les enfants macédoniens dans des écoles grecques, de changer les noms macédoniens, etc.).

En Macédoine sous le joug serbe, où une sorte d'état de siège règne en permanence, la population macédonienne gémit sous une oppression nationale inouïe et sous une absolue privation de tout droit. Elle ne doit avoir ni ses églises, ni ses écoles, et ni son écriture. Chaque Macédonien bulgare est obligé de changer son nom en un nom serbe. Les éléments macédoniens progressifs sont constamment et féroce ment persécutés, des bandes terrorisent et pillent la population. Jamais, même sous les régimes des sultans, la population macédonienne n'avait été si opprimée et si torturée. Simultanément avec la dénationalisation par la force, des éléments serbes entièrement dévoués au régime sont installés sur les points les plus importants de la Macédoine. Dans les contrées bulgares de Tsaribrod et Bossilégrad, la politique de dénationalisation est aussi appliquée avec ardeur.

On sait de quelle manière la dictature militaire-fasciste grand-serbe sévit en Croatie, au Kossovo, au Monténégro, etc. Ces pays sont terrorisés économiquement et politiquement, traités en vrais objets d'exploitation et de pillage (à la répartition des impôts, l'octroi de crédits publics, la dissolution des associations nationales et culturelles, etc.). L'assassinat des combattants nationaux, les tortures, les arrestations en masse, les méthodes provocatrices de la mise en scène d'attentats, etc. sont continuellement à l'ordre du jour.

Les classes dominantes bulgares ont introduit dans le district de Pétritch (Macédoine sous la Bulgarie) un régime plus violent encore et plus oppresseur que dans les autres parties de l'Etat bulgare. Ils traitent la région de Pétritch, économiquement et politiquement comme territoire conquis. L'oppression nationale s'y exprime particulièrement dans le pillage économique et l'oppression politique de la population macédonienne.

En Dobroudja, en Bessarabie et en Boucovine, le gouvernement roumain exproprie sous toutes les formes possibles et imaginables la plus grande partie de la population autochtone, en faveur des éléments roumains nouvellement colonisés. La loi sur les droits à la propriété est amplement utilisée pour l'application de cette politique coloniale et pour l'oppression de la population non-roumaine. L'oppression nationale est particulièrement violente, dans toutes ses formes, en Dobroudja et en Bessarabie. Des milliers et des milliers d'habitants autochtones de la Bessarabie et de la Dobroudja (des Bulgares, des Moldaves, des Russes) ont été chassés de leurs foyers.

Les minorités nationales — les Hongrois, les Allemands, etc. en Transylvanie, au Banat, en Voïvodine, etc. — gémissent elles aussi sous le joug national et la pression de la politique de dénationalisation, quoique les formes de cette oppression nationale ne soient pas toujours aussi brutales et violentes qu'ailleurs, vu le petit nombre d'une minorité nationale, le caractère spécial de la culture, le morcellement social, et la situation géographique des régions habitées par elle.

La politique de la dénationalisation et de la colonisation en Macédoine, en Thrace, en Dobroudja, en Bessarabie, etc. a doublé de violence, en rapport avec la possibilité de complications militaires aux Balkans, et les préparatifs fiévreux pour la guerre contre l'Union Soviétique, et à la suite de l'augmentation et de l'extension de la lutte nationale d'affranchissement. Les classes dominantes aux Balkans pressentent le grave danger qui les menace des régions opprimées, et font tout leur possible pour affaiblir de toutes les façons les forces des peuples opprimés, et les désorganiser et démoraliser.

Il faut relever que tous les partis bourgeois des nations dominantes, de l'extrême droite jusqu'à la «gauche», y compris les socialdémocrates, soutiennent et appuient la politique nationale de leur bourgeoisie. Alors que dans bien d'autres questions ils se querellent et luttent les uns contre les autres, ils s'unissent et s'entendent immédiatement dès qu'il s'agit de la question nationale et de la politique nationale de leur classe dominante. Les socialdémocrates des nations dominantes se sont particulièrement distingués

sous ce rapport. Ils sont les meilleurs avocats-défenseurs de la politique nationale de leurs propres bourgeoisies et les ennemis jurés de la lutte de libération menée par les nations opprimées. Mais les social-démocrates des nations subjuguées déclarent eux aussi être des adversaires absolus du mouvement national de libération. Ils propagent, ensemble avec les couches supérieures des nations subjuguées, la réconciliation et la collaboration avec la bourgeoisie des dominateurs et des oppresseurs.

Cette politique de dénationalisation et de colonisation, qui pousse à l'excès l'oppression nationale, fait que les régions ravagées par elle sont ruinées, que la situation matérielle, sociale et culturelle de la population y devient de pire en pire, que sa lutte de libération se heurte à de grands obstacles. Mais cette politique ne peut aucunement résoudre aux Balkans le problème national et y arrêter les mouvements nationaux-révolutionnaires. Certes, la lutte de libération est rendue bien difficile par la politique de dénationalisation et de colonisation, mais cette politique, qui doit se heurter continuellement à la résistance croissante des masses dans les régions subjuguées unies au prolétariat révolutionnaire balkanique, ne pourra jamais atteindre son but final, celui de la dénationalisation complète et de l'assimilation des nations subjuguées et opprimées.

Plus encore. L'exemple de la Macédoine sous le joug grec, où les trois quarts de la population se composent aujourd'hui de paysans grecs colonisés, prouve lumineusement que l'on ne peut point éliminer ainsi la question macédonienne, la question d'une Macédoine unie et indépendante. Le fait est que les paysans grecs nouvellement colonisés en Macédoine s'amalgament de plus en plus en la Macédoine économiquement et socialement; ils jugent de manière macédonienne le régime dans ce pays, ils reconnaissent que leur situation et leurs intérêts sont identiques à ceux de la population autochtone macédonienne, ils arrivent à la conclusion que les trois parties de la Macédoine doivent être réunies en une entité politique et économique, et ils entrent de plus en plus en opposition et en lutte contre les oppresseurs d'Athènes. Et il est hors de doute que dans un avenir plus ou moins rapproché — ce qui dépendra au plus haut degré du travail de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (unifiée) — la population paysanne grecque colonisée en Macédoine luttera, en grande majorité, aux côtés de la population autochtone macédonienne, pour l'affranchissement de la Macédoine de ses conquérants et oppresseurs grecs, grand-serbes et bulgares d'aujourd'hui — ce malgré que ces paysans colonisés soient d'origine grecque et parlent le grec.

La bourgeoisie grecque se trompe donc amèrement en supposant que par la colonisation grecque de la partie sous son joug de la Macédoine, elle a réussi à l'unir à jamais à la Grèce.

Il faudrait ici prendre en considération un fait encore. La politique de dénationalisation et de colonisation en Macédoine, en Thrace et en Dobroudja a provoqué une énorme émigration de ces pays, et ces émigrés, chassés de leurs foyers, vivent par centaines de milliers en Bulgarie et en Turquie. A l'exception de leurs couches de tout en haut, qui se sont soudées avec les classes dominantes bulgare et turque, toute cette grande masse des émigrés reste en général attachée à sa patrie, nourrit le désir et l'espoir de rentrer un jour dans ses foyers, soutient le mouvement national de libération, et constitue un facteur important dans le mouvement commun national-révolutionnaire de ces pays balkaniques. Il ne sera pas aisé, certes, de résoudre la question de savoir comment réinstaller ces énormes masses d'émigrés dans leurs patries et leurs foyers sans en éloigner les paysans travailleurs grecs, serbes et roumains qui y ont été colonisés. Mais la question n'est point insoluble, et elle sera certainement résolue par la révolution dans un sens favorable tant pour les réfugiés rentrants que pour la population laborieuse nouvellement colonisée.

Les classes dominantes sont impuissantes à résoudre la question nationale et à maîtriser les mouvements nationaux-révolutionnaires. L'oppression nationale, dont la fureur croît de plus en plus, active, au contraire, par ses effets négatifs, l'union de la population des régions subjuguées et opprimées, sans distinction de nationalité ni de langue; elle pousse cette population à une lutte qui est intimement liée à la lutte générale de tous les opprimés contre l'impérialisme, le capitalisme et le fascisme aux Balkans.

(La fin au prochain Numéro)

La Fédération Républicaine des Balkans, comme beaucoup d'autres idées simples et claires satisfait la raison et assure indiscutablement la pacification de cet immense foyer permanent de guerres locales et générales.

Henri Barbusse (Enquête sur la Fédération Balkanique)

Les gouvernements actuels des Etats balkaniques sont animés du même esprit détestable qui inspirait les «Vainqueurs»; ils n'ont d'original, pour certains d'entre eux au moins, que la sauvagerie propre à leur degré de civilisation et à leur caste.

Léon Bazalgette (Enquête sur la Fédération Balkanique)

Les pays du Sud Est Européen et les récentes débats internationaux

Les pays de l'Europe balkanique et danubienne ont été, au cours de ces dernières semaines, au premier plan de l'actualité politique internationale.

Fin janvier, la session du Comité d'Etudes Européennes s'est appliquée à rechercher le système le plus efficace pour éliminer les céréales soviétiques des marchés de l'Europe sud-orientale; quelques jours avant, à Genève, les ministres polonais et roumains, Zaleski et Mironesco renouvellaient le traité d'alliance qui unit les gouvernements de Varsovie et de Bucarest. Enfin, à l'heure où ces lignes sont écrites, le grand argentier roumain, Popovici, négocie un emprunt à Paris.

Chacune de ces manifestations doit retenir l'attention. Dans le trouble présent de l'Europe, et surtout dans la série d'intrigues ourdies contre le premier Etat prolétarien, elles méritent d'être mentionnées avec soin et leur importance a besoin d'être soulignée avec force.

On a écrit que le groupement des puissances, avant la guerre de 1914, s'était ordonné en fonction de la victoire allemande de 1871, en fonction de la Paix de Francfort et de la constitution de l'Unité allemande. C'est à ce titre qu'on a pu dire de l'Europe d'après 1871 qu'elle était «l'Europe bismarkienne». Le fait nouveau survenu dans les compétitions internationales depuis 13 ans, c'est l'existence et le développement prodigieux d'un Etat où les prolétaires exercent le pouvoir, et il est bien évident que depuis cette époque, c'est en fonction de l'existence de l'Etat Prolétarien que se développe l'activité diplomatique des grandes puissances. La chose, peut-être, n'apparaissait pas très clairement, il y a deux années encore; aujourd'hui elle s'impose aux plus aveugles.

Le fait est que tout le débat qui s'est institué à Genève dans la deuxième quinzaine de janvier a été dominé par cette préoccupation essentielle: la recherche des mesures les plus propres à organiser la lutte économique et politique contre le pouvoir ouvrier.

Une semaine avant l'ouverture de la session du Conseil de la S. D. N. et de la Commission Paneuropéenne, le général Miller, organisateur des forces contre-révolutionnaires en Europe, exposait dans une interview au *Referee* l'état de «son armée». Il affirmait que, sur son ordre, 100.000 hommes étaient prêts à envahir le territoire soviétique. Là-dessus, le ministre Zaleski, en route pour Genève, s'arrête à Paris. Il ne se rend pas au Quai d'Orsay, mais M. Briand va le visiter à l'ambassade de Pologne. Après ces entretiens, le ministre polonais va à Genève. Il y rencontre le président du Conseil roumain. Les deux ministres renouvellent leur traité d'alliance. Tel est le premier acte officiel des grandes journées genevoises.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les commentaires judicieux que la presse soviétique a consacrés à cette manifestation diplomatique. Rappelons seulement que le traité, dont il est question ici, prévoit entre les deux Etats l'assistance militaire en cas de guerre contre l'Union soviétique, l'action concertés en matière de politique étrangère, l'engagement de ne pas conclure de paix séparée ou de ne pas contracter d'alliance militaire sans l'approbation de chaque contractant.

Les engagements furent pris pour la première fois en 1921. A cette époque la Pologne et la France étaient déjà unies par leur alliance militaire du 19 février 1920. Lors du renouvellement de 1926, les clauses du traité furent étendues et précisées. Une convention militaire fixe jusque dans le détail le plan d'agression antisoviétique. La coordination des armées alliées est confiée au haut commandement roumain. Dans les 20 jours, au plus tard, après la mobilisation, la Roumanie s'engage à concentrer 16 divisions d'infanterie sur le Prout, etc.

Il est facile d'imaginer que les ministres de Varsovie et de Bucarest, réunis sur les bords du Lac, ne se sont pas contentés d'échanger et de renouveler purement et simplement les engagements redoutables qui les lient. Si l'on songe aux incidents dont les deux pays ont été le théâtre depuis quatre ans, si l'on tient compte des révélations du Procès du Parti Industriel, si l'on se souvient enfin et surtout des soins avec lesquels au printemps de 1930, Poincaré annonça dans *Excelsior* que des incidents pourraient se produire à brève échéance (à la date fixée par lui et par ses amis du Torgprom) aux frontières soviéto-roumaines, il est aisé de concevoir que le traité de 1921—1926 a été non pas simplement renouvelé mais complété, adapté aux conditions présentes de la lutte antisoviétique.

Disons plus: cette adaptation du traité militaire polono-roumain est l'aboutissement d'une action politique, diplomatique et militaire qui se poursuit depuis deux ans surtout sous la direction des grandes puissances, de la France en particulier. Il suffit pour indiquer la nature de cette activité de rappeler les faits publics qui ont marqué la chronique de ces dernières années. Pendant l'été de 1929, le ministre de la guerre de Pologne se rend à deux reprises à Bucarest, il tient une conférence avec le chef de l'Etat major. A quelques mois de là les Roumains rendent la politesse à leurs alliés. Samsonovitch chef de l'Etat major roumain va conférer à Varsovie avec les dirigeants polonais. Entre

temps, le budget militaire roumain passe de 4 milliards à 5 milliards et $\frac{1}{2}$ de lei. Une loi calquée sur la loi Boncour réorganise l'armée roumaine. En 1930 les pérégrinations se poursuivent. Gouraud, puis Franchet d'Espérey se rendent à Bucarest. Ce dernier va inspecter les frontières du Dnestre. La Roumanie reçoit enfin la visite de Loucheur et celle du compte de St. Aulaire lesquels précèdent de quelques heures — quelle coïncidence — l'avion qui doit ramener Carol du Bourget.

Peu après commencent les travaux de la base navale de Constanza. La flotte roumaine de la mer Noire s'enrichit de deux navires de guerre. Les usines Skoda reçoivent des commandes de canons pour 2 milliards de lei. On achève la construction de la ligne stratégique Maramour est — Pologne-Boucovine.

Remarquez qu'en étudiant l'histoire de la politique polonaise de ces derniers mois on pourrait produire une énumération tout aussi impressionnante. Il reste qu'après l'énoncé de tels faits, aucun doute ne subsiste quant à la portée des signatures échangées à Genève le 15 janvier, entre MM. Zaleski et Mironesco.

Le renouvellement du redoutable traité polono-roumain servit en quelque sorte de préface et d'introduction aux travaux de Paneurope. L'un des grands problèmes soumis par le président du Comité, M. Briand à l'examen de ces collègues fut celui de la crise agraire et de ses conséquences dans les pays du Sud-Est. Deux traits de ce débat sont à retenir : l'intéressante intervention du délégué du Reich au sujet des tarifs préférentiels, le plan de Loucheur pour la lutte contre les céréales soviétiques.

Au cours de la discussion économique, le délégué de la Yougoslavie Marinkovitch, avait vanté le système recommandé par les conférences de Bucarest, de Sinaïa et de Varsovie : la conclusion de pays à pays de traités de commerce, fondés sur le tarif préférentiel. Or cette proposition n'a nullement enthousiasmé les délégués français. Il n'est pas douteux que le développement de la crise agraire dans les pays du Sud-Est de l'Europe a eu pour effet d'ébranler quelque peu le front des vassaux de la France. Comment reconstituer ce front et rétablir cette prépondérance menacée? La tâche est d'autant plus urgente que l'offensive revisionniste se renforce chaque jour. Pour accomplir ses desseins, la France qui est riche préconise la distribution de crédits aux pays orientaux.

Mais voici que l'Allemagne se met de la partie. Le capitalisme allemand n'a pas de crédit à distribuer. Il s'empresse de saisir au bond la balle qu'a lancée M. Marinkovitch : les tarifs de préférence. A Genève le Dr. Curtius s'est très nettement prononcé pour l'établissement de tarifs préférentiels. «L'établissement de préférences sur le blé entre pays européens, a-t-il dit, serait incontestablement plus naturelle que des préférences entre les Etats européens et leur colonies».

L'Italie n'est pas intervenue activement dans ce débat. Cependant l'Italien Souvich au nom du Comité Financier de la Ligue, a présenté un rapport pour décrire les difficultés à peu près insurmontables du crédit agricole. N'oublions pas, d'autre part, que dans quelques semaines la Conférence Internationale du Blé, réunie à Rome, va permettre à l'Italie de s'immiscer dans la «solution» des problèmes agraires du Sud-Est de l'Europe.

On aurait grand tort, d'ailleurs, de s'imaginer que cette espèce d'émulation et de concurrence entre les médecins de Paneurope soit de nature à faciliter la guérison du patient. A vrai dire tous ceux qui se penchent sur les «hommes malades» des pays du Sud-Est poursuivent un dessein très précis : la France veut empêcher que s'effondre le pont de ses Etats vassaux sous les coups de la crise agraire. L'Allemagne et l'Italie s'évertuent à disloquer la Petite Entente, instrument français de conservation du statut de 1919.

Les résolutions, qui ont été votées par le Comité, se gardent de choisir entre les diverses recettes qui ont été recommandées ou combattues au cours de la discussion. Elles se bornent à désigner deux sous-comités, lesquels ont été par les soins de Briand convoqués pour le 23 et 26 février. Par contre, M. Loucheur a présenté un plan plus complet qui sera sans doute défendu par les délégués français dans les prochaines conférences. Le plan Loucheur tend à répartir entre les pays importateurs de blé l'excédent des greniers des pays agricoles. Les blés seraient achetés au prix mondial. Pour amortir les mouvements brusques de hausse et de baisse dans les pays agraires une caisse de compensation serait constituée. Pour l'avenir un contingent serait fixé dans les limites duquel les Etats agricoles pourraient écouler leurs produits dans les autres pays. Enfin une Banque agraire internationale serait constituée pour drainer les capitaux vers les Banques nationales agricoles.

Mais quel est le caractère commun de ces projets? Tous s'inspirent de la même volonté : organiser l'éviction des produits soviétiques. Les propositions de Loucheur sont bien caractéristiques à ce sujet. Pour tenter de sauver les oligarchies fascistes des pays balkaniques, on commencera par leur acheter leur excédent de blé au prix mondial. On espère ainsi endiguer la vague de mécontentement de la paysannerie. Mais cet expédient ne concerne que le passé. Demain plus encore qu'hier, le développement de l'agriculture soviétique inquiétera les fascismes de l'Europe danubienne. On leur promet une caisse de compensation, l'écoulement contingenté de leurs produits, l'octroi de crédits agricoles. «L'Europe doit établir dès maintenant un plan général en vue de la grande bataille éco-

nomique qui se prépare» écrivait l'*Indépendance Roumaine*, à la veille de la réunion du comité Européen.

Ce plan sans doute est d'une réalisation extrêmement difficile. Il suffit pour s'en convaincre de considérer, par exemple, qu'à l'Importation Européenne totale de blé atteignant 172 millions de quintaux, les Etats d'outre-mer participent avec 162 millions et les Etats agraires européens avec 5—6 millions. Il reste que le plan est la préoccupation fondamentale de la bourgeoisie. A peine née, Pan Europe s'est efforcée de mettre debout une machine de guerre contre l'économie soviétique.

On comprend mieux, après avoir rappelé les discussions de Genève, le chantage que le gouvernement roumain vint exercer à Paris sitôt close la session, en vue de l'octroi d'un emprunt.

Dès lors que les pays danubiens redeviennent — ce que d'ailleurs ils n'ont jamais cessé d'être — le champ clos des rivalités des grandes puissances; des lors que les grands inspirateurs de la guerre antisoviétique leur ont assigné une place de choix dans l'aventure, il est normal qu'ils viennent solliciter les prêteurs d'argent. C'est ainsi que depuis une semaine M. Popovici se dépense à Paris en négociations intéressées.

Le ministre roumain négocie présentement la deuxième tranche de l'emprunt qui s'élève, comme on sait, à 40 millions de dollars, soit un milliards de francs français. La Roumanie, on l'a vu plus haut, a donné à la France toutes les garanties antisoviétiques. Elle a accru son budget de guerre, réorganisé son armée. A cette heure même la dictature de Carol fait mitrailler dans les rues les chômeurs et les ouvriers des chemins de fer. Au cours de son voyage de l'an dernier, M. Loucheur, reçu en grande pompe au Parlement roumain, déclara en s'adressant au président du Conseil et à ses ministres: «Nous avons placé notre confiance en vous, en vous confiant la mission de veiller dans cette partie de l'Europe pour défendre notre civilisation occidentale contre l'autre culture qui est inacceptable pour nous».

Comment dans ces conditions M. Popovici n'a-t-il pas réussi du premier coup son opération? Pourquoi les choses ont-elles traînés en longueur? Pourquoi, dans une partie de la presse française, l'emprunt roumain a-t-il été l'objet de critiques acerbes? Il faut pour répondre à cette question examiner d'un peu près ces critiques. Une feuille financière de Paris souligne, par exemple, que l'exercice budgétaire roumain aura un déficit de 6 milliards de lei.

«Il est évident, écrit ce journal, que l'emprunt devra servir à couvrir une partie de ce déficit, une autre partie devant être consacré pour le placement des coupons demeurés en souffrance, ainsi que pour l'achat de différentes lignes de chemins de fer privés dont les actions et coupons se trouvent entre les mains des Allemands... Une autre partie serait utilisée pour l'achat du matériel de guerre. 500 millions devraient être réservés à l'institution du crédit agricole. Mais ces 500 millions ne seraient qu'une goutte d'eau dans la mer, car le déficit agricole, d'après les évaluations les plus optimistes, s'élève à 60 milliards de lei. Comment y remédier avec 500 millions de francs? C'est une énigme que le ministre des finances, malgré tous ses talents, ne pourra parvenir à résoudre».

Et voici que perce le bout de l'oreille. L'emprunt actuel étant insuffisant, un autre devra suivre. A qui s'adressera alors la Roumanie? «A l'Angleterre, aux Etats-Unis? C'est possible. Ce qui est certain, c'est qu'on offrirait alors à ces pays des gages sérieux... Nous aurons ouvert les voies, facilités les choses, mais les résultats effectifs ne seraient pas pour nous». Le chroniqueur du journal financier poursuit: «D'ailleurs M. Krüger qui s'est engagé à souscrire à la seconde tranche, soit 20% de l'emprunt, ne le veut faire qu'à la condition qu'il lui soit donné en concession la réfection de toutes les routes en Roumanie».

Subventionner la préparation guerrière du fascisme roumain, mais aussi s'assurer dans le pays une prépondérance économique et politique en face des rivaux de Londres, de New York, de Berlin, telle est la pensée dominante de l'impérialisme français.

A travers les débats de Genève et les discussions de Paris nous retrouvons ainsi ces tendances fondamentales auxquelles il faut toujours revenir pour expliquer la politique présente de la bourgeoisie française: défendre âprement son hégémonie politique et militaire en Europe; s'assurer la direction effective des entreprises antisoviétiques.

Gabriel Péri

Toute conscience claire, tout esprit dégagé des sujétions de parti, n'admettra pas que la solution actuelle de la question macédonienne soit conforme aux principes de la liberté et d'équité que les grands porte-parole de la civilisation expriment avec tant d'éloquence, et par conséquent aux intérêts de la paix. Le partage actuel de la Macédoine est un compromis pour donner satisfaction aux puissances limitrophes, Serbie, Grèce et Bulgarie. Mais ce partage qui taille arbitrairement un ensemble ethnique, ne tient aucun compte des aspirations et des besoins des peuples mêmes qu'il coupe en tronçons.

Henri Barbusse (Enquête sur la Fédération Balkanique)

Les minorités et les nationalités en U.R.S.S.

La question des nationalités et des minorités en U. R. S. S. prend un intérêt tout spécial pour celui qui a pu étudier ces mêmes questions dans d'autres régions du monde. Pour ne parler que de l'Europe, il est presque inutile d'insister sur la façon dont, en dépit des traités, on cherche soit brutalement, soit hypocritement à étouffer non seulement la culture, mais toute vie nationale et locale des groupes minoritaires. Dans les Balkans, dans l'Europe orientale, des faits trop nombreux se sont accumulés, et aujourd'hui la terreur qui vient de s'abattre sur l'Ukraine polonaise est une nouvelle illustration de cette vérité. Dans tous les pays de l'Europe orientale et balkanique, dès qu'on aborde des gens des minorités on n'entend plus que leurs revendications et les tragiques histoires d'écoles fermées, de langue nationale interdite, de brutalités policières.

Si l'on ajoute à ces petites expériences les impressions recueillies dans les pays colonisés, la conscience se révolte en face de toutes les spoliations et de toutes les violences: indigènes chassés de leurs terres, traditions et coutumes brimées, journaux interdits, associations indigènes poursuivies, tout le lamentable cortège de l'oppression coloniale formant l'histoire tragique de l'Inde, de l'Indochine, de l'Indonésie et de toutes les autres colonies. Et on ne doit pas oublier non plus les souffrances matérielles et morales de peuples qui, comme ceux de l'Amérique du Sud, de Cuba ou de Haïti, sans être colonisés sont étouffés par l'impérialisme des Etats-Unis.

En octobre dernier, l'esprit empli de toutes ces violences matérielles ou morales qui pèsent sur les millions d'opprimés que j'ai rencontrés à travers le monde, je suis arrivée dans l'U. R. S. S., dans cette fédération qui groupe 155 millions d'habitants de toutes races, Russes de la région de Moscou, Petits-Russiens, Caucasiens, Tartares, etc., dans cette immense fédération où l'on voyage pendant des jours sans rencontrer de frontières. J'ai vécu non seulement dans les ateliers ou les fabriques, les clubs ou les écoles, mais encore dans les théâtres, les cinémas et les trains avec des hommes de toute race sans entendre ces hommes conter ces lamentables histoires d'oppression nationale.

Je savais bien ce qu'était théoriquement l'organisation politique de l'U. R. S. S. et comment chaque république autonome était rattachée au centre tout en gardant sa vie propre. Je savais bien que dans le Comité central de l'U. R. S. S., à côté du Conseil de l'Union composé de 400 membres élus selon l'importance des républiques et où les républiques proprement dites comptent 75%, il y avait le Conseil des Nationalités dans lequel chaque République est représentée par cinq délégués et chaque territoire autonome par un délégué, ce qui, dans l'ensemble, donne la majorité aux nationalités puisque les deux Conseils travaillent ensemble et ont les mêmes droits. Je savais aussi que dans le Comité Exécutif Central de l'U. R. S. S. chaque projet doit être voté à la majorité de l'un et l'autre Conseil et que dans chaque République comme dans chaque Etat autonome il y avait pour répondre aux besoins de la vie locale des Commissaires du peuple à l'agriculture, à l'intérieur, à la justice, à l'instruction publique, à l'hygiène.

Mais ce que j'ai pu voir pendant mon séjour en U. R. S. S., ce sont quelques aspects de la vie réelle de ces nationalités. D'abord, de Moscou même, j'ai compris l'importance qu'on ajoutait à cette politique des nationalités: des articles de revue et de journaux, des conversations avec des hommes du Comité Exécutif m'ont prouvé le souci que les responsables du régime avaient de la vie des nationalités. Puis, quittant Moscou, je suis allée à Kharkof, au Daghestan et à Bakou, ce qui m'a permis de voir quelque peu la vie en Ukraine et au bord de la Caspienne. Partout j'ai pu constater non seulement le respect des cultures nationales, mais encore le désir de renforcer cette culture, et partout j'ai vu une sorte de régionalisme quant aux recherches scientifiques et à l'organisation économique. Partout enfin j'ai vu les races fusionnées dans le grand travail de construction socialiste. A Moscou on peut voir les efforts faits dans tous les domaines pour intensifier la vie de chaque région de l'U. R. S. S., et partout on a latinisé l'alphabet pour faciliter l'éducation des masses. On imprime les journaux et les livres dans toutes les langues, on crée des instituts scientifiques, des instituts de recherche dans les régions les plus éloignées du centre. En octobre on venait d'ouvrir chez les Turcs mêmes 6 instituts scientifiques, et 6 autres en Ousbékistan. Dans cette dernière république on comptait déjà plus de 1000 étudiants en pédagogie. Par les films documentaires on cherche à faire connaître chacune des régions de l'U. R. S. S. Enfin, on s'efforce de répondre aux appels de toutes les républiques, surtout en ce qui concerne la lutte contre l'analphabétisme. Il suffit d'ouvrir un journal à Moscou pour se rendre compte de cela. Un jour la république tartare, par exemple, appelait à l'aide les travailleurs intellectuels pour liquider chez elle l'analphabétisme parce qu'il restait encore dans cette république 300.000 illettrés et 100.000 semi-illettrés. A Moscou chaque groupe national qui le désire a ses écoles et ses clubs: On trouve non seulement une université pour les Asiatiques, une chaire de bulgare à l'université, mais encore des écoles polonaises, allemandes, arméniennes, juives et même des classes tziganes. J'avais admiré ce souci de mêler toutes les races dans la vie nouvelle en répondant cependant à leurs aspirations nationales. Je me souviens d'une classe tzigane dans une école russe où les enfants avaient, à côté des cours en tzigane, quelques cours en commun avec les enfants russes qui

apprenaient ainsi à connaître mieux les enfants d'une race jusqu'ici quelque peu dédaignée.

Mais en quittant Moscou j'ai vu tout d'abord en Ukraine les magnifiques réalisations de la nouvelle Ukraine soviétique, j'ai vu à Kharkof les écoles, les instituts, les hôpitaux, les crèches, les maisons d'enfants, les clubs, les imprimeries et les immenses librairies qui déversent sur les masses une profusion de livres documentaires, de livres marxistes, de livres pour enfants en ukrainien ou en russe. A Kharkof la vie nouvelle est intense. Il suffit pour s'en rendre compte de voir les magnifiques bâtiments des trusts ukrainiens, l'incomparable polyclinique, le musée. Il suffit de visiter l'usine de confection dans laquelle 5000 ouvriers, dont 3000 femmes, rivalisent d'entrain et où les jeunes apprentis juifs, ukrainiens, russes, rivalisent de zèle. Il suffit de voir le club du syndicat de l'alimentation, construction moderne d'un goût parfait, avec son théâtre gris noir et blanc, ses salles de repos, ses bibliothèques. Dans une des imprimeries j'ai vu comment les chiffres de ces dernières années marquaient la courbe ascendante de la culture. Les livres politiques, par exemple, qui se tiraient à 3000 exemplaires tirent maintenant à 100.000, les livres scolaires ont passé de 200.000 exemplaires à 1 million, les livres scientifiques de 500 à 6000. 97% des livres que j'ai vus dans une des imprimeries étaient en ukrainien et je songeais en face de cette activité ukrainienne, à Léopol (Lwof) où les Ukrainiens de Pologne voudraient bien avoir quelques-unes des possibilités des Ukrainiens de Kharkof. Dans une des nombreuses librairies de la ville, tout en achetant des livres d'enfants en ukrainien, j'ai vu de nouvelles publications d'ouvrages étrangers: toute une collection de Zola, de Daudet, d'Anatole France, de George Sand, etc., en ukrainien, et j'ai acheté des mélodies avec le texte ukrainien ou avec les deux textes russe et ukrainien. A la station agronomique toute nouvelle chargée d'étudier la question du blé, j'ai vu combien de travailleurs ukrainiens étaient déjà enrôlés dans ces recherches scientifiques. Près de la ville, dans cette cité en construction, Tractorstroï, qui sort de terre avec ses maisons ouvrières, son parc, ses écoles et ses clubs groupés autour de l'usine, j'ai vu comment cette cité, qui aura en 1931 30.000 ouvriers et leurs familles, symbolisait l'essor économique de la jeune Ukraine. Là comme partout l'effort collectif triomphe des difficultés sans nombre. Les pancartes qui demandent aux habitants de Kharkof de donner un jour de leur salaire pour la construction de Tractorstroï ne surprennent pas ici. C'est par l'effort de tous que sort de la steppe un monde nouveau. Dans cette ville nouvelle on verra les travailleurs ukrainiens mêlés aux travailleurs des autres régions de l'U. R. S. S. et des autres pays du monde.

En revenant de Tractorstroï je flânais dans la ville et cherchais malgré moi ces menus objets ukrainiens que j'avais vus à Lvof parce que là-bas on les recueille pieusement comme des symboles de la vie nationale. Mais à Kharkof je ne les ai pas trouvés dans les boutiques. J'ai compris que ce n'était pas le passé qui inquiétait ici, mais bien le présent et l'avenir tout proche.

La culture en Ukraine était, sous le tzarisme, très arriérée et la langue ukrainienne avait été supprimée en 1863. La révolution avait plusieurs questions à résoudre: la question nationale en face de la question des minorités, minorité juive particulièrement, et enfin il fallait faire disparaître la trop grande différence de culture entre les villes et les campagnes, entre les hommes et les femmes, entre les Ukrainiens et les Russes. Le régime nouveau s'est attaqué à toutes ces questions et à la base de tout travail se trouvent naturellement les écoles élémentaires qui, déjà en 1925, groupaient 2 millions d'élèves, et en 1929 près de 3 millions. Si on considère seulement les enfants d'âge scolaire, on peut dire que depuis 1928, 95% des enfants ont pu fréquenter l'école. Quant aux filles, qui autrefois étaient laissées dans l'ignorance, elles forment en 1928 déjà les 49 centièmes de la population scolaire des villes et les 32 centièmes de la population scolaire des campagnes. A côté des écoles élémentaires on créa un assez grand nombre d'écoles de 7 ans, c'est-à-dire pour les 7 à 14 ans. En 1928 il y avait déjà 2314 écoles de ce genre et d'après le plan quinquennal il doit y en avoir, en 1932, 4000. J'ai visité à Kharkof une de ces écoles remarquablement installées et dans laquelle j'ai vu les filles et les garçons recevant la même éducation et travaillant ensemble dans les ateliers au travail du bois et du fer. A côté de tout ce qui touche la culture ukrainienne, j'ai vu aussi le souci de tout ce qui touche la culture des minorités en Ukraine et j'ai visité plusieurs écoles minoritaires, deux jardins d'enfants arméniens, un jardin d'enfants syrien, une école allemande, une école de pionniers juifs dans laquelle j'ai été entourée jusqu'à être presque étouffée d'un groupe compact d'enfants qui m'accablaient de questions sur la vie des enfants en France. Dans le même local j'ai visité une école tartare qui travaillait étroitement avec l'école juive. Dans un autre quartier une école polonaise et je dois dire que c'était la première fois que je faisais une telle expérience et que je trouvais dans un pays non seulement les écoles nationales qu'on s'obstine à fermer en tant d'autres pays du monde, mais encore à côté de ces écoles nationales les écoles des minorités.

Toutes ces impressions recueillies à Kharkof prennent une importance plus grande encore en face des derniers événements de l'Ukraine polonaise, en face des brutalités de la dictature polonaise cherchant à chaque occasion à étouffer toutes les manifestations de la vie ukrainienne en Pologne. Je me souviens d'une soirée passée au club des ou-

vriers du livre à Kharkof, soirée pendant laquelle j'ai pu me rendre compte de la part que prenaient les Ukrainiens dans la construction socialiste. Il s'agissait de récompenser les estafettes culturelles, c'est-à-dire les petits groupes de travailleurs, de jeunes communistes, qui étaient partis de la campagne pour répandre le journal «Le village soviétique» afin d'aider dans la lutte pour la culture. Ce journal «Le village soviétique», grâce aux efforts des travailleurs, a passé de 268.000 lecteurs à 600.000. Grâce à ces mêmes efforts et grâce à cette rude discipline que les travailleurs de l'U. R. S. S. s'imposent eux-mêmes, on avait supprimé les retards dans l'expédition. Même les dactylos avaient formé ce qu'on appelle une brigade de choc, c'est-à-dire une brigade qui se propose non seulement de remplir les obligations du plan, mais de les dépasser. Je me souviens d'une de ces brigades de choc qui au cours de cette soirée a, afin d'assurer l'avenir du travail culturel en Ukraine, pris l'engagement de rester à la même usine jusqu'à la fin du plan.

Ceux qui parlent des travailleurs de l'U. R. S. S. en les qualifiant de hordes d'esclaves devraient aller passer quelques semaines dans une région quelconque de l'U. R. S. S. et vivre dans les clubs et dans les usines afin de comprendre et de sentir l'enthousiasme et la foi qui guide ces travailleurs en marche vers la vie nouvelle. Je me souviens encore d'un ouvrier serrurier rencontré dans le train près de Kharkof et qui suivait des cours pour devenir ingénieur. Il lisait avec attention des livres techniques. Comme tous les autres hommes que j'ai rencontrés là-bas, il m'a demandé ce que pensent les travailleurs français des préparatifs de guerre et il m'a exprimé son ardent désir de voir l'U. R. S. S. achever en paix son oeuvre constructive. Il m'a montré, je me souviens, un petit journal appelé «Armée et marine rouges» dans lequel la majorité des images se rapportaient à la construction industrielle. Il m'a montré aussi le jouet qu'il avait acheté à Kharkof pour son petit garçon de 9 ans, sorte de «Mécano» assez compliqué et il ajoutait en souriant: «C'est la première chose que nous apprenons à nos enfants, savoir se servir de leurs mains». Un autre voyageur ukrainien travaillait dans les chemins de fer et lui aussi était animé de cet ardent désir de transformer au plus vite les moyens de transport encore si insuffisants dans l'U. R. S. S. Cette foi dans le socialisme, cette émulation socialiste qui caractérise l'U. R. S. S. je l'ai trouvée en Ukraine comme à Moscou et comme dans le Daghestan. Si les races se distinguent encore par bien des caractéristiques, elles se mêlent sans effort dans le travail collectif.

(La fin dans le Numéro prochain)

Camille Drevet

La résurrection d'un peuple L'Arménie Soviétique

(A l'occasion du X-me anniversaire)

I. L'Arménie avant la soviétisation

Les ouvriers et les paysans de l'Arménie ont fêté, le 29 novembre dernier, le X-me anniversaire de leur avènement au pouvoir.

Quelle est la signification de cet événement?

Nous allons essayer, rapidement, d'en souligner la portée. Ceux qui bavent sur l'Union Soviétique, ceux qui la calomnient et la vilepudent, trouveront, dans l'exemple éclatant de la renaissance d'un peuple déchiqueté par les impérialismes, ample matière à méditer!

Notre but est, avant tout, de montrer à tous les peuples opprimés, à toutes les minorités nationales martyrisées, en général, et à ceux des Balkans, en particulier, quelle est la voie qui les conduira au salut.

Origine de la «Question arménienne»

L'Arménie a été partagée entre trois Etats: la Turquie, la Russie, la Perse.

La Turquie en possède la partie la plus importante.

La Russie tsariste, après avoir occupé la Transcaucasie, avait les yeux fixés sur Constantinople et les Détroits qui devaient devenir les poumons pour ses visées impérialistes.

En 1877, elle déclara la guerre à la Turquie. Cette guerre, entreprise sous prétexte d'émanciper les Bulgares, «les frères asservis», avait pour but effectif de réaliser enfin le fameux «testament de Pierre le Grand».

Arrivée aux portes mêmes de Constantinople, l'armée du grand-duc Nicolas, sous la menace des canons de la flotte britannique, dut rebrousser le chemin. Du même coup la Russie se vit contrainte d'évacuer les provinces arméniennes (Turquie orientale).

Par l'article 16 du traité de San-Stéfano, le gouvernement de Pétersbourg avait imposé à la Porte l'obligation d'introduire, en Arménie turque, certaines réformes dans «un but de défense des populations chrétiennes contre les exactions des tribus kurdes».

Ainsi le tsar Alexandre II s'arrogeait le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman.

Naturellement, cela ne faisait pas l'affaire des autres grandes puissances impérialistes, spécialement de l'Angleterre, qui obligea la Russie à soumettre le traité de San-Stéfano aux délibérations du Congrès de Berlin.

On sait comment, et après quelles péripéties tragiques — on fut à deux doigts d'une nouvelle guerre — l'instrument d'intervention du tsarisme en Turquie fut brisé. L'article 61 du traité de Berlin remplaçait l'article 16 du traité de San-Stéfano. Le nouvel article prévoyait aussi des réformes en Arménie turque, mais avec cette différence que l'exécution desdites réformes soustraite au *contrôle* du gouvernement tsariste, était soumise à la simple *surveillance* des dix grandes puissances signataires — surveillance d'autant plus fallacieuse que l'on s'en remettait exclusivement à la bonne volonté de la Porte «tenue de donner, périodiquement, connaissances aux puissances des réformes appliquées».

Aussi l'article en question resta-t-il lettre morte. Mais il a constitué une arme redoutable entre les mains des grands impérialismes pour arracher des privilèges et concessions à la Turquie. D'autre part, cette «sollicitude» des Puissances de proie pour les Arméniens de l'Empire ottoman fut la cause déterminante de la tragédie arménienne.

Elle exaspéra d'autant plus l'absolutisme turc contre le peuple arménien, que des organisations nationalistes révolutionnaires, — principalement le parti Dachnaksoutioun, représentant de l'aile combattive de la bourgeoisie arménienne, aussi bien en Turquie qu'en Russie —, incitées et excitées par les intrigues des impérialismes «protecteurs», ne cessaient de se livrer à des manifestations violentes qui provoquaient, invariablement, des massacres . . .

Le nationalisme turc s'empressa de saisir l'occasion de la grande guerre impérialiste pour exterminer les Arméniens de Turquie et en finir avec la «question arménienne». Sur environ un million et demi d'Arméniens, à peine quelques centaines de milliers réussirent à échapper à la mort. La plupart se réfugièrent au Caucase ou en Syrie, occupée par les Alliés. Tout le reste fut anéanti. Aujourd'hui, dans la Turquie entière, il n'y a même pas 100,000 Arméniens.

L'indépendance de l'Arménie

Les Arméniens de Russie qui forment avec les Géorgiens et les Turco-Tatares les trois principaux peuples de la Transcaucasie, ont également souffert de la guerre.

Les Jeunes-Turcs, entrés en guerre pour battre en brèche l'«ennemi séculaire» et conquérir la partie du Caucase dénommée aujourd'hui Azerbaïdjan, avec comme capitale Bakou, ayant «purgé» la Turquie des Arméniens, envahirent l'Arménie russe.

Ici aussi le parti Dachnaksoutioun a joué un rôle funeste.

Ce parti, qui a le front de jurer au nom du socialisme, à la déclaration de la guerre, s'est fait délibérément, traitreusement l'agent actif de l'impérialisme russe. Il a reçu, avec des transports de joie servile, le tsar Nicolas II qui visitait Tiflis, afin de rallumer dans le cœur des féodaux et des bourgeois caucasiens le dévouement à leur Empereur.

«L'Horizon», organe de ce parti, écrivait en date du 27 novembre 1914:

«Plus souvent le Caucase sera gratifié du bonheur de voir son Empereur, plus souvent et directement il pourra présenter ses vœux et ses désirs à son Roi, plus promptement seront comblées ses aspirations».

Dédaignant les conseils et les prières des Arméniens de Turquie, — et même ceux de son propre organisation à Constantinople — qui le conjuraient de garder une stricte neutralité, il s'est employé fièvreusement à la formation des corps de volontaires, en vue de soutenir l'armée du grand-duc Nicolas qui opérait contre les Turcs. De cette manière, il a fourni au chauvinisme turc le prétexte cherché pour se débarrasser complètement des Arméniens de Turquie et décimer ceux du Caucase, lors de l'invasion.

A la Révolution d'Octobre, l'Arménie, sous la direction des Dachnaks, à l'instar des Menchéviks géorgiens et des Moussavatistes d'Azerbaïdjan, se sépara de la Russie, en douleur d'enfantement.

La courte période d'«indépendance» de ces trois pays, est, peut-être, la page la plus sombre de leur histoire. Les Dachnaks, les Menchéviks, les Moussavatistes furent simplement les laquais des impérialismes germano-turc ou de ceux de l'Entente.

Bientôt des compétitions territoriales mettaient aux prises les uns contre les autres les dirigeants des trois républiques et l'on assista à une guerre sans merci attisée par les excitations intéressées des impérialismes alliés.

Les Dachnaks et les Menchéviks géorgiens, bien qu'ils se réclamassent de la même doctrine: du socialisme, et fissent partie de la même Internationale: la II-me, en vinrent aux mains sous l'oeil froidement amusé des puissances de l'Entente qui occupaient, à ce moment, le Caucase. D'autre part, ces mêmes puissances, pour assurer leur domination dans la contrée, avaient fait de l'Arménie dachnakiste, de la Géorgie menchéviste et de l'Azerbaïdjan moussavatiste une place-forte. Elles les armaient et les dressaient contre la Russie soviétique.

Les masses travailleuses des Républiques transcaucasiennes, sous le double joug de leurs ennemis intérieur et extérieur, avaient une existence impossible. Ruinées par les

guerres, effondrées économiquement, pressurées jusqu'au sang, elles cherchaient vainement une issue. Pour donner un exemple de la haine féroce dont les dirigeants de ces pays étaient animés les uns contre les autres, il suffit de citer le fait suivant.

La famine sévissait en Arménie; les populations: femmes, enfants, vieillards mouraient par centaines. Les Arméniens d'Amérique et d'ailleurs voulurent les soulager, en leur envoyant de la farine. Or, le gouvernement «socialiste» de Géorgie, maître de Batoum, s'opposa au transit de cette denrée.

Particulièrement douloureuse était la situation de l'Arménie «indépendante», contre laquelle s'acharnaient la Géorgie menchéviste et l'Azerbaïdjan moussavatiste. De 1918 à 1920, période de son «indépendance», elle a perdu 500,000 habitants, par suite du conflit armé avec la Géorgie, de la famine, des épidémies, etc. La devise arménienne a subi une dégringolade pire que celle de l'Allemagne, plongeant le pays dans une détresse sans exemple dans l'histoire des peuples.

Un ancien président de l'Arménie dachnakiste, M. Simon Vratsian, dépeignait de la façon suivante la situation, dans son ouvrage: *La République Arménienne*:

«Pas de médicaments, pas de combustibles, pas de nourriture, pas de linge. Et les gens mouraient, silencieusement, par centaines, par milliers. La population se consumait comme un cerge allumé».

Le général Hakverdian, ministre de la guerre, dans un ordre du jour à l'armée, décrivait en ces termes l'anarchie du pays:

«La malheureuse population, pour se soustraire aux exactions de sa propre armée, est prête à se réfugier en Turquie, à accepter la sujétion turque et embrasser l'islamisme, pourvu qu'elle pût se mettre à l'abri du pillage des troupes».

Malgré l'agonie du peuple, le gouvernement du parti Dachnaksoutioun ne renonça pas à son rôle de bourreau. Il s'attacha avec plus de ferveur encore au char sanglant des impérialismes, qui, après avoir causé le malheur des Arméniens de Turquie, voulaient faire subir le même sort à ceux du Caucase.

D'un côté, ils poussaient ce gouvernement à combattre, de concert avec les menchéviks géorgiens et les moussavatistes, la Russie des Soviets; de l'autre, ils le lançaient contre la Turquie kémaliste aux prises avec l'armée mercenaire grecque qu'elle voulait jeter à la mer.

M. A. Aharonian, président de la Délégation arménienne à la Conférence de la Paix, à la suite d'une entrevue avec Lloyd George et Churchill, adressait la dépêche suivante à Erivan, à M. A. Khadissian, ministre des affaires étrangères (voir les Archives de l'Etat, dossier N-317. Lettre de M. A. Aharonian au ministre des Affaires Etrangères, M. A. Khadissian, en date du 21 janvier, 1921):

«Ils ont catégoriquement promis de nous envoyer en hâte des munitions en Arménie.

«L'avance des bolchéviks et la défaite irrémédiable de Dénikine causent une inquiétude générale dans les cercles politiques. On craint que l'Orient ne soit embrasé, jusque dans ses coins les plus reculés, par l'incendie bolchéviste. On s'efforce donc de barrer la route aux bolchéviks, au moins dans les massifs caucasiens. Les représentants de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie — Toptchibachev, comme Tchéidze, Tserételli et Avalov —, il y a trois jours, ont promis solennellement au Conseil Suprême de lutter contre les bolchéviks avec leurs armées, si on leur fournissait des armes et des munitions.

«Le Conseil Suprême a décidé de leur donner également des armes».

Par ailleurs, l'Entente qui, afin de dépecer l'Empire ottoman, avait mis au monde le traité mort-né de Sévres, faisant miroiter aux yeux du gouvernement dachnakiste le mirage d'une «Grande Arménie» allant de la mer Noire à la Méditerranée, lançait contre la Turquie kémaliste la lamentable armée arménienne, décimée par les guerres, souffrant la famine, assoiffée de paix, découragée, démoralisée, avec mission de soutenir les mercenaires de Vénizélos, valet de Foreign Office.

Békir Samy bey, ministre des affaires étrangères de la Turquie nationaliste, redoutant l'éventualité d'une conflagration avec l'Arménie dachnakiste, proposait à cette dernière des négociations en vue d'un accord amiable. La Russie des Soviets offrait ses bons offices. Jamais occasion aussi propice ne s'était offerte au gouvernement dachnakiste pour résoudre son conflit avec la Turquie.

Mais en dépit de tout bon sens et en fidèle chien de garde de l'impérialisme anglais, le parti Dachnaksoutioun se jeta, tête baissée, dans l'aventure. Résultat: Kiazim Karabékir Pacha occupait sans coup férir la forteresse de Kars, clef du plateau arménien, bousculait les troupes arméniennes et, semant autour de lui la ruine et la mort, pénétrait au coeur même du pays. Encore un bond et la capitale de «l'Arménie indépendante» est envahie et celle-ci effacée de la carte.

Heureusement la Russie soviétique vola au secours du peuple arménien.

L'envahisseur était arrêté à Alexandropol, aujourd'hui Léninakan, où il dictait au gouvernement dachnakiste un ignoble traité. Non content d'écarteler l'Arménie, de la réduire à la portion congrue, le vainqueur lui imposait encore le licenciement de l'armée, avec défense d'entretenir une force armée autre que la gendarmerie; la libre circulation des troupes turques sur la voie ferrée arménienne, le droit d'intervenir dans les affaires du pays sous le couvert de la protection, etc. En un mot, l'Arménie dachnakiste gisait, tel un cadavre, aux pieds du militarisme turc.

Cette catastrophe et cette humiliation suprême soulèvent le pays prostré qui reçoit, à bras ouverts, de l'Azerbaïdjan, déjà délivré de ses maîtres moussavatistes, le Comité Révolutionnaire arménien bolchévik. Le régime dachnak sombre dans le sang et l'ignominie, faisant place au régime soviétique qui inaugurerait pour les ouvriers et les paysans de l'Arménie une ère de sécurité, de paix et d'émancipation totale.

Peu de temps après, le prolétariat géorgien suit l'exemple de ses frères d'Azerbaïdjan et d'Arménie et chasse ses dirigeants menchévistes.

Avec le régime soviétique, les querelles fratricides cessent comme par enchantement. Les masses travailleuses de la Transcaucasie qui s'entredévoient sous la dictature de leur propre bourgeoisie, se tendent la main pour fonder d'abord la Fédération socialiste soviétique de la Transcaucasie, qui s'intègre à la grande Union Soviétique. Dans la lettre célèbre qu'il adressait aux Républiques du Caucase :

Lénine écrivait «l'Union étroite des républiques soviétiques du Caucase créera un exemple de paix nationale qui est inconnue sous le règne de la bourgeoisie et qu'il est impossible de réaliser sous le régime capitaliste».

A. Lucien

Dans la République Tatar

Parmi nos républiques orientales, la Tatarie occupe une place considérable. C'est là que l'expérience de la soviétisation a donné des résultats éclatants. La Tatarie a ses grands souvenirs historiques dignes d'être notés. Oui, la Tatarie Rouge a eu bien des épreuves à traverser pendant la période écoulée. Tout d'abord, il a fallu déraciner les restes de la contre-révolution qui tendait avidement ses griffes vers la capitale de l'Orient du Volga. La lutte contre une famine effroyable et ses conséquences fut ensuite toute une épopée historique. Et tout cela au moment même de la réorganisation radicale de toutes les vieilles relations formées depuis des siècles, et de la création de formes nouvelles dans l'Etat et l'économie sociale. On a bien le droit de dire que la Tatarie est sortie victorieuse de ses pénibles épreuves et a développé avec succès le procès de sa reconstruction.

La Tatarie est avant tout et surtout un pays agricole où domine la population villageoise constituant les 92% de la population générale, dont les 8% seulement sont fournis par les habitants de villes. Cette prédominance absolue de la population rurale sur la population urbaine a des conséquences peu favorables au développement économique de la Tatarie, qui tend à développer son industrie et à renforcer l'urbanisation. A l'heure qu'il est, la Tatarie n'est pas riche en grandes villes : seule, la capitale de la République, Kazan, compte plus de 150.000 habitants. Toutes les autres villes ne comptent même pas la moitié de ce nombre.

La population rurale est divisée en ses 12 cantons d'une façon inégale; l'épaisseur de la population s'accroît dans la direction de l'est à l'ouest. Ce fait trouve son explication dans les conditions historiques de la colonisation du pays depuis le moment où les Russes, pressant la population tatare, s'étaient mis en marche vers le sud-est et envahissaient les régions situées près des rivières d'abord, et plus tard, les régions avoisinant les chemins de fer. Et les Tatares s'éloignaient des villes (jusqu'à l'heure actuelle leur pourcentage n'y est pas grand) ainsi que du réseau des chemins de fer et des artères fluviales. La République Tatarie a maintenant à déraciner l'iniquité qui a régné des siècles durant et à liquider les survivances de la politique de l'ancien pouvoir autocratique.

Bien des choses sont déjà atteintes dans ce sens. C'est ainsi que dans l'économie rurale, on constate l'agrandissement du terrain d'ensemencement de toutes les cultures, dépassant de 2% celui de 1913. Rien que dans l'année 1925—1926, la République Tatarie a importé 65 tracteurs, dont le nombre jusqu'alors ne s'élevait qu'à 10. L'organisation des terres et du secours agronomique croît de jour en jour. Un grand équilibre est atteint dans les relations de l'aisance moyenne de l'économie paysanne aussi bien tatare que russe.

L'industrie de la Tatarie, ébranlée par les guerres, a passé par des moments catastrophiques; mais à l'heure actuelle, elle s'est remise sur ses pieds, étant arrivée durant les 5 dernières années à des résultats considérables.

Dans la République Tatarie on trouve suffisamment développés divers artisanats, ayant leurs représentants aussi bien dans les villes qu'à la campagne où ce travail fournit souvent un gagne-pain accessoire et complémentaire. Le système même de la production garde dans bien des cas des traits archaïques. En 1927, j'ai eu l'occasion de visiter le village tatare «Kasaki» et d'y connaître le travail des différents «spécialistes-koustars» (petits artisans travaillant à domicile), occupés à faire la chaussure en cuir de différentes couleurs. Ce sont, comme le dit P. Doulsky dans son article sur les «koustars», de petits artisans qui exécutent leur travail par parties. Les uns ne font que tailler le dessus de la chaussure, les autres découpent les dessins, les troisièmes recousent les semelles, les talons et mettent définitivement la chaussure en ordre en lui donnant la forme et la façon... Les femmes et les petites filles des villages des environs de

Kazan s'occupent de la broderie. Je suis allé voir l'atelier d'un artisan travaillant à découper des dessins dans le cuir et ne gagnant que 3—4 roubles pour sa journée de 16 heures. Ce qui est curieux à voir, c'est l'équipe féminine de brodeuses de souliers en velours et de «tubeteika» si populaires (espèce de bonnets en velours brodé). Tout difficile qu'il soit, ce travail ne rapporte qu'un gain misérable.

La visite faite au joailler (orfèvre — pour parler plus correctement) n'a pas été privée d'intérêt, vu son rituel compliqué de travail. Ce métier est en train de s'éteindre et ne compte que très peu de représentants.

En passant maintenant au progrès culturel de la Tatarie, arrêtons tout d'abord notre attention à l'instruction publique. Des chiffres très éloquentes sont à citer dans ce domaine. En 1916, à la veille de la Révolution, sur 1148 écoles pour les Russes, il n'y avait dans tout le gouvernement de Kazan que 35 écoles pour les Tatares et 89 écoles pour les minorités nationales. Il est clair qu'après la Révolution d'Octobre, toute l'oeuvre de l'instruction publique était à remettre sur de nouveaux rails. En 1927, des 2196 écoles, les 1079 sont tatares. De 1920 à 1926, le nombre des Tatares sachant lire et écrire s'est doublé, de 17,6% à 33,1%. On a beaucoup fait dans le domaine de l'instruction d'avant-école et d'en dehors l'école. Et, chose inouïe dans les vieux temps, des centaines d'étudiants tatares emplissent l'Université d'Etat de Kazan, l'Institut Communiste, l'Institut Scientifique Pédagogique, etc. . . .

Un travail énorme est effectué pour l'affranchissement de la femme tatarie, pour l'amélioration de sa situation économique et culturelle. Tout le monde sait dans quelles pénibles conditions se trouve la femme en Orient et combien il est difficile de lutter pour son émancipation. Dans la République Tatarie, cette campagne énergiquement et sagement menée a donné des résultats positifs. Il est vrai que la routine et les superstitions du vieux temps se font encore sentir, le pouvoir des mollahs n'est pas encore partout ébranlé. Lors de l'expédition dans le canton Azski, à 45 verstes de Kazan, j'ai eu l'occasion de voir près d'un «endroit sacré» (de la tombe du mollah-Hadji) tout un groupe de femmes qui étaient venues prier au bord du «ruisseau sacré» ayant la vertu de guérir la stérilité. Simultanément, et en dépit des faits cités, on est témoin d'une grande activité des femmes tatares dans la vie sociale. Sur 6 femmes élues au postes de présidentes des conseils des villages, 4 sont des Tatares. On a fait tout dernièrement une très-heureuse expérience — l'organisation de «coins» spéciaux de paysannes dans les villages tatares, et dans ceux des minorités nationales; on en compte 31 actuellement. Ces «coins» sont installés dans des pièces isolées et sont bien aménagés. Certains d'entre eux ont organisé des jardins d'enfants. «Le travail des «coins», écrit le camarade Karimov, a pour la plupart du temps commencé par l'organisation des cercles de couture et du travail des séparateurs; plus tard, au fur et à mesure de l'élargissement naturel du travail, il s'est formé d'autres cercles — ceux d'économie rurale, de ménage, des cercles sanitaires». L'association des paysans autour de ces «coins» donne la possibilité de développer dans toute sa largeur le travail de culture et d'instruction sous forme de cours publics, de conférences de médecine, d'agronomie, etc. Ce mouvement féminin s'est heurté contre une forte opposition de la part du clergé musulman et des couches aisées de la population vivant à la manière du «bon vieux temps».

Kazan — capitale de la Tatarie — a toujours été un grand centre intellectuel. C'est de là qu'étaient autrefois issues d'innombrables éditions du Coran et d'autres livres sacrés. C'est encore Kazan qui est aujourd'hui la source de la littérature sociale et politique, de la littérature destinée à porter dans les masses l'instruction et la culture — littérature originale aussi bien que traduite. La littérature tatarie, qui s'est énormément agrandie et développée après la Révolution, compte, aujourd'hui dans ses rangs une série d'écrivains de mérite. Des progrès énormes sont faits par le théâtre tatarie; né au milieu des flammes et des tempêtes de la révolution de 1905, il est arrivé aujourd'hui à un haut degré de développement. On voit déjà paraître les premiers opéras tatares, «Senia» et «Echtché», qui jouissent d'un grand succès. On pourrait en dire bien long sur les travaux scientifiques ayant pour but l'étude de la culture tatarie qui attire l'attention des savants tatares et russes en Tatarie aussi bien que dans le Centre.

La création de la «Maison de la Culture Tatarie», au cours de 1926 est un grand fait dans la vie sociale de la Tatarie. La nouvelle organisation a pour tâche de développer dans la République Tatarie le travail scientifique expérimental, en le rattachant aux buts pratiques de l'édification économique et culturelle, à l'étude systématique et détaillée de la Tatarie au point de vue de ses forces productives, de son économie, de son mouvement révolutionnaire et social, de sa langue, de sa littérature, de son histoire et de son ethnographie. «La Maison de la Culture Tatarie» réunit dans son sein toutes les sociétés scientifiques tatares, les organisations et les cercles, qui, à l'heure présente, sont au nombre de 13. C'est là qu'ont lieu les cours publics, les conférences, les discussions, qui attirent les larges couches de la population tatarie.

Une victoire de plus est à signaler au front de la culture. C'est le progrès du nouvel alphabet turc à base latine qui acquiert un nombre toujours croissant de partisans.

Tout en développant ses possibilités économiques et culturelles, la Tatarie n'a qu'à suivre, pour l'avenir, avec vaillance et activité, le chemin de l'édification soviétique.

Prof. J. Borosdine

Les socialistes balkaniques et les questions nationales aux Balkans

Sur la question nationale et sur celle de la lutte de libération des peuples opprimés se manifestent une grande désorientation et une vive différence d'opinions non seulement entre les socialistes balkaniques eux-mêmes, mais aussi entre les partis socialistes en général de la II. Internationale.

Dans nulle autre question, les socialistes ne furent dans une dépendance aussi étroite de leurs propres bourgeoisies. La position de chacun des partis socialistes sur la question nationale varie suivant que ce parti appartient à la nation dominante ou à la nation subjuguée. Aussi, aujourd'hui comme avant la guerre, cette question constitue un rocher sous-marin sur lequel vient se rompre l'«internationalisme» des partis de la II. Internationale. Il suffit de se rappeler cet intéressant kaleidoscope socialiste constitué jadis par la monarchie austro-hongroise, dans laquelle il y avait autant de partis socialistes avec autant de différentes conceptions sur la question nationale, qu'il y existait de nations différentes.

On peut donc affirmer sans exagération, que les contradictions de la bourgeoisie internationale se reflètent dans les partis socialistes comme dans une goutte d'eau. Tout ceci arrosé abondamment par la sauce de la phraséologie socialiste.

Aussi, dans son estimation «révolutionnaire» de la lutte de libération des peuples nationalement opprimés, la II. Internationale n'a jamais pu aller plus loin que à la revendication d'une «autonomie culturelle», posée par elle comme le but extrême que l'on pourrait atteindre. Quant à la question des centaines de millions de peuples coloniaux et semi-coloniaux, la II. Internationale y suit docilement l'impérialisme international, s'inclinant comme un laquais devant le rôle «civilisateur» historique de cet impérialisme.

Ce ne fut que l'ancienne gauche de ladite Internationale qui posa délibérément la question nationale sur une claire et nette base, en reconnaissant à chaque nation le droit à disposer d'elle-même.

Au cours de la guerre mondiale, les socialistes sont ouvertement entrés dans les deux camps de l'impérialisme mondial en guerre. Ils étaient les principaux glorificateurs du caractère «défensif» de la guerre, de son rôle libérateur contre les barbares du camp opposé qui menaçait de détruire la civilisation.

Quant aux socialistes balkaniques, ils occupaient actuellement le sommet le plus haut sur la colonne sociale-patriotique de l'Internationale. De par leur origine petite-bourgeoise, ils étaient plus étroitement encore liés aux idées nationales de leur propre bourgeoisie, et ainsi, toutes les contradictions, toutes les inimitiés, toutes les intrigues existant entre les bourgeoisies des différents pays balkaniques se reflétaient, et se reflètent toujours, sur le parti socialiste correspondant. L'Internationale elle-même se voit parfois obligée d'intervenir dans les «litiges fraternels» aux Balkans et de chercher à aplanir les différends. Dans ces dernières années, ces tentatives «de conciliation» ont augmenté, mais bien entendu sans aucun succès, tout comme les tentatives des impérialistes internationaux à réconcilier et à rapprocher les bourgeoisies balkaniques, qui elles aussi ont piteusement échouées.

Il n'est pas sans intérêt de mentionner ici quelques cas caractéristiques. En mai 1925, l'Exécutive de l'Internationale socialiste faisait un premier pas «décisif» pour aplanir les conflits «nationaux» des socialistes balkaniques, en prenant l'initiative de convoquer en juin 1925 une Conférence générale balkanique. Dans cette Conférence étaient représentés les socialistes de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Grèce. Bien que la Conférence eût siégé trois jours entiers à huis-clos, bien qu'elle fût dirigée par Vandervelde, Adler, Tom Shaw, ses résultats furent vraiment tristes. Dans la Résolution votée, il a été seulement dit que la Commission des minorités de l'Internationale s'occuperait de la question nationale des Balkans.

Le combat acharné que se livrèrent la même année au Congrès de la II. Internationale à Marseille les délégations bulgare et grecque, montre combien les divergences sur la question nationale furent, et restent irréconciliables. A ce Congrès socialiste, les délégations balkaniques étaient en réalité les délégations officielles de leurs gouvernements respectifs. Pour leur préparation, et pour qu'elles soient munies d'arguments idéologiques, toutes les forces nationales avaient été mobilisées. Il s'agissait de préparer la victoire de l'idée nationale devant le forum de l'Internationale socialiste! Et à cet effet, les gouvernements balkaniques n'ont épargné aucun moyen, aucun effort pour pourvoir les délégations socialistes d'argumentations en faveur de leurs intérêts nationaux «légitimes», pour l'hégémonie de la bourgeoisie respective aux Balkans.

Les mêmes compétitions se sont à nouveau manifestées, et avec plus de vivacité encore, au Congrès de Bruxelles de la II. Internationale, en août 1928. Cette fois-ci, ce furent les socialistes yougoslaves et bulgares qui se livrèrent un combat particulièrement acharné. Tout naturellement, la pomme de discorde était de nouveau le fait de savoir qui régnerait en Macédoine. La préparation en avait été fiévreuse, la tension en était grande,

ce d'autant plus qu'une séance spéciale du Congrès devait être affectée à la question des minorités en Yougoslavie, en Bulgarie et en Grèce.

Les socialistes serbes se hâtèrent de se réunir pour formuler leur point de vue dans une Résolution dans laquelle ils répétèrent comme des perroquets les formules des impérialistes de Belgrade: qu'actuellement, la question macédonienne avait été résolue le plus heureusement en Yougoslavie, par «le grand et progressif processus historique de l'union des Slaves du sud» sous le sceptre des Karaguéorguévitch.

Simultanément, une intéressante polémique se développait — à la veille même du grand combat à Bruxelles — autour de la solution de la question macédonienne, entre Wendel, qui soutenait la thèse serbe, et Sakazoff, qui défendait la thèse bulgare. Inutile de souligner spécialement que le Congrès de Bruxelles ne fut pas plus heureux dans son «action politique» que ne l'avait été le Congrès de Marseille.

Avec le temps, ces dissensions «fraternelles» s'accrurent de plus en plus. Elles ont acquis, ces derniers temps, un caractère ouvertement hostile qui s'est particulièrement manifesté à la Conférence impérialiste balkanique à Athènes, en octobre 1930. Les gouvernements balkaniques, on le sait, avaient expressément désigné les socialistes comme rapporteurs, à la Conférence, des questions des minorités. Les socialistes bien connus Sakazoff et Topalovitch, s'y étaient de nouveau trouvés pour se lancer réciproquement des flèches empoisonnées. Cette participation volontaire des socialistes à la conférence impérialiste d'Athènes, Topalovitch s'évertua par la suite à la justifier par un éditorial dans la «Politika» de Belgrade du 18 octobre 1930, en y disant que «si les représentants des bourgeoisies balkaniques avaient décidément soulevé la question d'une alliance balkanique, il n'y avait rien d'étonnant à ce que les représentants (!?) des ouvriers et paysans les y aient suivis». Dans ce même article, traitant des différends avec la Bulgarie, (à la base desquels se trouve toujours et plus que jamais la question macédonienne), Topalovitch trouve qu'ils «seront liquidés par une union nationale des Slaves du sud, auxquels appartiennent les Bulgares aussi. Il est superflu de relever que l'union envisagée par Topalovitch n'est que celle sous le sceptre des Karaguéorguévitch.

Le point de vue des socialistes serbes dans la question nationale en général aux Balkans se reflète distinctement dans un autre article de Topalovitch, publié par la «Politika» du 6 novembre dernier. Il y est dit, entre autre, en visant les communistes yougoslaves, que «l'on parle toujours encore des Monténégrins, des Macédoniens, des Croates, des Slovènes comme des peuples séparés que les Serbes veulent serbiser, alors que nous les socialistes sommes contre toute exaltation des passions nationales et pour une union nationale et culturelle des Yougoslaves».

Les socialistes bulgares sont eux-aussi, cela va sans dire, pour «l'union» des Slaves du sud, pourvu que cette union s'accomplisse sous l'hégémonie de la bourgeoisie bulgare. A certains égards, ils surpassent même les socialistes serbes. Au mois d'avril 1930, le vieux leader socialiste Sakazoff, sur l'invitation de l'Union des étudiants macédoniens «Vardar», tint une conférence ayant comme titre et sujet: «Comment pouvons-nous regagner la Macédoine, la Dobroudja, la Thrace et les contrées occidentales». On voit donc de ce titre même que Sakazoff dessine de nouveaux chemins pour le renaissant impérialisme national bulgare.

Tout ce qui a été dit pour les socialistes bulgares et yougoslaves, est aussi vrai pour les socialistes grecs et roumains qui, par leur socialpatriotisme, ne le cèdent en rien aux premiers.

En présence d'un tel état des choses, il ne peut donc point exister de divergence de vue sur le rôle des socialistes balkaniques vis-à-vis de la lutte de libération des peuples opprimés des Balkans. Ils poursuivent un rôle absolument contrerévolutionnaire, et les efforts qu'ils déploient pour camoufler ce rôle d'une idée «progressive» quelconque, restent absolument vains.

Voilà pourquoi les peuples nationalement opprimés doivent bien savoir à quoi s'en tenir. Ils ne doivent point perdre de vue que, dans leurs luttes de libération, ils trouveront les socialistes toujours dans le camp des oppresseurs et des impérialistes.

Le front de la révolution s'édifie toujours plus serré et toujours plus fort dans la flamme de la lutte révolutionnaire aux Balkans. Les peuples nationalement opprimés constatent de plus en plus que leurs plus fidèles et plus sincères alliés dans la lutte de libération, dans le front de la révolution, ne sont que les ouvriers révolutionnaires et les paysans, et leurs organisations et partis.

V. Vassileff

Le principe même de la Fédération exige que toutes les nationalités balkaniques s'unissent, et, abstraction faite du rapport des forces entre elles, scellent un pacte comme jadis les délégués des cantons suisses, d'égal à égal.

Il en résulte que la condition même de la création d'une Fédération Balkanique, c'est l'émancipation de toutes les races, de toutes les minorités nationales dans les Balkans; et d'abord, l'établissement de nouvelles frontières selon la justice, selon le voeu des populations.

Daniel Renoult (Enquête sur la Fédération Balkanique)

Pacifisme et fascisme dans les mouvements nationaux

A cette époque des traités de paix après Versailles, caractérisée par une avance accélérée de l'impérialisme, les mouvements nationaux de libération prennent des formes bien plus vives que jusqu'ici. La composition sociale de ces mouvements est une base hétérogène qui donne naissance à différents conflits à caractères économiques et politiques. La multitude massive d'existences économiques petites et moyennes, avec leur conservatisme et leurs préjugés, entrave la marche révolutionnaire des mouvements nationaux de libération.

Menacés de ruine et de destruction, ces éléments, qui ont déjà accompli le passage de nation dominante à objets d'oppression économique et politique, sont tout aptes à assumer la lutte sur le terrain de l'idéologie nationale de libération. Mais, comme produits d'une certaine époque et de certains intérêts, ils sont les instruments d'une psychose définie par leur origine petite-bourgeoise, fait qui entrave, d'autre part, leur passage sans réserve à la lutte révolutionnaire déclarée. Ce fait, ainsi que les liens de ces éléments avec la propre bourgeoisie nationale au-delà des frontières — circonstance qui est un agent absolu de la politique de revanche et d'annexion —, éveillent en eux l'espoir de reconquérir leur ancienne domination sur les forces économiques et politiques.

La bourgeoisie dominante dans le pays oppresseur s'efforce, par l'utilisation de tous les moyens et de tous les privilèges de sa puissance, de dominer toute les facteurs politiques et toutes les sources de richesses économiques, et, pour consolider cette domination, elle impose aux nationalités étrangères sa langue, ses écoles, sa culture. Les nationalités autochtones, qui, aux Balkans, se composent en plus grande majorité de petites et moyennes existences économiques sans propriétés (de paysans, d'artisans, d'ouvriers et d'intellectuels), constituent le principal objet de cette politique de dénationalisation et d'assimilation de la bourgeoisie nationale dominante. Mais comme ceci ne se passe pas sans difficultés et que les masses y réagissent d'en-bas, ladite bourgeoisie promulgue contre celles-ci des lois d'exception, et d'autres mesures administratives, financières et militaires, et ces mesures achèvent la ruine, la misère et la prolétarianisation de ces masses.

Le processus historique est en pleine marche. Il s'accomplit peu à peu, lentement, mais absolument, impitoyablement, et laisse derrière lui cette lourde psychose enracinée conservatrice des masses petites-bourgeoises, psychose qui ne leur permet pas d'avoir aisément recours aux courageuses et décisives méthodes révolutionnaires dans la lutte pour leur affranchissement définitif économique, social et politique. Plus encore: cet état psychologique nourrit la création et l'existence d'illusions et d'espoirs en des réformes, et une partie des masses en attend l'amélioration de sa situation.

C'est sur cette psychose que sont édifiées et se maintiennent la Société des Nations et les différentes Ligues pacifistes et réformistes, qui vivent de cette théorie qu'il serait possible d'obtenir, dans les cadres des conditions existantes, une amélioration de la situation sociale, économique et politique des masses asservies. Les mots d'ordre réformistes, qui restreignent la lutte à de simples acquisitions d'instituts culturels et d'autonomie culturelle pour les opprimés, dans les frontières géographiques de l'Etat oppresseur, nourrissent des illusions de réconciliations, ce qui est absolument contraire au principe du droit d'autodétermination des peuples. C'est la une méthode de pires pactisations, d'un dangereux pacifisme, ne servant qu'à camoufler le militarisme toujours plus agressif des impérialistes et à leurrer ainsi les peuples par des mensonges de réformes, pour mieux pouvoir les employer comme de la chair à canon dans la nouvelle boucherie en préparation.

La grosse bourgeoisie des nations opprimées est partout l'alliée déclarée du régime dominant et un important facteur dans le cours pacifique des illusions ou des réformes et en des acquisitions culturelles. Et c'est ce rôle que jouent les «tchorbadjis» (grospropriétaires) bulgares et turcs en Dobroudja, en Macédoine et en Bessarabie, les magnats hongrois en Transylvanie, etc. La domination des nouveaux potentats dans ces pays est tout aussi profitable et précieuse pour leurs intérêts.

Les larges masses laborieuses, cependant, dans les pays asservis et dans l'émigration, qui, dans le processus de leur destruction économique et de leur oppression politique, voient bien qu'elles ne sont devenues que des esclaves de travail, se révoltent de plus en plus. Elles voient bien que leur misère et leur prolétarianisation sont dues aussi bien à la bourgeoisie étrangère dominante qu'à leurs propres «tchorbadjis», qui tous se trouvent dans un et unique front d'oppression, qui tous nourrissent à un même degré, scient et systématiquement, par de vils mensonges, les illusions en une solution pacifique de la question nationale par des réformes.

La phase révolutionnaire dans laquelle sont entrés aujourd'hui les mouvements nationaux-révolutionnaires de libération après avoir reconnu le mensonge et le vide intérieur et la véritable essence de cette idéologie pacifiste, s'exprime par le fait que ces mouvements ne cherchent leur véritable salut que dans la méthode révolutionnaire, en

s'appuyant aussi sur les autres mouvements social-révolutionnaires et agrar-révolutionnaires qui ont leur lutte dirigée contre ces mêmes oppresseurs des peuples. La psychose des masses se purifie peu à peu du conservatisme, des préjugés et de la réconciliation, et il se forme ainsi chez elles une nouvelle conception du monde, conception qui leur fournit de nouveaux moyens pour la conquête de leur libération définitive du joug des oppresseurs tant politiques qu'économiques, sans distinction de nationalité.

Cette méthode révolutionnaire, les cercles oppresseurs la craignent tout particulièrement. Ils la craignent ainsi, car elle vise à leur arracher les moyens de production et toutes les richesses politiques et sociales en découlant, et à les donner à ceux qui les créent. Le processus de la révolte des masses fait d'immenses progrès, non seulement aux Balkans et en Europe, mais aussi parmi les peuples coloniaux, et ce à tel point qu'un mouvement général de révolution peut en éclater.

En présence de cette tendance dans les masses, les classes dominantes ont bien acquis la conviction qu'elles ne sont point en état d'endiguer le mécontentement général. C'est pourquoi nous ne voyons aujourd'hui que des moyens d'une tolérance apparente, elles passent à ceux de la violence brutale et de la terreur, et, à l'aide de baïonnettes, de l'armée, de la gendarmerie et de la police, elles détruisent toute acquisition démocratique. Ceci, c'est le fascisme, qui est aussi appliqué contre les mouvements nationaux de libération, et qui étouffe tout mécontentement, toute action révolutionnaire.

Ce cours fasciste est aussi en méthode chez les leaders des mouvements nationaux dans l'émigration. Dans les pays subjugués, les facteurs dirigeants sont les alliés des oppresseurs, agissent en traîtres et en contre-révolutionnaires, dans l'émigration, leurs agents sont les instruments du fascisme pour étouffer toute action libre, pour persécuter les éléments révolutionnaires, pour décapiter les véritables mouvements nationaux de libération en assassinant les chefs.

Tels sont les leaders des mouvements nationaux aux Balkans, et c'est là la raison pour laquelle ils sont tellement haïs par les larges masses opprimées des émigrants.

Dans ce processus de lutte, la poussée, la montée révolutionnaire des peuples opprimés et asservis se fait de plus en plus sentir, activée par les conditions objectives de la crise actuelle économique, financière et politique. La conscience des peuples s'élève, ils reconnaissent de plus en plus leurs véritables ennemis, et, simultanément, ils voient de plus en plus les principes révolutionnaires qui seuls les sauveront. Leur foi se fortifie par ce fait que la seule voie de salut est celle de la lutte révolutionnaire en un front uni avec les autres mouvements social-révolutionnaires et agrar-révolutionnaires, contre le néfaste front uni des pacifistes, pseudo-réformistes, fascistes, «tchorbadjis», capitalistes, banquiers, impérialistes, qui étouffent la liberté des peuples par le feu et le sabre.

Dobrotitch

L'Attentat contre Ahmed Zogou

La situation désespérée à laquelle a été réduite le peuple albanais par six années de dictature féodale-fasciste a trouvé sa repercussion directe dans l'attentat qui vient d'être commis à Vienne contre le roi Ahmed Zogou.

La crise économique profonde que traversait l'Albanie depuis le retour au pouvoir de l'aventurier Ahmed Zogou, mis par le gouvernement de Belgrade à la tête des troupes serbes camouflé en habits albanais et bandes albanaises recrutées et équipées en territoire yougoslave, s'est aggravée avec un rythme accéléré ces derniers mois.

La misère noire à laquelle ont été réduites les masses travailleuses des villes et des campagnes est indescriptible. Trois années consécutives de mauvaises récoltes, causées en grande partie par l'incurie du gouvernement qui n'a fait aucun effort sérieux pour le relèvement de l'agriculture, ont fait que l'écrasante majorité des paysans travailleurs ne produit pas même le pain nécessaire à l'entretien de sa famille. De sorte que l'Albanie, pays essentiellement agricole, importe chaque année (depuis 1928) des quantités de plus en plus grandes de blé et de maïs. Ajoutez à cela une série d'inondations et les tremblements de terre de Valona et de Koritza et vous aurez le tableau complet de la détresse du peuple albanais. Il n'y a alors rien d'étonnant à ce que les masses dépouillées du reste de leur bien pour payer les impôts écrasants et les intérêts usuraires, n'ayant ni foyer, ni pain, ni travail, condamnées à mourir de faim et de froid, manifestent ouvertement leur mécontentement et de plus en plus se révoltent contre le régime.

Toute la repoussante démagogie des «messages royaux» par lesquels l'exécrable assassin de tant de révolutionnaires albanais promettait au peuple albanais tous les bienfaits d'une prospérité sans fin, a été démasquée à fond. Le bluff des «grandes réformes» pour lesquelles on a chanté tant de louanges au «sauveur de la patrie» Ahmed Zogou ne peut plus être dissimulé. Ahmed Zogou, à la tête des propriétaires de «tchifliks» a transformé l'Albanie entière en son propre tchiflik où il puise des millions à pleines mains.

Pour renforcer sa dictature et celle des beys féodaux il s'est assuré la protection de l'impérialisme italien au prix de l'asservissement politique et économique du peuple albanais.

Les agents de l'impérialisme italien, installés en maîtres dans l'administration, l'armée, les finances, en un mot dans tous les rouages essentiels de l'Etat, ont travaillé systématiquement pour porter le pays vers la banqueroute financière et la débâcle économique et le mettre sous la tutelle de l'Italie. La Banque, soi disant «nationale albanaise» l'emprunt de 50 millions de fr. or, les concessions obtenues en payant des millions en pourboires à Ahmed Zogou et ses complices, ont tous été utilisés pour paralyser la vie économique du pays, pour aggraver la crise qui sévit depuis le «triomphe de la légalité», c'est-à-dire depuis le retour d'Ahmed Zogou au pouvoir en décembre 1924.

Et aujourd'hui les fruits du «triomphe de la légalité» et de l'alliance avec la «grande soeur» d'outre-Adriatique, sont trop évidents pour qu'aucune spéculation démagogique sur les réformes, la modernisation du pays, et autres trompe — l'oeil soit possible. C'est pourquoi le gouvernement de Tirana, Ahmed Zogou et ses hommes, répondent aux cris de désespoir et de colère des masses populaires sans travail et sans pain, aux premières manifestations de l'hostilité des masses contre le régime, par un redoublement de mesures répressives. Arrestations en masses, censure, loi contre la presse, état de siège partiel.

Dans ces circonstances tragiques pour le peuple albanais, Ahmed Zogou, accompagné d'une «suite» de parasites et d'espions, se rend à Vienne soi-disant pour se soigner. En réalité il y passe son temps à courir les théâtres et les cabarets, voulant éblouir les badauds par l'étalage d'un luxe révoltant de despote oriental. L'argent extorqué à coups de cravaches au peuple travailleur albanais par les gendarmes du régime est dépensé à pleines mains pour satisfaire les caprices extravagants de ses maîtresses.

Les deux révolutionnaires albanais qui ont accompli l'attentat, risquant leur vie devant l'opéra de Vienne croyaient anéantir la cause de tous les maux dont souffre leur peuple. Tout leur passé, un passé de luttes et de privations pour la cause de l'émancipation nationale du peuple albanais, est là pour témoigner de la spontanéité de leur geste. Il est hors de doute qu'ils ont accompli cet acte de désespoir mus par les intérêts de la libération du peuple albanais du double joug qui l'opprime. Mais la voie qu'ils ont choisie n'est pas celle qu'il faut suivre.

Le Comité Albanais de l'Emancipation Nationale dans sa déclaration sur l'attentat de Vienne, a indiqué la seule voie qui mène à la libération, vraie et durable, du peuple albanais. Cette voie, c'est la lutte révolutionnaire des masses travailleuses non contre des représentants isolés des classes régnantes mais contre ces classes elles-mêmes et le régime qui défend leurs intérêts.

Le C. A. E. N. doit mettre à profit l'effervescence révolutionnaire qui vient de se manifester en Albanie pour redoubler d'activité et mobiliser les masses mécontentes du régime autour de son programme de lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir, par le peuple travailleur albanais, pour la réalisation de la Fédération Balkanique, le but commun de tous les peuples dans les Balkans.

Z.

L'aggravation de la crise en Grèce

Nous essayerons de donner ici un tableau rapide de la crise en Grèce qui s'aggrave de jour en jour. Nous tâcherons de parfaire par des commentaires de personnalités politiques et économiques les statistiques insuffisantes et incomplètes.

La Grèce est ébranlée par une violente crise dans tous les domaines de son économie nationale, de son industrie, de son commerce, de sa navigation, de ses finances. Et cette crise s'y exprime par une augmentation catastrophale du chômage. De nombreuses fabriques, des branches entières de certaines industries sont arrêtées. Même l'industrie du tabac qui, d'ordinaire, employait dans la saison tous les ouvriers de cette branche, n'a pu en embaucher cet été que la moitié des 45,000 ouvriers de tabac; les 20,000 durent chômer. A la suite de la stagnation du commerce, les armateurs étaient forcés d'immobiliser un grand nombre de leurs bateaux dans le port du Pirée, et il en résulte, pour la première fois en Grèce, un chômage de plus de 3000 marins. Les ouvriers du bâtiment sont en plus grande partie sans travail. L'industrie du tapis, qui occupait 10,500 ouvrières, est presque complètement arrêtée; la concurrence étrangère, et en tout premier lieu la concurrence turque, furent d'un effet catastrophique pour cette jeune industrie grecque. Il en fut de même des industries métallurgiques, chimiques, etc., etc.

Cette terrible augmentation du chômage est due aussi à la crise agraire qui pousse vers les villes de grandes masses de paysans. Mais il en est encore une autre cause: c'est la tendance de remplacer les ouvriers adultes par des femmes, des adolescents et même par des enfants. Dans l'industrie textile surtout, on voit des enfants de 5 à 10 ans travailler à côté de leurs mères. Et lorsque, au printemps dernier, M. Vourloumis,

ministre de l'Economie Nationale, au cours de ses visites d'inspection, vit ces enfants travailler aux côtés de leurs mères, il déclara: «J'admire la vitalité de notre race». Lorsqu'on lui demanda pourquoi il n'ordonnait pas les mesures nécessaires pour faire sortir des ateliers ces enfants en bas âge, il eut le cynisme de répondre: «Mais je ne peux donc pas commettre la cruauté d'éloigner les enfants de leurs mères!»

Les milieux bourgeois parlent de ce chômage catastrophique comme d'une conséquence du manque de capital liquide, et disent que lors de l'inflation, et aussi grâce à la main d'oeuvre à bon marché résultant du flot des réfugiés, l'industrie avait pris un essor puissant mais passager; mais aujourd'hui, après la stabilisation du drachme et à la suite des conditions défavorables du marché mondial, les capitaux investis alors bien à la légère dans des entreprises industrielles restent inutilisés, et le manque de nouveaux capitaux liquides produit ses néfastes conséquences. Ces «explications» ne tiennent cependant pas debout. Car, comme chaque pays agricole, la Grèce avait toujours été importatrice de produits manufacturés, et c'était surtout la consommation intérieure qui procurait le débouché à ses produits industriels. Or, c'est précisément l'énorme affaiblissement de la puissance de consommation des larges masses grecques qui a rendu la crise économique encore plus aiguë. Dans certaines parties de la Grèce, cet affaiblissement de la puissance d'achat des masses est même de 40%.

Le système gouvernemental grec, après avoir causé cet appauvrissement général des masses, prend, pour essayer d'endiguer la crise, des mesures qui en réalité ne font que la rendre plus aiguë encore. Et les cercles bourgeois sur lesquels ce gouvernement s'appuie préconisent, comme remèdes, la concentration et la rationalisation de l'industrie, c'est-à-dire une nouvelle augmentation du chômage, un nouveau recul de la consommation des masses, une plus grande acuité de la crise.

Nous donnons ici quelques chiffres sur le développement de la production industrielle en Grèce depuis 1925:

1925	production industrielle en drachmes	4,887,700,000
1926	„ „ „ „	5,096,350,000
1927	„ „ „ „	6,115,620,000
1928	„ „ „ „	6,727,182,000
1929	„ „ „ „	5,718,104,700

Nous voyons donc une augmentation continue jusqu'en 1928, et, en 1929, une diminution brusque de plus d'un milliard, de plus de 15%. Nous n'avons pas des chiffres de la production de 1930, mais citons ici les passages suivants d'un Memorandum présenté au Ministère de l'Economie Nationale par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Athènes sur la situation économique de la Grèce dans le premier semestre 1930: «La situation générale du marché était stagnante. Le manque d'affaires de 1929 dure aussi dans le premier semestre 1930, le manque d'argent sévit toujours, et l'industrie et le commerce se trouvent souvent dans des situations bien difficiles. La crise qui sévissait en 1929 continue aussi dans le premier semestre de l'année courante . . .»

Et, maintenant, quelques considérations d'ordre général.

En Grèce, comme d'ailleurs dans d'autres pays, le capital bancaire étend de plus en plus sa domination, avec une violence particulière. La Banque Nationale surtout, le plus puissant établissement financier de la Grèce, dans laquelle la banque anglaise Hambros est fortement intéressée, élargit son rôle de jour en jour. Elle prend de plus en plus sous son contrôle différentes entreprises industrielles et bancaires. Elle a acheté en 1929, ensemble avec Hambros, de la Banque de Thessalie effondrée, les actions du chemin de fer Le Pirée—Athènes—Péloponèse: 67,661 actions, dont 23,537 pour son propre compte, et le reste pour le compte «d'amis en Angleterre», ainsi qu'elle le dit dans son rapport annuel — c'est-à-dire pour la banque Hambros. Ses bénéfices augmentent de jour en jour, ses actions haussent de plus en plus à la Bourse. Le nombre de ses actions est de 20,000; elles étaient cotées le 6 janvier 1930: 57,300 drachmes, et le 6 septembre 1930, 8 mois plus tard: 69,300 drachmes. Elles ont donc haussé de plus de 20% en une époque où les valeurs industrielles tombaient continuellement, alors que, par exemple, les actions de la Société d'Engrais Chimiques du Pirée, une des plus grandes entreprises industrielles de la Grèce et des Balkans, subissaient une baisse de presque 40%; celles de la Fabrique de Ciment, de 30%; celles de la Société des Tapis, de 60%, etc., etc.

Relevons ici un fait caractéristique: tandis que les actions des entreprises industrielles subissaient en général une forte baisse, celles de la Fabrique de Munitions, à Athènes, haussaient sensiblement . . . grâce aux intensifs préparatifs de guerre du gouvernement de M. Vénizélos.

La Banque Nationale ne se borne cependant pas à étendre sa domination sur l'industrie; elle gagne continuellement du terrain dans l'agriculture aussi. La création de la Banque Agricole, qui n'est qu'une succursale de la Banque Nationale; l'augmentation, de 1,345 millions de drachmes en 1928 à 1,613 millions en 1929, des crédits accordés directement aux paysans par la Banque Nationale; la convention conclue récemment entre le gouvernement et la Banque Nationale en vertu de laquelle cette dernière s'engage à financer par environ 350 millions l'Organisation Autonome du Commerce des Raisins-

Secs, montrent l'influence toujours croissante de la Banque Nationale, c'est-à-dire du capital anglais, dans l'agriculture de la Grèce.

La Grèce est un pays agricole, mais pas au même degré que les autres pays balkaniques. Toutefois, les deux tiers de sa population s'occupent de l'agriculture. Or, lorsque en Grèce l'agriculture est frappée d'une crise, lorsque le paysan n'est point capable de faire des paiements, les conséquences s'en répercutent immédiatement dans le pays tout entier: l'industrie ne peut plus placer ses produits, le commerce s'arrête, l'Etat ne peut plus encaisser les impôts, etc., etc. Et c'est précisément cette crise qui sévit aujourd'hui en Grèce, avec une rigueur inconnue jusqu'ici.

Les principaux produits de l'agriculture grecque sont quatre: le blé, le raisin-sec, le tabac et l'huile d'olive. Et tous ces quatre articles sont frappés de crise.

Le blé: La Grèce produit relativement peu de blé. Elle est réduite à importer du blé pour sa propre consommation. C'est ainsi qu'en 1929, elle produisait 356,196 tonnes de froment, et en importait 476,000 tonnes, plus 49,000 tonnes de farine de froment, cette importation représentant une valeur de 7,6 millions de livres sterling. Pour stimuler la production intérieure du froment, le gouvernement a décrété des droits de douane prohibitifs: il a augmenté les droits d'entrée du froment, de 4,30 à 6 drachmes or par quintal, et les droits d'entrée de la farine, de 8,82 à 10,70 drachmes or par 100 kg. La conséquence en fut le renchérissement du pain, et des profits immenses pour les gros fermiers.

Les autres grains, et surtout l'orge, subissent également une violente crise, particulièrement en Macédoine. Cette crise a engendré de vastes mouvements de mécontentement, et des démonstrations ont eu lieu en septembre, à Salonique.

En 1911, alors que la Grèce était de moitié moins étendue, la superficie des champs de blé était de 6,055,000 décares; en 1927, cette superficie de la Grèce — tellement agrandie depuis — était de 10,771,000 décares; en 1928, de 9,988,000 décares; et en 1929, de 9,366,000 décares. On voit donc la diminution continue, surtout depuis 1927.

Avant les guerres balkaniques, les champs de froment de la Grèce avaient une étendue de 3,500,000 décares et produisaient 340,000 tonnes; aujourd'hui, ces champs de la Grèce tellement agrandie ont une étendue de 5,000,000 de décares et ne produisent qu'environ 360,000 tonnes. Il en apparaît combien l'agriculture a été affaiblie.

Le raisin-sec constitue l'un des principaux articles d'exportation de la Grèce. Or, les prix en ont catastrophiquement baissé. Voici quelques chiffres:

	millions de litres vénitiens	exportations en millions de litres vénit.	prix en Grèce par 1000 litres
1926—27	281,5	173	3,050 drachmes
1927—28	269,6	182,5	3,500 „
1928—29	296,1	146,3	2,800 „

Donc, depuis 1928, baisse de l'exportation et baisse des prix. Depuis, ces prix ont baissé plus encore. D'après le rapport officiel du Ministère de l'Economie Nationale, la quantité de raisin-sec exportée dans le premier semestre 1930 était supérieure à celle exportée dans le premier semestre 1929, mais la contre-valeur en était considérablement plus basse. La concurrence australienne et californienne avait refoulé le raisin-sec grec du marché de Londres, l'acheteur principal: avant la guerre, la Grèce fournissait les 75% de l'achat anglais; aujourd'hui, elle n'en fournit que les 30%. Naturellement, c'est encore le petit paysan qui souffre de cette crise. Car, pour combattre la concurrence étrangère sans renoncer à ses gros bénéfices, le capital baisse les prix d'achat à l'intérieur, et le petit paysan, pour ne pas crever de faim, est obligé de vendre ses produits à tout prix. Il en résulte la misère noire pour lui et sa famille: il fait des dettes, ne peut pas les payer, et voit ses maigres biens vendus aux enchères. L'Etat, de son côté, vient encore l'étrangler davantage avec ses impôts insupportables. Résultat: révolte des paysans jetés dans la misère, avec toutes ses conséquences.

Le tabac est le produit d'exportation le plus important de la Grèce, il constitue plus des 50% de l'exportation totale grecque. Il a beaucoup été écrit sur le tabac, aussi nous bornerons-nous à n'en relever que quelques points particulièrement saillants. Dans la première moitié de 1930, l'exportation du tabac subit un violent recul: d'après le journal «Patris» du 4 septembre 1930, ce recul, comparé avec l'exportation du premier semestre 1929, a été de 7000 tonnes. L'exportation des cigarettes diminua aussi de 5,9 millions à 4,9 millions de drachmes. Voici donc encore une crise dont la répercussion se fait sentir lourdement dans le bilan commercial du pays.

L'huile d'olive est le quatrième produit important de la Grèce. Au cours de 1929, les prix en baissèrent de 50%, comme conséquence de la concurrence étrangère et de la moindre capacité d'achat de la population du pays. Les perspectives empirent tous les jours, sans aucun signe d'une amélioration éventuelle.

Quant à la réforme agraire, rien n'y a été fait pendant tout le cours de 1929. Et nous devons relever que cette stagnation a eu des conséquences néfastes: elle a provoqué l'émigration en masse vers les villes des petits paysans dépouillés de leurs biens et réduits à la misère, et l'augmentation du chômage général.

Avant de terminer, nous voudrions aussi jeter un rapide coup d'oeil sur le bilan commercial et les finances de l'Etat.

Le bilan commercial est passif. L'exportation ne s'élève qu'au 50% de l'importation. Dans le premier semestre de 1930, l'exportation a baissé plus encore:

	importation en drachmes	exportation en drachmes
1929 premiers 4 mois	4,388,000,000	2,930,000,000
1930 „ 4 „	3,678,000,000	1,774,000,000
diminution	de 17%	de 40%

Les finances de l'Etat sont aussi mauvaises. La dette de l'Etat s'éleva, dans le courant des deux dernières années — depuis que Vénizélos est au pouvoir — de 36,251 millions de drachmes au 30 juin 1928, à 43,299 millions, au 31 décembre 1929. Les amortissements annuels s'élèvent à 3,724 millions de drachmes, soit les 35,6% du budget de l'Etat.

*

Nous avons montré ici en bien larges contours la tendance de la crise économique à acquérir plus d'acuité encore, ce qui constitue la cause essentielle de l'acuité des antagonismes intérieurs. Nous n'avons cependant pas parlé de ces antagonismes, faute de place. Dans un prochain article, nous reviendrons sur ce sujet et analyserons la situation de ce point de vue aussi.

La crise économique qui sévit en Grèce n'est point un phénomène spécifiquement grec. Elle est en contact intime avec celle sévissant aujourd'hui dans tous les pays. Nous avons déjà relevé plus haut la concurrence étrangère dans tel ou tel autre domaine. Cette concurrence étrangère, au lieu de se relâcher, ne faisant que redoubler toujours de violence, il faudra s'attendre à une acuité plus grande encore de la crise en Grèce. Mais les causes intérieures ne montrent elles non plus aucun indice d'une amélioration quelconque. La consommation s'affaiblit de jour en jour, l'appauvrissement général des masses avance à pas de géants. La production s'affaiblit de jour en jour, le chômage croît terriblement. La crise économique en Grèce, qui est aussi une partie de la crise économique mondiale, n'a que la perspective de gagner en acuité, et signifie le croisement du mécontentement de la pauvre paysannerie, la transformation des paysans en révolutionnaires; elle signifie une nouvelle vague de sans-travail dans les principales industries de la Grèce, un plus grand acharnement dans la lutte de classe entre le capital et le travail. On comprend ainsi les violents efforts du gouvernement de Vénizélos déployés à la Conférence d'Athènes pour trouver des appuis auprès des autres gouvernements balkaniques, aux fins de continuer à maintenir sous l'oppression et la terreur les masses laborieuses qui cherchent à se dégager des griffes de cette crise déclanchée par la politique des grosses banques et des militaristes grecs, des oppresseurs de la Macédoine qui rêvent de reporter la domination grecque sur les rives de l'Asie Mineure.

J. Mavros

L'émigration dobroudjanaise en Bulgarie

(Correspondence de Sofia)

Janvier 1931

Le 20 et 21 décembre dernier se tint à Sofia la 1ère Conférence de la gauche de l'Association de l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie, convoquée par le Comité central dobroudjanais d'Action, et avec la participation de 44 délégués, dont 35 de l'émigration dobroudjanaise de Varna, Varnensko, Privadiisko, Choumen, Eski-Djoumaya, Roussé, Roussensko, Plovdiv, Razgrad et Sofia.

La direction officielle nationale-fasciste de l'Union avait essayé par une campagne effrénée de calomnies de faire interdire la Conférence comme «conspirative», et, par des menaces et de viles dénonciations, elle s'était efforcée d'empêcher les masses des émigrants d'y envoyer leurs délégués. Mais en vain. La Conférence fut une grandiose et puissante manifestation de la lutte révolutionnaire de libération des masses travailleuses dobroudjanaises nationalement asservies en Dobroudja et au dehors.

Le Dr. P. Vitcheff présenta le rapport organisatoire et politique du Comité central dobroudjanais d'Action en Bulgarie. Après avoir exposé le développement historique depuis le traité de Bucarest de 1913, le Dr. Vitcheff souligna que la conscience politique des opprimés s'est fortement développée et qu'ils s'engagent de plus en plus dans la voie qui mène à la liquidation définitive du «patriotisme» et du chauvinisme. Les masses laborieuses dobroudjanaises furent elles aussi convaincues que la guerre mondiale, qui devait soi-disant leur apporter la liberté, n'avait été dictée que par les intérêts économiques du capital international. Le traité de Versailles ne donna point la liberté aux peuples balkaniques; bien au contraire, par des méthodes raffinées de fascisme et de terreur blanche, les chaînes d'esclavage des peuples balkaniques subjugués et opprimés

furent plus encore resserrées dans chaque Etat balkanique. C'est ce qui fit aussi reconnaître que la véritable libération nationale ne pourrait être acquise que par la lutte énergique contre toute intervention étrangère, contre tout annexionisme, et pour une République dobroudjanaise intégrale et indépendante. Les événements en Russie fortifièrent plus encore cette conviction. En 1919—1920 déjà, un mouvement révolutionnaire se formait en Dobroudja; c'était la naissance de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (ORD). L'ORD ne fait aucune distinction nationale ni religieuse en Dobroudja; elle proclame et réalise effectivement l'égalité de toutes les nationalités du peuple dobroudjanais (Bulgares, Turcs, Koutzovalaques, etc.); elle est l'organisation révolutionnaire de lutte de tout le peuple travailleur en Dobroudja.

Cette idée de la lutte nationale-révolutionnaire indépendante gagna de plus en plus de terrain en Bulgarie aussi, parmi l'émigration dobroudjanaise, et fut enfin formellement exprimée par la plateforme concrète du grand Congrès dobroudjanais de novembre 1919. Les années suivantes du développement aux Balkans et en Europe, et surtout la défection absolue de la Société des Nations, montrèrent que la lutte nationale-révolutionnaire des Dobroudjanais doit être menée côte à côte avec les autres peuples balkaniques, pour la Fédération Balkanique, et ce n'est que dans les cadres de cette Fédération que l'existence et la sécurité de la Dobroudja indépendante pourraient être garanties.

En 1923 commence l'avance active du nationalfascisme bulgare. Après le coup d'Etat contre-révolutionnaire de 1923, la bourgeoisie chauvine bulgare avait essayé, par tous les moyens d'une féroce terreur, de s'emparer de la maîtrise sur l'Association des émigrants dobroudjanais. L'ère du nationalfascisme dans la direction de l'Union des émigrants dobroudjanais fut inaugurée par la fondation de l'ORID terroriste («Organisation Révolutionnaire Intérieure Dobroudjanaise») et par l'éloignement de tous les non-Bulgares de la direction de l'Association. Aujourd'hui, ce nationalfascisme se caractérise surtout par une campagne terroriste contre la gauche, qui se transforme à la fin tout ouvertement en une excitation générale à des assassinats. Mais l'idéologie de la droite nationale-fasciste subit un échec entier et absolu. Et la conséquence en fut que l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie, qui compte environ 25,000 personnes, se détourna en masses de l'Association des émigrés précitée, tant et si bien que cette «Union» ne compte plus que 157 membres.

Le Comité central dobroudjanais d'Action (CCDA), après les expulsions et sorties en masse de l'Association, fut constitué par la gauche révolutionnaire et est aujourd'hui le centre dirigeant de la véritable lutte nationale-révolutionnaire de l'émigration dobroudjanaise, contre la politique de la direction de l'Association, politique ne consistant qu'en d'ignobles marchandages, ayant la Dobroudja pour objet, et en une dégoûtante servilité envers la Roumanie. Le CCDA se place sur le terrain de la lutte de masse organisée et révolutionnaire. Se trouvant hors la Dobroudja, il est un organe auxiliaire du mouvement national-révolutionnaire de masse dans le pays même, qui en désigne la ligne politique et tactique à suivre. Sa tâche primordiale est de placer idéologiquement et organisatoirement l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie au service de ce mouvement de libération.

Le rapport du Dr. Vitcheff fut suivi par de vifs débats, à la suite desquels la Conférence vota une Résolution politique dont nous redonnons ci-dessous les passages suivants:

«La Dobroudja, par sa situation géographique, ses richesses naturelles de la surface et du sous-sol, ses conditions climatiques, son histoire, constitue une unité absolue économique et politique. Les dernières guerres (1912—1913 et 1914—1918) et le rapt de la Dobroudja du sud par la Roumanie à l'époque de l'impérialisme en croissance, témoignent d'un renforcement systématique du régime d'arbitraire et du pillage des larges masses populaires en Dobroudja, à l'effet de la dénationalisation, de l'assimilation, de la roumanisation de ce pays. Du point de vue économique, le gouvernement roumain y applique une politique semi-coloniale. La Dobroudja est un pays agricole; l'agriculture est le seul moyen de subsistance des plus des 85% de sa population. Or, le gouvernement roumain a créé toute une série de lois dont l'application ne signifient que la confiscation pure et simple des terres des paysans non-roumains (bulgares et turcs). Le système des finances en Dobroudja ne fait que parfaire la ruine économique et la dénationalisation du peuple et aiguise plus encore la crise économique. La politique des crédits (taux moyen d'intérêt: 40%, limitation excessive des crédits paysans) jeta le paysan dobroudjanais dans les griffes des usuriers et des banquiers. La crise agricole se répercuta aussi sur l'artisan et le petit commerçant, qui sont strangulés et absorbés par le capital bancaire et commercial des boyards roumains, bulgares et turcs. Il en résulte de profondes modifications dans les groupements des couches sociales, l'égalité des conditions sociales et économiques supprime les différences nationales et linguistiques, uniforme le sort social, économique et politique des différentes nationalités en Dobroudja. D'un côté, nous voyons les représentants du gros capital industriel et commercial, les gros-proprétaires et les entrepreneurs bulgares, turcs, etc. qui se groupent dans les partis des libéraux, de Jorga et d'Averescu. De l'autre côté, ce sont les larges masses travailleuses et les petites et moyennes existences appauvries qui gravitent entre

ces derniers et les nationaux-tsaranistes, mais qui, tombant de plus en plus dans la pauvreté, deviennent de plus en plus révolutionnaires. Les existences petites et moyennes, hésitantes, qui appuyaient au début le gouvernement national-tsaraniste, reconnaissent bientôt que la politique sociale et économique de ce gouvernement est absolument pareille à celle de tous les autres gouvernements roumains, et s'engagent déjà en masse dans la seule voie juste du mouvement national-révolutionnaire de libération.

L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise est précisément l'expression de ce sort commun économique et politique de la population dobroudjanaise bariolée, et la réunit sous son drapeau. Les conflits qui s'aiguissent de plus en plus entre la bourgeoisie dominante, sans distinction d'origine nationale, et les masses dobroudjanaises appauvries de la ville et de la campagne, sans distinction de nationalité, de langue ou de religion, donnèrent naissance à de nouveaux mots d'ordre qui éloignèrent enfin des masses dobroudjanaises toutes ces fausses formules de la domination bourgeoise, telles que «union nationale», «réformes démocratiques», «trêve nationale», etc.

Le peuple dobroudjanais se convainc que le régime économique et politique appliqué contre lui n'est nullement un phénomène isolé, mais bien un anneau du système actuel capitaliste de l'asservissement économique et politique de tous les peuples aux Balkans, en Europe, dans le monde entier. C'est de là que résulte le sort commun de tous ces peuples, qui sont aujourd'hui en train de forger leur front commun pour la libération commune.

Dans la conviction que sa liberté ne peut être garantie que par ses efforts collectifs, le peuple dobroudjanais se pose comme devoir son détachement politique absolu et la constitution d'une entité étatique indépendante, de la Dobroudja libre et indépendante. Mais dans le système actuel de conquêtes et d'annexions, d'expansions économiques de l'impérialisme balkanique et mondiale, la petite Dobroudja sera un objet facile à conquérir et à subjuguier. Aussi, s'appuyant sur l'égalité de la dépendance économique et politique des peuples balkaniques opprimés, le peuple dobroudjanais élargit les limites de son devoir et leur tend la main pour la lutte commune afin de renverser l'esclavage d'aujourd'hui et de créer une Fédération des peuples balkaniques économiquement et politiquement libres.

La Conférence relève encore tous ces symptômes qui indiquent à l'humanité la nouvelle guerre en préparation, qui ne portera que de nouvelles dévastations, de nouveaux asservissements. Les immenses contradictions d'intérêts dans le camp des impérialistes, le désir d'un repartage des débouchés mondiaux poussent les impérialistes à cette guerre.

D'autre part, sur un sixième du globe entier se poursuit une édification révolutionnaire qui ébranle dans ses fondements mêmes le système de production capitaliste en vigueur aujourd'hui. Ces deux systèmes, dressés l'un contre l'autre, se nient réciproquement le droit d'existence. La production collectiviste est un facteur révolutionnaire qui exerce une forte influence sur les peuples. Cette influence est particulièrement forte sur les peuples coloniaux et les peuples nationalement opprimés, car dans la nouvelle Russie la question nationale a obtenue sa meilleure solution.

La Dobroudja, comme voisine directe de l'Union Soviétique, deviendra à nouveau le théâtre des opérations en cas d'une guerre contre cette dernière, et elle aura à en subir toutes les conséquences dévastatrices. Le peuple dobroudjanais est un adversaire décidé de la guerre. Par la lutte de masse pour la libération nationale, il lutte pour le renversement de ses propres oppresseurs nationaux, contre lesquels il dirigera toutes ses armes et toutes ses forces.

Le peuple dobroudjanais a lui seul le droit exclusif de décider de sa lutte et de la conduire conformément à sa propre appréciation des conditions concrètes et des facteurs historiques. Toute intervention étrangère, d'où qu'elle vienne, avec pour but d'influencer cette lutte et de la modifier, est dangereuse du point de vue des intérêts mêmes des peuples opprimés. Le rôle de l'émigration dobroudjanaise devra donc être un rôle auxiliaire, un facteur auxiliaire dans la lutte du peuple dobroudjanais asservi. Voilà pourquoi le peuple dobroudjanais a le devoir de lutter énergiquement contre tous ces facteurs et toutes ces puissances obscures qui essayent de faire dévier de sa juste voie la lutte de libération du peuple dobroudjanais.

M. M.

Les gouvernements actuels des Balkans ne sont donc certainement point quantifiés pour résoudre le problème macédonien, ni même pour accepter qu'il soit envisagé . . .

Mais que le peuple macédonien existe et qu'il ait été méconnu par des pacificateurs aussi indifférents et inaccessibles aux vœux des peuples que les diplomates de l'ancien régime voilà qui, non plus, n'est pas douteux. Et que, dans ce malheureux pays déchiré entre ses maîtres, il y ait, de tous côtés, tyrannie, voilà qui, de même, appartient à l'évidence.

Luc Durtain (Enquête sur la Fédération Balkanique)

Le complot du silence à l'égard de la minorité nationale roumaine en Yougoslavie

La minorité nationale roumaine de Yougoslavie est peut-être la seule dont on parle le moins et qui pourtant présente par les différents côtés de son problème un intérêt tout particulier.

Et d'abord, malgré le complot du silence jalousement gardé par les bourgeoisies serbe et roumaine, il existe une minorité nationale roumaine en Yougoslavie et même une assez nombreuse.

On parlait jadis, en Roumanie, de cette minorité nationale. Ses ressortissants faisaient figure de martyrs en Roumanie. Les sévices dont cette minorité fut l'objet de la part des tortionnaires de Belgrade étaient étalés dans les grands journaux et dans des réunions publiques.

Mais c'était au bon temps où la Roumanie et la Serbie se trouvaient dans deux camps impérialistes opposés. C'était avant 1914—1918, quand la Roumanie inféodée, par le roi Carol I, à la politique de la bourgeoisie allemande, et la Serbie inféodée à son tour à la politique tsariste, se considéraient comme des ennemies.

Les Roumains de la vallée du Timoc, privés d'écoles, d'instituteurs, d'églises, persécutés, pourchassés, etc., étaient l'objet de l'attention générale.

On ne savait pas alors grand'chose des Roumains du Banat, car le Banat appartenait à ce moment-là à la double monarchie austro-hongroise, amie et alliée.

On apprit soudain qu'il y avait des Roumains au Banat quand, lors des négociations de Versailles, la bourgeoisie roumaine voulait justifier ses visées sur la région minière de Verschetz par l'existence même d'une forte minorité nationale roumaine dans tout le Banat.

Depuis, un silence de mort s'est étendu sur l'existence de cette minorité. Le Banat fut partagé entre la Roumanie et la Yougoslavie. La France impérialiste réunit les deux bourgeoisies dans le cercle de son influence et consolida ensuite cette communauté politique par un traité qui liait encore plus, les deux pays déjà réunis dans la Petite Entente.

Maintenant, il est interdit de parler en Roumanie des Roumains opprimés par la Yougoslavie.

Il y a bien, de temps à autre, des »évadés« de l'enfer du général Jivkovitch. La presse nationaliste et chauvine de Roumanie commet, par ci par là, l'indiscrétion de publier les récits des fugitifs, mais la dépendance directe, politique, et surtout financière, de cette presse, dont l'existence est liée à la faveur gouvernementale, remet aussitôt la question dans l'ombre.

Depuis, aucune statistique n'a été publiée, aucun renseignement officiel n'a vu le jour de la publicité quant au régime sous lequel vivent et souffrent les Roumains dans le Banat yougoslave, pas plus que ceux de la vallée du Timoc.

Pourtant, n'exagérons rien. On parle bien, en Roumanie, des Roumains de Yougoslavie, mais d'une façon tout-à-fait inattendue.

On apprit ainsi, un beau jour, qu'un bateau chargeait, à Salonique, des centaines de familles roumaines réfugiées d'on ne sait d'où, à destination de Constanza. Elles y sont baptisées là du nom de *colons*, et aussitôt livrées à une nouvelle tragédie.

Où?

Dans la nouvelle Dobroudja.

Car il y a — personne ne l'ignore — une vieille Dobroudja et une nouvelle. La première fut arrachée aux Turcs en 1878, la seconde à la Bulgarie, en plusieurs tranches, depuis 1913.

Or, cette nouvelle Dobroudja, peuplée en majorité par des paysans bulgares, et dans une certaine mesure aussi par des paysans turcs, devait être «nationalisée».

On y employa les Roumains de Yougoslavie. Le gouvernement roumain leur promit des terres, des maisons, du cheptel et de l'outillage agricole, mais se gardait bien de leur dire que ces terres, ces maisons, etc., étaient la propriété d'autres paysans, bulgares et turcs, ceux-là.

Les «colons» furent en effet installés dans les maisons des paysans bulgares et turcs. Ces paysans furent obligés de partager leur demeure avec les nouveaux venus. S'ils n'avaient que deux chambres, ils devaient en céder une; dans une cuisine rudimentaire, deux familles devaient préparer leurs repas.

On conçoit très bien ce qu'une telle entreprise pouvait donner comme résultat. Une guerrilla sans merci sévit en Dobroudja.

Les agents du gouvernement parmi les colons ont été armés et assurés d'une impunité complète. Ils excitent les immigrés contre la population indigène qui, elle, est poussée au désespoir.

La bourgeoisie bulgare, à son tour, profite de l'occasion pour développer une large campagne irrédentiste, en s'appuyant sur les crimes quotidiens qui se commettent en Dobroudja contre les paysans bulgares. Nombreux sont ceux de ces derniers qui gagnent la forêt et mènent une guerre de partisans contre les envahisseurs.

Pourtant, des deux côtés de la barricade, la majorité des paysans bulgares ou «colons» roumains sont des victimes à un degré semblable.

La bourgeoisie roumaine a entendu rendre un service à son alliée serbe, en la débarrassant d'une infime partie d'une population qui pouvait et peut encore lutter pour ses droits. Pour cela, le gouvernement roumain a incité cette population à vendre tout son avoir à des prix dérisoires, et en lui promettant monts et merveilles. Arrivée sur place, elle fut mise dans la situation de conquérir, l'arme à la main, et au prix de sa vie, un lopin de terre appartenant à un autre paysan.

Des deux côtés de la frontière, ce crime voulu et préparé est exploité pour les besoins de la bourgeoisie respective. Pourtant, aucune des «solutions» préconisées par les bourgeoisies respectives ne peut apporter une solution. La domination de la bourgeoisie roumaine implique l'extermination de la population laborieuse bulgare, comme, de son côté, un régime fasciste bulgare impliquerait l'extermination de la population roumaine, victime elle-même de l'impérialisme roumain.

Nous avons le devoir d'expliquer aux deux populations la véritable culpabilité des deux bourgeoisies, et de préconiser l'union des deux nationalités dans la lutte contre la bourgeoisie dominante, si longtemps que les peuples opprimés des Balkans n'auront conquis la Fédération balkanique, seule capable de solutionner les problèmes des minorités nationales et des peuples opprimés, problèmes inextricables sous les régimes actuels.

P. Constantinescu

Terreur policière renforcée contre le mouvement ouvrier en Bulgarie

(Lettre de Bulgarie)

Sofia, janvier 1931

Le gouvernement a renforcé à l'excès la terreur contre le P. C. et la J. C. illégaux et le mouvement ouvrier légal en Bulgarie. Par cette terreur, Liapcheff essaie de terrasser la montée révolutionnaire des masses travailleuses, qui se manifeste partout : dans les éclatants succès des élections départementales, en novembre dernier, dans les démonstrations ouvrières, les réunions publiques, la presse ouvrière, etc., et de détruire les organisations ouvrières légales.

Après les procès, les tortures et les inquisitions sans fin d'ouvriers et de paysans, la police a passé à des agressions provocatrices des réunions, des rédactions et des clubs ouvriers. C'est ainsi que les clubs ouvriers de Varna, Stara-Zagora, Plovdiv et Roussé ont été assaillis par la police, et les ouvriers qui s'y trouvaient ont été assommés. De nombreux paysans ont été arrêtés dans les districts de Varna, Kustendil, Stara-Zagora, Yambol, etc. Le 19 décembre dernier, un groupe d'agents de police, ayant en tête le chef de police Sapounoff, le censeur principal de la presse ouvrière, se ruèrent dans les rédactions des journaux révolutionnaires ouvriers «Echo», «Pogled», «Dumping» et «Relief» (Rabotnitcheski Literaturen Front), confisquèrent tout le matériel rédactionnel, tous les numéros de ces journaux que pourtant la censure avait laissé libres, et emportèrent dans deux camions plusieurs milliers de livres, tels que «Virinea», «Nouvelles chinoises», «L'Etoile rouge», «Dix jours qui ébranlèrent le monde», etc. — livres qui pourtant avaient aussi été laissés libres par la censure et qui étaient en vente depuis trois mois dans le pays tout entier. La police avait apparemment l'intention de ruiner matériellement la presse ouvrière. Ainsi que l'annonce le journal ouvrier «Echo», la section politique de la direction de la police ressemble à un dépôt de littérature communiste et ouvrière. Les ouvrages et matériaux confisqués lors des dernières ou des précédentes perquisitions y sont emmagasinés. Le secrétaire du Parti Ouvrier, Napétoff, s'était rendu à la direction de la police et y avait réclamé la restitution de tout le matériel et de toute la littérature ouvrière. Il a été jeté dehors par la police. Il a alors qualifié la police de voleuse et il sera mis en accusation.

Ainsi que l'on annonce de Plovdiv, l'Union des avocats a voté une résolution de protestation contre le fait que la police a assailli une représentation ouvrière. Une délégation de cent ouvriers et de quelques avocats a protesté auprès du Parquet contre les agressions de la police et a exigé et obtenu une enquête judiciaire.

Tout comme aux temps de la pire terreur, la police a recours au meurtre politique. C'est ainsi que dans les dernières semaines, elle a ignoblement assassiné trois ouvriers à coups de revolver. Le 17 décembre dernier, l'ouvrier typographe Gantcho Konstantinoff, réfugié de Dobroudja, secrétaire de l'Organisation nationale-révolutionnaire de la Jeunesse à Sofia, représentant l'Organisation révolutionnaire des réfugiés de Dobroudja au Comité des Travailleurs pour la défense des 17 membres de la Jeunesse Communiste du procès de Sofia, rentrait chez lui d'une séance nocturne du club du Parti Ouvrier, lorsqu'il fut abattu à coups de revolvers par deux agents de police. Puis, les policiers laissèrent près de lui un revolver, pour simuler un suicide. Konstantinoff avait

été, quelques jours avant son assassinat, féroce­ment torturé à la direction de la police, et menacé de mort s'il continuait son activité révolutionnaire. Près de Varna, deux ouvriers sans-travail, Ivan Fileff et Kolu Petroff, furent assassinés à coups de revolver par l'agent de police Gitaroff et un chasseur, en embuscade. Fileff était jusque tout récemment un détenu politique dans la prison de Varna, et avait été grâcié à l'occasion du mariage du roi Boris. Petroff était soldat, et il n'avait été licencié que quelques jours avant son assassinat. Tous deux se rendaient au village de Gorni-Tchiftlik, à la recherche de travail, et avaient été dénoncés à la police par un usurier du village. A l'enterrement des deux révolutionnaires, les ouvriers de Varna organisèrent une grande manifestation et exigèrent la punition des meurtriers qui, pourtant, se promènent encore librement à travers la ville. L'Organisation des réfugiés dobroudjanais révolutionnaires a également adressé une protestation au gouvernement.

Ainsi que l'annonce le journal ouvrier indépendant «Echo», la police et les «facteurs irresponsables», c'est-à-dire les fascistes, préparent toute une série de meurtres politiques de leaders et fonctionnaires ouvriers en vue. L'«Edinstvo», l'organe des Syndicats Indépendants, écrit dans son No. du 6 que Assen Boyadjieff, le secrétaire-général des Syndicats Indépendants, avait été tout récemment menacé publiquement de mort par ces «facteurs irresponsables», s'il ne cessait pas son activité.

Les ignobles agressions de la police contre les rédactions et les clubs ouvriers ainsi que les meurtres d'ouvriers révolutionnaires ont provoqué une grande effervescence dans les cercles ouvriers et paysans. Des milliers de protestations sont tous les jours adressées contre les actes arbitraires de la police. Toutes les organisations ouvrières ont lancé des Appels aux travailleurs, protestant contre ces crimes et invitant les travailleurs à adhérer à ces organisations. Le P. C. B. illégal déclare que les agressions de la police constituent un renforcement de la lutte de classe comme conséquence de la terrible crise économique et de l'avance révolutionnaire de la classe ouvrière, et invite les ouvriers à opposer à cette attaque du fascisme la lutte révolutionnaire de masse.

D. Popov

Le gouvernement bulgare et son Agence macédonienne

Le procès Poundeff et l'assassinat de Naoum Tomalevsky

Dans la seconde moitié de novembre dernier eut lieu à Sofia le procès contre les meurtriers de V. Poundeff, rédacteur du «Vardar» (l'organe des Protoguérovistes), assassiné en mars 1930. En dehors des meurtriers physiques, le chef des bourreaux macédoniens, Ivan Mikhaïloff, avait eu également à comparaître par devant le tribunal pour répondre de ce crime. C'était la toute première fois que les autorités judiciaires bulgares demandaient des comptes à des meurtriers intellectuels.

La décision même de l'ouverture de ce procès avait provoqué beaucoup de bruit dans la multitude des journaux bulgares. Une polonaise fut engagée entre les fascistes macédoniens d'une part, et les fascistes bulgares du parti gouvernemental, de l'autre. Les fascistes macédoniens se prévalaient de leur droit d'assassiner, sans en être rendus responsables devant les lois du pays, leurs adversaires politiques qu'ils taxaient toujours de traitres au peuple macédonien; ils déclaraient n'avoir à répondre de leurs actes que devant l'opinion publique et l'histoire. Le fait même d'un procès contre Ivan Mikhaïloff, «le chef de l'Organisation macédonienne», était qualifié par eux comme une téméraire action politique dirigée contre le mouvement de libération de la Macédoine asservie; ils écrivirent que ceux qui appliquaient cette politique n'étaient point étrangers aux actes visant à la désorganisation des forces macédoniennes et à la compromission morale des leaders macédoniens, et que ce n'était là que des agissements antimacédoniens et antibulgares de certains cercles. Les attaques de la presse fasciste macédonienne en Bulgarie furent particulièrement violentes contre le ministre de la Justice qui «osait» faire intenter un procès contre les meurtriers intellectuels. A ces déclarations et déclamations des fascistes macédoniens vint répondre l'organe central lui-même du parti gouvernemental, qui déclara que la Bulgarie était un Etat dans laquelle n'existait qu'un seul pouvoir, que la déclaration de l'ORIM à propos de la mise sous responsabilité d'Ivan Mikhaïloff n'était qu'une audacieuse provocation tout comme les meurtres perpétrés par elle, et que nul ne pouvait impunément assassiner des citoyens bulgares.

Nous ne nous étendrons pas ici sur les détails des véritables motifs qui ont poussé le gouvernement bulgare à faire comparaître en justice Ivan Mikhaïloff pour lui demander des comptes du meurtre de V. Poundeff. Nous voulons cependant relever que, par ce procès, le gouvernement bulgare a voulu se disculper aux yeux de ses maîtres pour toute son inaction contre les organisateurs des meurtres, et, en même temps, sanctionner les forfaits perpétrés par les bandes d'Ivan Mikhaïloff sur le territoire de la Bulgarie et

rehausser ainsi indirectement le prestige de ces bandits et de leurs acolytes. Le fait que le gouvernement bulgare n'avait aucunement l'intention de poursuivre les chefs de ces bandes, a été nettement prouvé par l'acquiescement d'Ivan Mikhaïloff et du complice des meurtriers physiques, Topoukoff.

On sait combien en Bulgarie les juges ne sont que des instruments aveugles du pouvoir fasciste, et avec quel empressement ils prononcent des sentences de mort contre des militants actifs ouvriers et paysans, ou les condamnent à des détentions de longues années (les militants national-révolutionnaires, eux, ne sont point traduits en justice: ils sont tout simplement «liquidés» par les éléments dits irresponsables). En effet, si le gouvernement bulgare avait vraiment voulu poursuivre les auteurs des innombrables assassinats de militants macédoniens, de Macédoniens en général, il aurait dû faire intenter des centaines et des centaines de procès pour les assassinats de Tchoud. Kantardjéff, St. Hadjéff, A. Bouinoff, Iv. Kovatcheff, Skrijovski, Arseni Jovkoff et des centaines de Macédoniens et hommes politiques bulgares assassinés depuis l'institution en Bulgarie de la dictature fasciste. Car on sait fort bien qui sont les auteurs de ces meurtres isolés et en masse, perpétrés par les fascistes macédoniens. Ils sont bien connus par le gouvernement et par la «justice» qui, s'ils avaient voulu, auraient pu arrêter en un seul jour tous les meurtriers physiques et intellectuels. Ils vivent sur le territoire de la Bulgarie et entretiennent des relations fort suivies avec les représentants officiels des autorités. Mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le gouvernement et la «justice» ne veulent point toucher à ces assassins qui sont précisément les individus employés en service actif toutes les fois qu'il s'agit pour le gouvernement de terroriser et d'exterminer les adversaires de la dictature fasciste en Bulgarie. Ils sont les suppôts les plus solides de cette dictature. Est-il un meurtre auquel ils n'aient point participé, un forfait qui n'ait pas été le leur?! Leurs sabres, leurs carabines et leurs pistoles ont abattu, en dehors des Macédoniens assassinés, presque la moitié des ouvriers, paysans, artisans et travailleurs intellectuels bulgares massacrés, «disparus sans traces» ou «tués en tentative de fuite».

Le procès mis en scène n'était qu'une farce politique. La sentence prononcée ne signifiait que la délivrance d'un certificat pour l'impunité du véritable meurtrier de Poundeff et des meurtriers de tous ceux qui viendront à la suite. Cette sentence ne signifie que poussée, encouragement, excitation à de nouveaux meurtres. Et, en effet, — ils ne se firent point trop attendre.

L'écho de cette «sentence» ne s'était pas encore dissipé — que cette bande d'assassins jetait déjà à terre, en cadavre, le 4 décembre dernier, dans la cour même de sa maison, en plein jour, le leader des Protoguévistes, *Naoum Tomalevsky*. Dans la première moitié de janvier, la bande de Mikhaïloff assassinait encore deux autres Macédoniens: Traïtché Moriouvché et Nicolas Janéff.

Naoum Tomalevsky, tout comme Poundeff, est tombé dans la lutte contre la bande de Mikhaïloff. Mais, dans cette lutte, il n'alla pas plus loin que Poundeff et ses autres camarades. Quoiqu'il ait souvent désigné le gouvernement bulgare comme l'inspirateur et le protecteur des crimes de Mikhaïloff, il ne tira point les conséquences de cette juste constatation: Tomalevsky ne se dressa point contre le rôle corrompue et traître du fascisme bulgare dans le mouvement macédonien; lui, comme tout son groupe, se ralliait à la politique entière du verkhovisme bulgare et continuait à compter sur l'assistance de l'impérialisme national et du fascisme bulgares.

Ce nouveau meurtre déclencha l'indignation de presque toute la presse bourgeoise et même de la plus grande partie de la presse gouvernementale en Bulgarie. S'indignèrent aussi des organes de presse qui, tout récemment encore, chantaient à qui mieux mieux les louanges de l'oeuvre sanglante d'Ivan Mikhaïloff, taxant cette oeuvre de patriotique et les victimes de traîtres.

Ce nouveau meurtre plaça cependant le gouvernement bulgare dans une difficile situation. Ses tribunaux avaient bien acquitté Mikhaïloff, sanctionné son oeuvre misérable, mais ce même gouvernement n'aurait point voulu que les conséquences de son «indulgence» fussent si rapidement tirées. Les apprentis de Liaptcheff et Volkoff se montrèrent être de bien mauvais élèves. Ils interprétèrent avec justesse la sentence du tribunal de Sofia, mais se hâtèrent un peu trop d'en tirer les conséquences. (En firent de même des agents de la direction de la police: l'un d'eux favorisa l'assassinat de Tomalevsky en accueillant dans sa maison voisine à celle de Tomalevsky les meurtriers, d'où ceux-ci tirèrent sur leur victime et la tuèrent.) Et tandis que les avocats des meurtriers de Poundeff, accourus des camps des partis bourgeois gouvernemental et oppositionnel, dont le député gouvernemental de renom G. Tchernookoff, s'efforçaient de présenter Mikhaïloff comme «le leader de l'Organisation révolutionnaire macédonienne», «le seul représentant de la Macédoine révolutionnaire», la presse de ces partis, après l'assassinat de Tomalevsky, exprime de l'indignation et écrit que ces meurtres devenaient déjà «un danger pour la Bulgarie» (à présent seulement?), que ce meurtre pouvait être considéré comme «une insolente provocation contre la juridiction de l'Etat bulgare».

L'assassinat de Tomalevsky étale aussi une circonstance que l'on ne doit point passer outre: le meurtrier de Tomalevsky est un assassin de profession, qui a déjà perpétré d'innombrables crimes. C'est ce même gredin qui a perpétré l'assassinat de l'inou-

bliable leader révolutionnaire macédonien Dimo Hadji Dimoff. Il fut condamné pour ce crime à 15 ans de travaux forcés, mais il fut libéré au printemps 1925 pour participer, ensemble avec les autres assassins de profession, au carnage que, après l'attentat dans la cathédrale de St. Nedelja, le gouvernement fasciste bulgare organisa sur le peuple bulgare et macédonien. Ce fait, compromettant même pour un pouvoir fasciste, fut relevé avec étonnement par la presse bourgeoise d'opposition, qui s'indigne contre «de telles choses» dans la «justice» bulgare — alors que ce n'est là que tout un système.

Le meurtrier physique de D. Petkoff, ce Karkalacheff condamné à mort qui avait aussi assassiné par la suite le défenseur de Petkoff, l'avocat Peter Michoff, ne se promène-t-il pas tout libre? N'étaient-ils pas libres, les meurtriers de H. Stoyanoff, de Theodor Strachimiroff, de Slavtcho Kovatcheff, de Tchoudomir Kantardjief? Ne se baladent-ils pas, tout libres, les meurtriers de tous les révolutionnaires macédoniens? Que prouve tout cela? Cela prouve que c'est le gouvernement bulgare, c'est ses troupes, sa police, sa «juridiction», toutes ses institutions, qui poussent et encouragent les assassinats des masses populaires laborieuses et des combattants pour la libération macédonienne; c'est donc eux qui portent, ensemble avec les meurtriers physiques et intellectuels, toute la responsabilité des assassinats de Macédoniens aussi, c'est eux qui en sont les principaux coupables. Il n'est donc point surprenant, sous de telles circonstances, que les meurtriers glorifient de nouveau, tout comme jusqu'ici, leur oeuvre sanglante. Ils sont même plus insolents et plus cyniques encore. Ils sont fiers d'avoir assassiné Tomalevsky; ils ne font que déplorer leur instrument — l'un des meurtriers qui succomba à ses blessures, et ils en accusent cyniquement le médecin de l'hôpital. Grâce à la protection dont elle jouit de la part des autorités, cette mafia se sent si forte qu'elle menace de dérouler au Parlement la question de l'assistance médicale non prêtée à temps, dans le but de glorifier éventuellement de la tribune parlementaire leur misérable oeuvre. L'insolence de cette bande de criminels s'exprime aussi dans les menaces qu'elle profère contre ceux des journaux bulgares qui stigmatisent leurs crimes. Le porte-parole de cette bande écrit: si l'on parle ou écrit des affaires macédoniennes, il est nécessaire d'user de la plus grande prudence . . . En d'autres termes: si vous critiquez nos actes, nous vous fracasserons le crâne avec nos carabines.

C'est cette même arrogance, suffisance et audace qu'exhalent les déclarations que, au lendemain même de l'assassinat de Tomalevsky, publiait la «direction suprême» de cette bande, composée de trois abjects et criminels individus. Ivan Mikhaïloff et ses compagnons souillés de sang déclaraient que tant que le groupe «*anciens fonctionnaires de l'ORIM*» continuerait son activité traîtresse et tant que des facteurs louches, en Bulgarie, exciteraient moralement et matériellement à la provocation, «l'Organisation révolutionnaire», c'est-à-dire les bandits d'Ivan Mikhaïloff, se défendraient et défendraient la Macédoine, c'est-à-dire: continueraient à exercer leur profession, à perpétrer des crimes.

Les écrivassiers journalistiques macédoniens tiennent probablement les lecteurs de leurs saletés pour bien naïfs, du moment qu'ils s'évertuent à leur raconter toujours encore que l'Organisation de Mikhaïloff fait «du travail révolutionnaire en Macédoine». Ce groupe a son centre sur territoire bulgare. C'est là qu'elle «fait» son «activité révolutionnaire». En Macédoine sous les jugs serbe et grec, elle n'est qu'un grand zéro, elle n'y a plus ni organisation, ni groupe; elle n'y a même pas des receleurs. Les seuls et tristes restes en sont les différents traîtres, tels que Karadjitch etc., ses hommes de confiance d'hier, qui jouissent aujourd'hui de toute la bienveillance de Jika Lazitch. De l'agence du fascisme bulgare-macédonien jusqu'à celle de la sanglante dictature serbe, il n'y a pas même un pas. L'activité des fascistes macédoniens en Macédoine même a causé d'innombrables sévices au peuple macédonien et y a produit toute une série de traîtres au peuple macédonien, d'agents de ses plus grands ennemis.

Quelle sera l'attitude de la presse bourgeoise bulgare — de cette même presse qui, à chaque forfait de Mikhaïloff, s'empresse de crier «hosanna!» et de chanter les louanges de son oeuvre sanglante — en présence de cette nouvelle provocation du chef de cette bande? Tout porte à croire que cette presse qui, précédemment, conseillait au groupe de Protoguéroff de se soumettre et de reconnaître comme «légal» l'aile de ces bandits, lui donnera de nouveau le conseil de se soumettre — de s'entendre. Et il ne faut pas oublier que le pistolet et la carabine y joueront un grand rôle et que, pour les journaux tant du gouvernement que de l'opposition, des «patriotes bulgares» se trouvent également dans toutes les deux ailes. D'après la presse bulgare, le roi Boris en fait de même: il a voulu unir les deux ailes ennemies en les personnes de leurs députés G. Koulicheff et Dr. Vl. Roumenoff. Car toutes les deux ailes sont nécessaires pour l'oeuvre du fascisme.

Le procès Poundeff et l'assassinat de Tomalevsky, ainsi que les circonstances y attenantes (participation des agents de police), la mise sous responsabilité du meurtrier physique seulement et de l'agent de police, le fait de ne pas avoir prononcé la culpabilité d'Ivan Mikhaïloff, de Karadjoff et de Rasvigoroff, les principaux criminels, ou des différentes institutions de cette Organisation, c'est-à-dire des différents bureaux à Sofia, Kustendil et Petritch, qui prononcèrent les verdicts de mort et firent exécuter les meurtriers — tout ceci prouve que la série des meurtres n'est pas close. C'est la déduction imposée par les événements mêmes. De nouvelles têtes tomberont. C'est ce que veut la bande de meurtriers de Mikhaïloff, c'est ce que veut le gouvernement fasciste bulgare.

De nouvelles têtes rouleront tant qu'existera le système des meurtres, tant que le fascisme régnera en Bulgarie.

La lutte contre le fascisme macédonien doit être continuée! Et elle sera continuée!

Le démasquement de sa vraie face, la stigmation de ses forfaits, le dévoilement de sa trahison vis-à-vis du peuple macédonien sera continué, avec plus d'énergie encore. Mais, en même temps, la lutte contre le régime fasciste bulgare, l'inspirateur principal de ces crimes et trahisons, ne doit point être laissée à l'arrière-plan. Au contraire: cette lutte doit occuper une place importante dans l'activité des révolutionnaires macédoniens; la lutte contre le fascisme bulgare doit être menée avec la même énergie que celle contre l'asservissement du peuple macédonien par la Serbie et la Grèce.

Cette lutte, l'ORIM Unifiée la mène depuis 6 années. C'est la seule lutte qui puisse conduire vers l'affranchissement et l'union du peuple macédonien, vers son alliance fraternelle avec les autres masses opprimées des Balkans.

D. Vlahoff

Effervescence révolutionnaire en Albanie Manifestations contre le régime. Nouvelle vague de terreur

(Correspondance de Tirana)

Janvier 1931

Les journaux de Tirana écrivent que dans ces derniers temps des personnalités importantes du régime avaient reçu des lettres de menaces signées «La Main Noire». Dans ces lettres, les gens d'Ahmed Zogou, et Zogou lui-même, quoique les journaux de Tirana ont soin de ne pas mentionner le nom de ce dernier, étaient avertis que s'ils ne renonçaient pas à leur politique actuelle, politique ruineuse pour le pays, ils seraient exécutés par «La Main Noire».

La police de la capitale a été mise sur pied, et pendant plusieurs jours on arrêtait les gens à tort et à travers et on les forçait à écrire quelques mots sur une feuille de papier afin de contrôler leur écriture. Ceux qui étaient suspectés d'être contre le régime, étaient odieusement maltraités. La population de Tirana fut littéralement terrorisée. La panique des autorités fut telle que même un journal favorable au régime a critiqué le ministre de l'Intérieur pour sa manière d'agir. A la fin, les autorités se sont vues dans la nécessité de calmer le public en déclarant l'affaire sans conséquences. Il s'agirait tout simplement d'un jeune ouvrier imprimeur qui aurait adressé les lettres de menaces par sa propre initiative, sans être affilié à aucune organisation secrète. Alors, pourquoi tant de bruit pour si peu de chose, se demande le journal précité de Tirana? .

Dans la même temps, à Coritza, des proclamations imprimées ont été affichées sur les murs par des inconnus. Les communiqués officiels et les journaux du régime déclarent qu'il s'agit de proclamations où l'on exalte le communisme et l'on condamne le capitalisme. De même, des mots d'ordre «à bas le capitalisme, vive le communisme!» auraient été écrits à la craie sur les portes des maisons. Là-dessus, une rafale d'arrestations s'est abattue sur la population atterrée. Finalement, on a retenu trois jeunes gens qui seraient les auteurs des actes incriminés.

Après l'alarme des premiers jours, le gouvernement de Tirana s'efforce maintenant de réduire l'affaire à une action isolée de quelques exaltés qui auraient manifesté en faveur du communisme. Par cette manoeuvre grossière, les gens d'Ahmed Zogou tâchent de réduire l'importance de la manifestation révolutionnaire de Goritza et en même temps de compromettre aux yeux des masses populaires l'action révolutionnaire du Comité Albanais de l'Emancipation Nationale, car les feuilles imprimées affichées aux murs des maisons de Goritza étaient la *Déclaration* publiée par Com. Alb. de l'Emancipation Nationale à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance albanaise. Dans cette *Déclaration*, le C. A. E. N. faisait le procès du régime féodal-fasciste d'Ahmed Zogou: la crise économique qui mène le pays vers la catastrophe, la transformation du pays en colonie italienne, la vente une à une des richesses nationales aux capitalistes italiens, les impôts devenus écrasants, les concussionnements inouïs des fonctionnaires de l'Etat en commençant par les ministres et jusqu'au dernier des gendarmes, la suppression complète de toutes les libertés constitutionnelles, la fascisation du régime, la misère et la faim auxquelles sont réduites les larges masses du peuple — en un mot, tous les malheurs apportés au peuple albanais par ces cinq ans du «triomphe de la légalité» étaient énumérés dans toute leur horreur. En même temps, le C. A. E. N. a montré au peuple travailleur d'Albanie l'unique issue de l'impasse actuelle, a exposé son programme d'émancipation nationale par la révolution des masses travailleuses.

Cette *Déclaration* a pénétré par centaines d'exemplaires dans toute l'Albanie, non seulement dans les villes, mais même dans les villages les plus reculés. Le peuple y a lu le tableau saisissant de toutes ses misères et de toutes ses souffrances et a voulu

afficher cette Déclaration comme son programme à lui. En effet, d'après des informations privées que nous avons, la Déclaration a été affichée en même temps à Argyrokastro aussi, et les autorités ont fait des perquisitions même dans les villages.

Les événements de ces derniers temps sont les symptômes certains de la situation révolutionnaire qui mûrit en Albanie. Ces manifestations révolutionnaires sont d'une importance primordiale parce que c'est pour la première fois, depuis l'instauration du régime dictatorial d'Ahmed Zogou, que le peuple travailleur déploie ouvertement une activité révolutionnaire en se solidarissant avec le programme du Comité Albanais de l'Emancipation Nationale. Le régime a bien compris l'importance de ces manifestations, c'est pourquoi il a recours à de grossières manoeuvres en voulant «effrayer» les masses populaires par le «spectre communiste» ou en discréditer les auteurs en les dénonçant comme des aliénés, inconscients de leurs actes. Mais en même temps, une vague de répression farouche ne manque pas de déferler par tout le pays.

Le gouvernement banqueroutier d'Ahmed Zogou se prépare à organiser un procès politique monstre pour étouffer dans l'oeuf la vague révolutionnaire qui s'amorce en Albanie. En condamnant les jeunes révolutionnaires arrêtés, les bourreaux de Tirana veulent terroriser les masses travailleuses et les détourner de la lutte révolutionnaire. Mais ce nouveau crime contre des jeunes gens coupables seulement d'avoir ouvertement manifesté leur haine contre l'odieux régime actuel, aura l'effet contraire à celui qu'on en escompte. Le peuple travailleur continuera sa lutte contre le régime avec plus d'acharnement encore, sous la direction du Comité Albanais de l'Emancipation Nationale.

T. R.

Le mouvement national-révolutionnaire aux Balkans

Importantes Déclarations du Comité des Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans

En présence des récents événements, le Comité des Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans avait lancé ces derniers temps différentes Déclarations. Vu leur importance, nous en présentons ici rétrospectivement quelques unes à nos lecteurs:

La guerre contre l'Union soviétique, dont nous avons toujours marqué la préparation, est devenue un danger réel et imminent. Le procès contre l'organisation secrète de sabotage et de destruction, dénommée Parti industriel, en a apporté des preuves irréfutables. Il a été démontré d'une façon concrète et indéniable, que l'Etat-major français prépare depuis 1918, sur l'ordre de Poincaré, le plan de l'intervention armée contre l'Union soviétique. Les Etats voisins de l'Union soviétique, avant tout la Roumanie et la Pologne, doivent fournir la chair à canon. La France et l'Angleterre équiperont les armées et viendront à l'aide de leurs vassaux avec leurs flottes navales et aériennes.

Par le renversement du pouvoir des ouvriers et paysans de l'Union soviétique, les impérialistes ne veulent pas seulement mettre la main sur les formidables richesses naturelles de l'Union soviétique, mais veulent aussi préparer le terrain pour se jeter avec une violence accrue contre le mouvement révolutionnaire de libération nationale de tous les peuples opprimés, afin de consolider de la sorte la situation injuste et abhorrée créée par les traités de «paix».

L'intervention armée contre l'Union soviétique touche de très près les peuples opprimés des Balkans. Selon les propres plans des impérialistes, la Roumanie doit être le premier pays à entrer en guerre. Les autres peuples balkaniques ne doivent pas ensuite échapper à l'agression. L'impérialisme anglo-français, qui a déployé, ces dernières années, une activité fébrile pour consolider les dictatures fascistes dans les Etats balkaniques et les unir en un seul bloc, poursuit son plan consistant à entraîner tous les peuples balkaniques dans une guerre contre l'Union soviétique. Le plan de guerre était une chose sacrée pour les gouvernements balkaniques. Une guerre antisoviétique signifie pour eux la prolongation de leur existence et la destruction de l'ennemi commun — l'Union soviétique.

Quelles seraient les conséquences qui résulteraient inévitablement pour les peuples balkaniques si les impérialistes réussissaient à déchaîner une telle guerre? Avant tout, en cas de victoire des impérialistes, la plus grande puissance révolutionnaire que le monde ait connue jusqu'à présent, l'Union soviétique, où les peuples coloniaux et opprimés puisent tous leurs espoirs et où le coup décisif est préparé contre les oppresseurs, serait anéantie. La vieille Russie tsariste, avec toutes ses ambitions impérialistes bien connues sur les Balkans, l'auteur de toutes les fermentations guerrières permanentes —

comme en témoigne l'histoire des Balkans — serait rétablie. En raison des profondes contradictions qui déchirent le monde, en raison de la logique interne des événements, la guerre contre l'Union soviétique se transformerait en guerre européenne. Les Balkans redeviendraient le théâtre d'opérations encore plus effroyables et la proie des vainqueurs impérialistes. Après le massacre guerrier, la terreur et l'oppression des gouvernements, serviteurs les plus fidèles des «grandes puissances», étoufferaient dans le sang tout mécontentement populaire et une dictature fasciste sans paille serait instaurée.

Les plans de l'impérialisme mondial et, en particulier, de Poincaré ont été cette fois déjoués. Mais cela ne signifie pas que le danger de guerre a disparu. Aussi longtemps que les impérialistes resteront armés jusqu'aux dents, ils ne renonceront pas à la guerre.

Seule la lutte implacable des ouvriers, des paysans et des peuples opprimés de tous les pays peut empêcher l'explosion d'une nouvelle guerre. Mais, si malgré tout, les impérialistes et militaristes de toute sorte réussissaient à jeter l'humanité dans les horreurs d'une nouvelle guerre, les masses opprimées de tous les pays devraient tourner leurs armes contre leurs propres oppresseurs, contre l'ennemi intérieur et mettre fin à la guerre en abattant la dictature des cliques militaires et des oligarchies financières dont ils sont aujourd'hui les victimes.

Transformer la guerre impérialiste en guerre d'émancipation nationale dans le cadre de la Fédération des Balkans, tel est le mot d'ordre des peuples opprimés des Balkans.

Décembre 1930.

Le Comité des Organisations nationales-révolutionnaires des Balkans

Les nationaux-révolutionnaires et le deuxième anniversaire de la dictature en Yougoslavie

Le Comité des Organisations nationales-révolutionnaires des Balkans, a lancé le 6 janvier, à l'occasion du deuxième anniversaire de la dictature en Yougoslavie, un Appel aux peuples opprimés de Yougoslavie. L'Appel relève d'abord le but du régime dictatorial, avec les justes paroles suivantes:

«La dictature militaire-fasciste essaie depuis deux années, par la crosse de fusil et le nerf de boeuf, par le feu et par le sabre, de parachever la réalisation, commencée en 1912, du rêve de l'impérialisme grand-serbe. Depuis deux années entières, la dictature s'acharne, au moyen d'une terreur sanglante, à briser complètement la résistance des nations subjuguées et des minorités nationales: des Croates, des Macédoniens, des Albanais du Kossovo, des Slovènes, des Allemands, des Magyars, des Turcs, des Bulgares, des Roumains; elle s'acharne à chasser les uns de leurs foyers et à coloniser leur pays par des Serbes, à serbiser les autres par la force, à ployer sous le joug serbe toutes ces populations, par tous les moyens de l'appareil étatique.»

Après avoir souligné l'activité de la dictature «pour la consolidation intérieure de l'Etat», le Comité en stigmatise le caractère serbe et relève tout particulièrement la portée de l'acte par lequel la dictature décreta la division administrative de l'Etat en 9 Banats:

«Par l'Ukase du 3 octobre 1929, dit l'Appel, le régime dictatorial prescrivait une division intérieure du pays en 9 Banats. Par le morcellement de compactes régions nationales non-serbes, détruisant ainsi des unités nationales, culturelles et économiques séculaires, la dictature formait artificiellement une majorité serbe dans 5 Banats qu'elle nomme depuis des contrées serbes. Le sixième Banat — la Macédoine avec le Kossovo — est depuis longtemps déjà classé par le régime grand-serbe parmi «les contrées purement serbes». Ces six Banats comprennent les greniers de la Voyvodine, les vallées fluviales de la Morava et du Vardar, les forêts et mines de charbon et de fer de la Bosnie, les mines de la Macédoine, du Kossovo et de la Serbie, les exploitations les plus importantes de l'industrie métallurgique, textile et de guerre, qui forment ensemble un grand bassin économique traversé par la nouvelle voie ferrée de l'Adriatique. Ce bassin, ces six Banats sont destinés à constituer la base économique de l'impérialisme grand-serbe, aux fins de l'asservissement définitive des peuples non-serbes de Yougoslavie et de l'extension sur tous les Balkans de la domination grand-serbe, par la pénétration vers la mer au moyen de la conquête de Salonique, par la prise possession des houillères de Petritch en Macédoine, sous le joug bulgare, par l'extension de la domination de Belgrade sur le peuple albanais en Albanie même.»

L'Appel publie ensuite la statistique des victimes de la persécution sanglante de tous les mouvements nationaux, nationaux-révolutionnaires et ouvriers-révolutionnaires,

et constate que la pression de la dictature contre les combattants révolutionnaires devient de plus en plus brutale:

«Mais c'est justement, continue l'Appel, cette pression, croissante de la dictature contre les masses qui est une preuve de sa faiblesse, une preuve que la dictature ne peut trouver aucun point d'appui non seulement chez les larges masses des peuples non-serbes, mais même chez la nation serbe dominante. Le groupe des banquiers, gros-proprétaires et gros-industriels, au nom et pour les inérêts duquel la bande des dictateurs du roi sanglant Alexandre et de la clique des généraux de la «Main Blanche», avec Peter Jivkovitch à leur tête, exercent leur pouvoir, est et reste la seule base de la dictature.»

L'Appel soumet à une juste critique l'attitude des leaders de certains mouvements nationaux-paysans (du mouvement national-paysan croate), et leur politique d'attente, de passivité, d'assoupissement, d'espairs en les puissances étrangères, et stigmatise leur collaboration avec les cercles fascistes d'autres pays comme le plus grave des dangers pour l'affranchissement national des peuples de Yougoslavie. L'Appel relève la lutte révolutionnaire comme la seule tactique juste dans la lutte pour le renversement de la dictature grand'serbe, et invite tous les travailleurs des peuples opprimés de Yougoslavie à s'aguerrir par des actes révolutionnaires quotidiens, pour la lutte décisive contre la dictature:

«Rassemblez-vous, dit l'Appel, dans des comités de combat pour la défense du nom national, de la langue nationale, de l'école nationale, des organisations nationales! Formez des comités pour la défense contre les fascistes grand'serbes, constituez vos organisations nationales et chassez les fascistes grand'serbes!

«Proclamez et poursuivez la lutte pour des terres sans dédommagement — contre les gros-proprétaire et l'Etat qui les protège! Chassez les usuriers et refusez de payer les dettes usuraires aux banques et aux usuriers vampires! Organisez la résistance compacte contre les impôts meurtriers et chassez de vos villages et de vos villes les exécuteurs fiscaux! Refusez en masses compactes les corvées de l'Etat et des provinces!»

Le Comité souligne enfin dans l'Appel la communauté des intérêts et la solidarité de tous les révolutionnaires balkaniques avec la lutte des révolutionnaires de Yougoslavie, en disant:

«Dans votre juste lutte, les organisations révolutionnaires et les masses laborieuses de tous les peuples balkaniques opprimés et dépouillés de leurs droits sont à vos côtés! Elles soutiennent votre lutte contre le régime dictatorial grand'serbe en Yougoslavie, elles luttent comme vous contre leurs régimes d'oppression et s'appêtent à recourir aux armes en même temps que vous. Les peuples balkaniques opprimés ne peuvent pas se rendre libres, ne peuvent point opposer de la résistance aux impérialistes balkaniques et étrangers, s'ils ne constituent pas une communauté balkanique de lutte. Il est de notre devoir de montrer aux masses laborieuses des Balkans la voie révolutionnaire menant à la communauté balkanique, de les conduire vers cette voie et, par le renversement des trônes sanglants des impérialistes et des fascistes, de constituer la Fédération balkanique des peuples travailleurs.»

Et l'Appel termine par les mots d'ordre que le Comité élève:

«A bas la dictature grand'serbe!

A bas la monarchie sanglante et la clique des généraux de la «Main Blanche»!

A bas les traîtres du peuple!

Vive le front uni des peuples opprimés, des paysans laborieux et des ouvriers révolutionnaires des Balkans!

Vive les Républiques indépendantes des peuples travailleurs de la Croatie, de la Macédoine, de la Serbie, de la Slovénie, du Monténégro, de la Vojvodine!

Vive la Fédération Balkanique des Républiques des Peuples Travailleurs!»

*

Le Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée (ORIM Unifiée), dans son Appel «Au peuple macédonien jugulé et asservi et à l'émigration macédonienne!» lancé à l'occasion du deuxième anniversaire de la dictature en Yougoslavie, relève le sort douloureux du peuple macédonien qui subit les méthodes dictatoriales de la politique grand'serbe non pas seulement depuis les deux dernières années, mais en réalité depuis dix-huit années entières:

«Le régime de 18 années que Belgrade applique en Macédoine, dit l'Appel, est un régime uniforme de terreur sanglante, de meurtres en masse et d'oppression nationale. Des milliers de Macédoniens tombèrent sous les balles et les poignards des organes des autorités serbes. Des dizaines de milliers de Macédoniens passèrent par les prisons, des procès politiques furent intentés par douzaines, et c'est encore par douzaines que des Macédoniens furent condamnés à mort. Les écoles macédoniennes furent fermées, la langue maternelle fut interdite, les noms de famille furent serbisés.

Une terrible corruption et un féroce pillage commencèrent à régner dans toute la Macédoine. L'Etat, les fonctionnaires, les spéculateurs se mirent à piller systématiquement toute la Macédoine.

A côté des impôts insupportables, à côté de toutes sortes de charges en nature et de corvées, l'Etat pille la Macédoine par le monopole du tabac, dépouille tous les ans les paysans macédoniens de plus d'un milliard de dinars. Par la «réforme agraire», il leur ravit leurs terres, leurs forêts, leurs prairies et les donne à de nouveaux begs serbes en Macédoine. Le capital des spéculateurs serbes se précipite comme une bête féroce sur toutes les richesses du pays.»

L'Appel relève que les révolutionnaires macédoniens confirment la justesse de la voie révolutionnaire qu'ils suivent depuis des dizaines d'années et soulignent que la dictature ne fait que justifier plus encore cette voie pour tous les opprimés et persécutés:

«Le régime dictatorial de deux années a eu le mérite d'avoir définitivement aplani la voie pour la lutte de tous les opprimés et asservis. Il a «macédonisé» non seulement la Croatie et les autres contrées jugulées non-serbes, mais même la Choumadia. Il n'existe plus aujourd'hui une différence notoire entre la situation de l'ouvrier et du paysan de la Choumadia, de la Croatie ou de la Macédoine. L'ouvrier et le paysan serbe se dresse aujourd'hui sur le premier rang et sacrifie de précieuses victimes dans la lutte contre la dictature. Les fronts sont déjà nettement dessinés: d'un côté, tous les peuples nationalement et socialement opprimés de Yougoslavie, et de l'autre, la bande hégémoniste grand-serbe.»

*

La solidarité du Comité des Organisations nationales-révolutionnaires des Balkans, avec le peuple monténégrin a été relevé dans un Appel «Pour la liberté et l'indépendance du Monténégro» lancé par ce Comité à l'occasion du 6 janvier. L'Appel relève les révoltes héroïques du peuple monténégrin contre le régime grand-serbe, en 1918 et 1921, jette un coup d'oeil rétrospectif sur la liberté et l'indépendance millénaire du Monténégro, et souligne les terribles tortures, meurtres et dévastations que le Monténégro a eu à subir sous la soldatesque et la police serbes. L'Appel constate l'échec complet des efforts de la dictature pour trouver un appui en le Monténégro et stigmatise la tentative de Belgrade d'inscèner une comédie judiciaire avec les meurtriers des combattants monténégrins émérites:

«Après les vaines tentatives d'attirer vers elle les Monténégrins honnêtes, la dictature mit en scène le procès contre les meurtriers du commandeur Mijuchkovitch et de son cousin, soi-disant pour effacer les taches du crime perpétré contre le peuple monténégrin. Ces mêmes gens qui ont ordonné l'assassinat de Mijuchkovitch et récompensé les meurtriers, tiennent maintenant cour de justice contre ces mêmes meurtriers! Le commandant Kalabitch, l'instrument des véritables meurtriers principaux, fut condamné à 18 ans d'exil. Il fut condamné juste comme Pounicha Ratchitch, le meurtrier des leaders du peuple croate: pour mener une vie seigneuriale dans des appartements privés, y recevoir les visites d'amis et de ministres, aller la nuit rendre visite à sa famille, fêter, dans la «prison», son anniversaire, ayant des ministres comme hôtes. Les meurtriers principaux, ceux de Belgrade, sont, eux, restés impunis. Par ce procès, ils ont essayé de cracher à la figure du peuple monténégrin. Et, après cette honteuse comédie judiciaire, des ministres, ignobles serviteurs de maîtres plus ignobles encore, se répartirent dans le Monténégro pour essayer de leurrer le peuple monténégrin, lui offrir les «bienfaits» de la dictature, lui sucrer le joug national.»

Puis, le Comité adresse dans son Appel au peuple monténégrin les suivantes déclarations de solidarité:

«Au pauvre et honnête peuple monténégrin, nous tendons, comme toujours, la main pour la lutte contre les tyrans de Belgrade. Le sort du peuple monténégrin est le sort commun de tous les peuples asservis de Yougoslavie et des Balkans, de nous tous. Aussi, notre lutte doit-elle être une lutte commune.

«Votre et notre tâche primordiale doit être aujourd'hui le rassemblement et l'organisation des masses laborieuses de nos peuples. Les masses laborieuses doivent entrer en lutte quotidienne contre les autorités, les agents et les laquais de la dictature, contre les percepteurs d'impôts, contre les fascistes grand-serbes, contre les usuriers et les banques. Ne payez pas d'impôts à la dictature! Masses laborieuses monténégrines, entrez en lutte pour du pain et de la terre! Ne vous laissez refouler par nulle persécution! Préparez-vous à la lutte décisive, à l'insurrection armée, ensemble avec les autres peuples asservis de Yougoslavie, ensemble avec les pauvres paysans et ouvriers serbes, pour le renversement de la dictature grand-serbe! Formez, du sein de vos honnêtes et laborieux combattants révolutionnaires, des comités de lutte qui vous guideront! Entrez dans le front uni des ouvriers révolutionnaires des Balkans, dont l'expérience et la direction révolutionnaires vous assureront la victoire. Travailleurs monténégrins, fils héroïques du Monténégro!»

Déclaration du Comité albanais de l'Emancipation Nationale sur l'attentat contre Zogou

Le Comité albanais de l'Emancipation Nationale après l'attentat de Vienne contre Ahmed Zogou, a publié dans son organ «Liria Combetare» une déclaration, dont nous donnons les passages principaux.

Le C. A. E. N. représente cet acte accompli par deux révolutionnaires albanais «comme l'explosion de la haine implacable que nourrit le peuple albanais contre le régime féodal-fasciste et le chef couronné de ce régime, devenu roi par la grâce et les millions de lires de Mussolini».

La déclaration décrit la misère qui sévit dans l'Albanie d'aujourd'hui «pendant que le Sultan d'Albanie . . . se promène par les grandes villes d'Europe et dépense l'argent de son peuple sans compter» . . .

«Une misère indescriptible sévit dans l'Albanie entière. La crise économique, qui s'aggrave avec un rythme effrayant, ruine les classes laborieuses du pays, réduit à la misère les paysans, les ouvriers, les artisans et les petits commerçants, sème partout l'indigence, la famine et la mort. L'impérialisme italien poursuit par tous les moyens la colonisation du pays: s'empare une à une de ses richesses, met la main sur l'administration civile et le commandement de l'armée, inonde le pays d'organismes fascistes. D'un côté les capitalistes italiens «achètent» les plaines fertiles du pays pour y installer des dizaines de milliers de colons, de l'autre les agents de Mussolini font creuser des tranchées en prévision de la guerre prochaine.

De leur côté les beys, sous le couvert de la «réforme agraire», se font délivrer les titres de propriété des terres qu'ils ont extorquées aux paysans, légalisent la servitude de celui-ci en lui criant qu'ils veulent le libérer. Les usuriers, les spéculateurs et les capitalistes, avec l'aide active du gouvernement, dépouillent le peuple travailleur de ses derniers sous. Les députés, les ministres, tous les hauts fonctionnaires du régime s'enrichissent à vue d'oeil aux dépens des deniers publics. Enfin, le sultan lui-même a ramassé, en trafiquant de la liberté de tout un peuple, des millions déposées dans les banques de Suisse et d'Angleterre.

A la vue de cette situation du peuple — dit la déclaration:

«Deux braves fils du peuple, deux révolutionnaires qui ont dédié toute leur vie à la lutte pour l'indépendance du pays, ont voulu mettre fin aux maux et souffrances du peuple en supprimant celui qui est à la tête du régime de sang et de famine, en ôtant la vie à Ahmed bey Zogou, roi des beys, des usuriers, des spéculateurs et des capitalistes.»

«Mais — observe la déclaration avec raison et suivant la conception révolutionnaire de la lutte nationale libératrice:

«La voie qu'ont choisie ces révolutionnaires sincères pour sauver le peuple albanais, n'est pas la nôtre. Nous comprenons bien les nobles mobiles qui ont armé la main de Aziz Cami et Ndok Gjeloši, nous respectons la bravoure et l'esprit de sacrifice dont ils ont fait preuve en s'exposant à une mort presque certaine, mais nous sommes convaincus que le peuple albanais ne peut être libéré en faisant disparaître l'un de ses bourreaux, même si ce bourreau s'appelle Ahmed bey Zogou. Le peuple albanais sera libéré seulement le jour où, les armes à la main, il renversera le régime qui le subjugué, en détruisant les bases mêmes de la domination des classes régnantes et en jetant à la mort les agents colonisateurs de Mussolini. Cette lourde tâche qu'a devant lui le peuple albanais ne peut être réalisée par des actes terroristes individuels si héroïques soient-ils, mais par la lutte révolutionnaire des masses, par la révolution qui soulève toutes les classes opprimées. C'est pourquoi le Comité albanais de l'Emancipation nationale n'a pas organisé et n'organise pas des attentats contre ses adversaires politiques.

Aucune déviation de cette voie, aucun espoir de secours de la part de n'importe quelle puissance impérialiste ne doit avoir le peuple albanais dans sa lutte libératrice. La déclaration le dit clairement et justement:

«Le peuple albanais range les impérialistes étrangers italiens, serbes et autres, parmi ses ennemis les plus dangereux et n'attend d'eux aucune aide dans la lutte pour sa libération.»

La Macédoine réunit toutes les conditions nécessaires pour former une nation; et, comme telle, libre de déterminer elle-même son sort, elle doit être, au lieu d'un motif de conflits, un ciment naturel entre les Etats qui l'entourent, et dont les intérêts économiques profonds sont si évidemment liés.

Marcel Willard (Enquête sur la Fédération Balkanique)

Bibliographie

G. Broydo: „La question nationale et coloniale“

(No. 1 de la bibliothèque «Affranchissement National», Sofia, 81 pages, prix: 20 levass).

L'affirmation: «Pas de pratique révolutionnaire sans de la théorie révolutionnaire» n'a certainement dans nul autre domaine plus de sens et de signification que dans celui de la question nationale. Non seulement parce que par la guerre mondiale et le développement de l'impérialisme d'après-guerre la question nationale est devenue l'un des anneaux décisifs de la chaîne du système capitaliste moderne, mais aussi à cause de son enchevêtrement avec les problèmes principaux de ce système. Les effets de cet enchevêtrement dans la politique et la pratique journalière de la domination capitaliste est frappante. Aussi, voyons-nous comment les organisations révolutionnaires de classe du prolétariat, actif avec soin, dans les années d'après-guerre, le travail théorique de la question nationale et, parallèlement, réservent au problème national une place décisive dans leur lutte quotidienne pour les masses et pour le pouvoir.

Plus impérieuse encore est la nécessité de la clarté de la théorie de la question nationale pour les mouvements et organisations nationaux-révolutionnaires eux-mêmes, et tout particulièrement pour ceux des Balkans. Dans nul autre secteur de l'impérialisme d'après-guerre la question nationale ne joue un rôle tellement net, et nulle part elle n'est aussi étroitement attachée à la domination de la bourgeoisie, qu'aux Balkans.

Il faut donc saluer bien chaleureusement le fait que dans un pays balkanique — en Bulgarie, qui est le noeud de jonction de trois questions nationales; macédonienne, thracienne et dobroudjanaise — on entreprend de fournir le matériel contribuant à l'examen théorique révolutionnaire de la question nationale. L'initiative en appartient au journal «Svobodna Dobroudja» (organisation de lutte de la gauche du mouvement des émigrants dobroudjanais), qui a commencé par la publication d'une bibliothèque «Affranchissement National». Trois numéros en ont paru jusqu'ici: G. Broydo «La question nationale hier et aujourd'hui», et Tchilikow «Théorie et pratique de la question nationale».

La bibliothèque «Affranchissement National» comble une lacune qui se faisait sentir bien préjudicialement dans le travail quotidien des éléments nationaux-révolutionnaires de gauche. La tâche que se pose cette bibliothèque, c'est de placer la question nationale sous un éclairage révolutionnaire scientifique-marxiste, pour faciliter ainsi la lutte contre le chauvinisme et le national-fascisme bulgare, macédonien, dobroudjanais et thracien.

L'ouvrage de G. Broydo est une introduction dans la théorie de la question nationale, sous considération des facteurs concrets les plus importants de son état actuel. Les 9 premières pages traitent la question de l'essence et de l'origine de la nation. Qu'est-ce en réalité qu'une nation? Les théoriciens bourgeois la définissent comme éternelle, continue, immuable. Au fond, la définition des théoriciens social-démocrates, avec Otto Bauer à leur tête, n'est point différente. Par application des méthodes de recherches des sciences positives et du marxisme non falsifié, G. Broydo caractérise par contre la nation comme un phénomène historique, un produit du développement de la société, une forme de l'organisation de la société, précisée par l'état donné des forces de production. Comme telle, la nation a son commencement et sa fin. «La nation, dit Broydo, représente une communauté de personnes, résultat de l'origine et du développement du capitalisme, et caractérisée par l'existence de certains rapports économiques et par la communauté du territoire, de la langue, de la «culture.» Ou: «La nation naît et se constitue là, lorsque et tant que le capitalisme naît et se développe. «Mais, qui est le porteur du capitalisme? La bourgeoisie. Il s'ensuit donc qu'avec le renversement de la bourgeoisie et la destruction du capitalisme, la nation cessera elle aussi d'exister.

Après ces constatations fondamentales, G. Broydo passe à l'examen concret du développement de la question nationale. Trois périodes principales y doivent être retenues: 1. la période de la formation et du développement de la société capitaliste et de la nation — c'est-à-dire: la question nationale dans l'époque pré-impérialiste; 2. la période de l'impérialisme — la désagrégation de la société capitaliste, lorsque la nation se place comme telle en opposition contre les intérêts de l'économie mondiale (ce n'est plus l'économie nationale); 3. la période de la dictature du prolétariat, et du pouvoir soviétique, la forme de cette dictature.

La première période, la période pré-impérialiste, est caractérisée par la lutte de la bourgeoisie, classe croissante, qui entre dans la scène historique contre le féodalisme — pour la création d'une nation intérieurement unie, organisée en un Etat territorialement uni, (contrairement au morcellement féodal). C'est dans cette première phase de cette période que la bourgeoisie, donc la nation aussi, jouaient un rôle révolutionnaire objectif. Par la modification des conditions des classes au sein de la société bourgeoise-capitaliste, par l'entrée du «quart-état», de la classe ouvrière, sur la scène historique, vint la seconde phase de cette période. Dans cette phase, la question nationale est déjà employée comme une arme de la lutte de classe de la bourgeoisie contre le prolétariat et utilisée pour troubler les contradictions de classe. La bourgeoisie encourage la haine

nationale et poursuit la politique de l'effritement du prolétariat de tous les pays et de toutes les nations, en excitant les prolétaires d'une nation contre les prolétaires de l'autre. Broydo traite cette politique (nationalisme, antisémitisme, la phrase de «l'Etat national», etc.), dans toutes ses formes et tous ses effets concrets.

La deuxième période, celle de l'impérialisme, est la période du renversement des barrières nationales, c'est-à-dire de la destruction de tous ces principes nationaux sur lesquels a été édifié l'Etat capitaliste moderne après le renversement du féodalisme. Cette période est caractérisée par le fait que la nation, en tant qu'organisation de la société, est déjà devenue un obstacle au développement des forces de production dans l'époque de l'impérialisme, l'économie ayant déjà pris une proportion mondiale. Par le développement de l'impérialisme, les nations perdent de plus en plus leur indépendance, elles deviennent des vassales des grandes puissances capitalistes, elles sont sacrifiées sur l'autel des débouchés mondiaux. Et c'est ainsi que naît la question coloniale. Broydo fait la définition suivante: «La question nationale est une question de relations entre les nationalités à l'intérieur d'un Etat donné, tandis que la question coloniale est une question de relations entre les Etats.» Ou: «La question coloniale, c'est la question nationale sur une échelle mondiale.» La politique coloniale de la bourgeoisie n'est que l'extension et l'intensification de sa politique nationale à l'époque du capital financier.

Après un court éclaircissement de ce que la politique du prolétariat devra être dans la question nationale et coloniale, G. Broydo s'occupe, dans la troisième partie de son ouvrage, de la solution pratique de la question nationale dans l'Union Soviétique, c'est-à-dire par la dictature du prolétariat. Les précisions concrètes dans cette partie de l'oeuvre méritent l'attention toute particulière de tous les combattants nationaux-révolutionnaires. La grande Révolution russe redonna aux nationalités subjuguées et opprimées par le tsarisme leur liberté et indépendance nationale, culturelle et politique — c'est là le plus grand progrès du XX. siècle.

Une annexe contient le programme et quelques résolutions du parti communiste de l'Union Soviétique sur la question nationale, et une carte avec indication des centaines de nationalités de l'Union Soviétique y est aussi jointe.

Bref, la brochure de Broydo est une contribution excessivement utile à la lutte pour l'affranchissement national des peuples opprimés, parce qu'elle aide à préciser plus encore une ligne idéologique claire et nette; nous la recommandons donc le plus chaleureusement.

S. Serow

La Fédération Balkanique

(Origine, développement et perspectives actuelles par D. Micheff et Boris P. Petkoff)

Les deux auteurs nommés plus haut ont édité à Sofia, l'an dernier en langue française «la Fédération Balkanique». Les auteurs y traitent l'idée de la Fédération Balkanique et montre les voies de sa réalisation. Le prétexte pour écrire cette brochure leur a été donné par la résolution votée par le 27e Congrès international pour la Paix, tenu à Athènes au mois d'octobre 1929, où a été donné le mandat au Bureau international pour la Paix de convoquer des Conférences balkaniques afin de s'occuper de la solution du problème balkanique. Après avoir passé une revue des différentes phases de l'idée pour un rapprochement balkanique, les auteurs de la brochure donnent des considérations économiques, financières et politiques, pour montrer la nécessité de la création d'une Fédération Balkanique.

Quelle Fédération proposent donc les auteurs? La même que celle envisagée à Athènes et à Belgrade — union entre les Etats balkaniques actuels en y ajoutant qu'on doit faire appliquer les clauses sur les Minorités bulgares en Yougoslavie, Grèce et Roumanie. Une fois ces clauses appliquées, pensent les auteurs, les régimes actuels balkaniques peuvent se donner la main, se garantir réciproquement. La réalisation de la Fédération, disent-ils, doit passer par quelques phases: «La 1-ère sera, sans doute, celle des accords préliminaires de caractère technique et économique. La 2-ème, beaucoup plus importante, comprendra la formation d'une union douanière. Comme conséquence logique de cette dernière viendra la Fédération des Etats balkaniques».

Voilà comment les auteurs comprennent le mot d'ordre de la Fédération Balkanique et les voies de sa réalisation. En réalité, il serait plus juste d'intituler cette brochure «l'Union du Fascisme Balkanique» au lieu de la Fédération Balkanique. Cela parce que la véritable Fédération Balkanique, la Fédération des Républiques populaires des Balkans, n'a rien de commun avec les régimes actuels balkaniques, régimes de l'oppression nationale, politique et économique. Au contraire: elle suppose, comme première condition l'abolition de ces régimes. La réalisation de cette Fédération ne sera pas l'oeuvre des Conférences et marchandages des oppresseurs et de leurs agents, mais au contraire — le résultat des efforts révolutionnaires des peuples opprimés des Balkans.

A. K.

Albanie

Crise économique et banqueroute financière

D'après les statistiques officielles, pendant la période de 1925 à 1929 les importations ont augmenté de 21,8 à 38,6 millions de frs. or, tandis que les exportations sont tombées de 17,1 à 15 millions de frs. or. Le déficit de la balance commerciale a atteint en 1929 le chiffre *relativement* énorme de 23,6 millions de frs. or, tandis qu'il n'était que de 4,7 millions de frs. or. Il faut encore tenir compte du fait qu'en 1925 les envois d'argent des émigrants albanais installés à l'étranger (surtout en Amérique) atteignaient de 5 à 7 millions de frs. or, tandis qu'actuellement cette somme est considérablement diminuée. Ainsi les valeurs quittent le pays sans retour équivalent; l'économie nationale s'anémie de plus en plus; l'agriculture, principale branche de la production, se dégrade avec une effrayante rapidité. Comme résultat nous avons ce fait déconcertant que l'Albanie, pays essentiellement agricole, ne produit pas suffisamment de pain pour nourrir son million d'habitants. Les importations de blé et de maïs ont atteint en 1929 — 5.093.000 frs. or; elles n'étaient en 1925 que de 787.000 frs. or. Il faut tenir compte de ce qu'en 1925 il y avait eu une exportation de céréales compensatrice des quantités importées.

Le budget de l'Etat, qui était de 17 millions de frs. or en 1925 a atteint 32 millions de frs. or. Les $\frac{2}{3}$ des revenus de l'Etat sont représentés par les impôts indirects (douanes, monopoles) et la dime, qui pèsent lourdement sur les paysans, les petits producteurs et les ouvriers.

Presque tout le budget est représenté par des dépenses improductives: 3 millions pour la cour royale (Ahmed Zogou et sa bande) 15 millions pour l'armée et la gendarmerie, le reste pour l'appareil de l'Etat, tandis que pour le développement de l'agriculture il a été alloué la somme dérisoire de 411.240 frs. or, sur 32.000.000 que représentent tout le budget de l'Etat.

L'appauvrissement des masses est tellement grand que malgré tous les moyens de terreur et de repression, on n'a pas pu extorquer au peuple travailleur les 32.000.000 inscrits sur le budget de 1930. Le déficit était tellement considérable que même les journaux du régime ont été obligé d'en parler. Cependant, les millions destinés à la cour et à l'armée restent complets. Les conséquences du déficit budgétaire retombent lourdement sur les petits fonctionnaires qui restent plusieurs mois sans toucher d'émoluments.

«Pénétration pacifique italienne»

Le dictateur Mussolini qui jusqu'ici a bouché les trous du budget albanais, surveille de près son vassal de Tirana au bord de la banqueroute pour lui arracher de nouvelles concessions. On parle déjà d'un nouvel emprunt que l'Italie fasciste souscrirait à «sa petite alliée» pour renflouer le régime féodal-fasciste d'Ahmed Zogou. La rançon de ce nouvel emprunt sera l'installation de colons italiens dans les plaines fertiles de l'Albanie. Déjà d'après la loi sur la réforme agraire on a réservé les meilleures terres appartenant à l'Etat dans la plaine de la Mousakià, soi-disant pour y exécuter des travaux de bonification en vue d'une culture rationnelle. En réalité ces terrains sont réservés à l'installation des colons italiens.

Ainsi l'Italie fasciste, par sa politique de «pénétration économique» a conduit l'Albanie au bord de l'abîme. Mussolini, après avoir dicté à son vassal Zogou une politique ruineuse pour l'économie du pays, veut profiter du désarroi de ce dernier pour achever de transformer l'Albanie en une colonie de l'impérialisme italien.

Bulgarie

Le chômage

augmente de plus en plus. Voici quelques chiffres, indiquant en pourcentages ce qui, de la main d'oeuvre employée dans quelques entreprises, en 1929, reste encore embauchée en janvier 1931:

Dans l'industrie métallurgique: «Lava» — 50%; «Orel» — 50%; «Chaudières à vapeur» — 45%; «Fabrique d'Etat de voitures» — 11.5%.

Dans l'industrie du cuir: «Apis» — 60%; «Coopérative Progrès» — 45%; «Boxcalf» — 45%; «Friemann» — 20%.

Dans l'industrie du sucre: «Balkan» — 75%; «Peew» — 75%; «Gjondow» — 50%.

Du 15 novembre au 15 décembre 1930, l'industrie du tabac a licencié 2600 ouvriers.

Dans l'industrie de l'habillement, les 45% des ouvriers chôment; dans l'industrie du bois — les 32%; dans l'industrie du meuble — les 75%.

Les salaires ont diminué, depuis 1929: dans l'industrie textile, de 30—40 levas par jour; dans le cuir, de 40—70 levas; dans la métallurgie, de 20—80 levas; dans le tabac, de 30—65 levas; dans les petites entreprises: de 30—80 levas.

Le Parti Ouvrier, en présence de ce chômage toujours croissant, a élaboré un

projet de loi d'une assistance hebdomadaire aux sans-travail, par l'Etat. Mais, ce projet n'a recueilli, en dehors des signatures de la fraction parlementaire du P. O., que celles de 15 députés du Parti Paysan.

Le P. O. fit encore demander, par ses conseillers généraux à la commune de Sofia, une assistance aux ouvriers en grève de la fabrique de meubles «Mome-lin», l'affectation d'une somme de 80.000 levas pour la construction d'un abattoir afin de procurer en premier lieu du travail aux chômeurs, la cessation de la démolition des baraques qui servaient jusqu'ici d'asiles aux sans-gîte, la construction de logements communaux hygiéniques pour les familles indigentes. Mais toutes ces demandes ont été brutalement rejetées par la majorité bourgeoise, et le député ouvrier Assen Boyadjieff a été même frappé et blessé.

Traites protestées

En 1929, il y eut 318.770 traites de protestées, d'un montant total de 1.781.879.000 levas, en 1930 ces chiffres s'élevèrent à 431.703 traites, d'ensemble 2.029.633.000 levas.

La misère des sans-travail de Sofia

les a poussés à une démonstration devant l'Hôtel de Ville, pour exiger du maire de la ville le vote du crédit de 100 millions de levas demandé par la fraction communale du Parti Ouvrier. Les démonstrants parvinrent à pénétrer dans les bureaux, à y tenir des discours et à distribuer des feuilles volantes. La police, accourue à pied et à cheval, se heurta à la résistance énergique des sans-travail, particulièrement des femmes, «des mères éplorées qui criaient leur faim et celle de leurs enfants avec une haine farouche», ainsi que l'écrit même le journal bourgeois «Znamé».

Une réduction des traitements des fonctionnaires,

de 10%, pour les mois de janvier, février et mars a été décrétée par loi spéciale. Les réductions pour les mois suivants sera réglée par le budget de l'exercice 1931/1932. De plus, les employés d'Etat devront dorénavant pourvoir eux-mêmes aux frais de leurs habillements de service. D'autre part, cependant, un budget supplémentaire a été présenté au Parlement, indiquant une somme de 600.000 levas pour une nouvelle automobile pour le ministre des Affaires Etrangères, une somme de 3½ millions de levas pour la réception du couple royal, et une somme de 10 millions de levas comme présent à la reine..., ce qui a causé une violente indignation générale.

La situation financière du pays

Le «Nezavissimost» souligne, dans un article, combien le crédit de l'Etat bulgare diminue continuellement, et relève les précisions suivantes:

À la Bourse de Paris; l'emprunt bulgare 5% de 1902 cotait, le 27 novembre dernier: 3637, et le 19 décembre dernier: 3142; l'emprunt 5% de 1904, aux mêmes dates: 3675 et 3278; et l'emprunt 4½% de 1906, toujours aux mêmes dates: 3244 et 2814; et à la Bourse de Zürich: l'emprunt bulgare 4½% de 1917: toujours aux dates susindiquées: 2221 et 1890.

Il y eut donc, dans un espace de 3 semaines, une perte de 331—495 points.

Dans un récent discours, l'économiste bien connu N. Sakarow dit, entre autres: «la politique de nos politiciens consiste, avant tout, à payer les réparations afin de s'assurer la faveur des facteurs compétents de la Société des Nations, sans du tout prendre en considération l'effondrement de tout le pays. Encore un emprunt — et, dans un an, le pays sera déclaré en banqueroute et placé sous contrôle étranger.»

Mouvement ouvrier contre la guerre

Un groupe d'ouvriers demande dans l'«Echo», le quotidien indépendant de Sofia, de boycotter les journaux «Zora» et «Svobodna Retch» dont les articles sont des excitations à la guerre. Un autre groupe d'ouvriers métallurgiques de Roussé demande, toujours dans l'«Echo», la constitution d'un section bulgare de l'«Union des Amis de l'Union Soviétique», pour s'opposer efficacement au danger de guerre.

Depuis décembre dernier, deux nouvelles périodiques paraissent à Sofia: la revue satyrique «Dumping», et la revue «Le front ouvrier juif».

La misère à la campagne

Les deux dernières années, la grêle avait presque complètement détruit les vignes, et dans les contrées où les paysans ne vivaient que de leurs vignobles, ils sont réduits à une noire misère. Et cependant de lourds impôts, et, en cas de non paiement, de lourdes amendes, leur sont toujours encore imposés. La Banque Agricole, loin de leur accorder de nouveaux crédits, fait même saisir leurs biens pour des dettes anciennes, le percepteur vient leur enlever leur bétail, et ainsi, la faim et la tuberculose sont venues s'abattre sur le village bulgare et déciment la population paysanne.

Les demandes des paysans

Les habitants du village Kojevtsi (arrondissement Sevlievo) ont convoqué une réunion de village où les paysans sans différence de parti ont adopté une résolu-

tion, dans laquelle ils disent que la situation des masses travailleurs est intenable et demandent :

La suppression de l'impôt foncier; imposition du fardeau principal des impôts sur la classe possédante; suppression des impôts numériques sur le vin et l'eau de vie et leur remplacement par un impôt stable sur le cep de vigne. Importante taxation sur les usines de boissons alcooliques; suppression de la surtaxe de 20% pour le non-paiement au terme des impôts; le taux d'intérêt ne devra pas dépasser 8%. Réduction des budgets de l'Etat, des communes et départements; dissolution des carbels industriels etc.; *Campagne contre le mouvement national-révolutionnaire.*

La démission du Ministre de la Guerre

Le Ministre de la Guerre général Bakardjief a démissionné le 30. Janvier 1931. Comme successeur fut nommé le chef de la gendarmerie Kissjoff. Bakardjief prend l'office de chef d'état major.

Les mutations opérées ces mêmes temps des chefs de l'armée et de ceux de la gendarmerie sont une conséquence directe de l'affaire connue d'espionnage, et l'essence politique de cette affaire est la lutte des différents groupements au camp fasciste pour la domination de l'armée. Comme on le sait, on arrêta en automne de l'année passée le lieutenant Alexijew (aide de camp du commandant de la garnison de Sofia) et colonel Marinopolsky (de la garnison de Roussé) parcequ'ils avaient donné à un agent yougoslave, au cheminot Andrejew des matériaux sur la situation interne de l'armée bulgare et sur les relations de l'armée avec l'organisation macédonienne révolutionnaire fasciste (ORIM fasciste).

Les soi-disants »facteurs irresponsables« les agents assassins de l'ORIM fasciste s'imposèrent avec les militaires comme juges dans cette affaire; ils enlevèrent Alexijew qu'ils transportèrent dans leur repaire (la contrée frontrière de Kustendil), ils le soumièrent à un interrogatoire avec tortures. Peu de temps après le colonel Marinopolsky se suicida dans sa cellule par la pendaison! — Alors la revue »Zwéno«, autour de laquelle se groupent les cercles de Tsankoff et les cercles gouvernementaux ouvertement fascistes, se présentait avec l'accusation, que Marinopolsky ne s'était pas suicidé, mais que les »irresponsables« l'avaient par ordres supérieurs assassiné et que toute cette affaire était mise en scène par certains milieux compétents, pour être nuisible à quelques officiers actifs, qui sont partisans de l'aile oppositionnelle de l'armée.

On doit encore ajouter, que les milieux de »Zwéno« mêmes et spécialement l'aile de Tsankoff s'efforcent de se créer une rampe d'assaut parmi les militaires actives et qu'ils utilisent l'affaire »d'espionnage«

comme tremplin pour pénétrer dans l'armée.

Un discours du bourreau Tsankoff

Le Ministre de l'instruction publique le boucher de masses Tsankoff, qui a laissé assassiner des milliers et des milliers d'ouvriers et paysans bulgares et des Macédoniens nationaux-révolutionnaires, a tenu un discours sur »la Démocratie dans la vie publique«. Son discours était un essai de motiver »scientifiquement« le fascisme bulgare. — Le discours de Tsankoff devrait montrer une issue de la banqueroute du fascisme. Le capitalisme doit rester. — Il a seulement besoin d'une »transformation«. La bourgeoisie doit être mise de nouveau sur pieds par une application intelligente des notions démocratie et libéralisme.

Mais se serait la tâche du »Chef«. Tsankoff a fini par une louange à »la Monarchie constitutionnelle« l'alliée et bouclier du fascisme en Bulgarie.

Épargnes budgétaires aux frais des employés

La presse gouvernementale bulgare annonce triomphant, que le budget élaboré pour l'année 1931/1932 prévoit 500 millions de levass de moins de dépenses que le budget de 1930/1931. — Ces épargnes seront réalisées seulement aux frais des employés d'Etat et des communes. — Leurs salaires seront »réglés« en prenant comme base les salaires d'avant-guerre de 1911 et multipliés par 18, 19 et 21 (cependant que le leva papier vaut seulement $\frac{1}{30}$ ème de sa valeur d'avant guerre). — Cela peut dire une réduction des salaires présents de 10% en moyenne.

Pour l'envoi d'une délégation ouvrière en URSS.

Le »Rabotnitchesko delo« publie la lettre suivante de Plovdiv: Dans notre ville le chômage a pris une tendue géante. Plus de 15.000 ouvriers sont jetés sur le pavé; nous sommes vêtus de haillons et nous avons faim. On parle très souvent de l'URSS. La bourgeoisie affirme que là bas tout est en décadence. Mais beaucoup plus fréquents sont les cas, où les ouvriers et les bourgeois disent, que là-bas on fait des progrès.

Déjà depuis longtemps la Bulgarie ouvrière et paysanne veut envoyer une délégation, mais jusqu'aujourd'hui on n'a rien fait. Maintenant que nous sommes écrasés par le chômage et la misère, le désir de voir les acquisitions des ouvriers et paysans russes est encore plus brûlant. — Nous demandons la formation et l'envoi d'une telle délégation; à bas la guerre, que les impérialistes préparent contre l'URSS. »Ouvriers de l'industrie des tabacs sans travail«

Dobroudja

Arrestation du Dr. Vitcheff

Après l'assassinat du secrétaire de l'organisation locale de l'Union des jeunesses de Dobroudja G. Petroff, le national fascisme bulgare a levé la main pour un autre coup contre le mouvement libérateur national-révolutionnaire. — Le Président du Comité d'action central de la Dobroudja et Rédacteur en chef du journal »La Dobroudja libre« Dr. P. Vitcheff a été arrêté le 4 février 1931. Contre lui on a porté l'accusation de »haute trahison« d'après la loi de défense de l'Etat. Ceci, pour l'édition du livre »La question nationale hier et aujourd'hui«, et la brochure de Broydo »La question nationale et coloniale«. Ces deux livres ont été publiés par la bibliothèque, la »Libération nationale« il y a environ une année. A cette occasion la section bulgare de la Ligue contre l'impérialisme à Sofia a publié la protestation suivante:

A Monsieur le ministre de l'intérieur, Sofia.

Le 4 février 1923 a été arrêté, d'après la loi de défense de l'Etat (art. 6 et 19) et enfermé dans la prison centrale de Sofia, le président de la Ligue contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale, rédacteur du journal »Svobodna Dobroudja«, publiciste et révolutionnaire dobroudjanais bien connu, Dr. P. Vitcheff. Son crime, c'est l'édition du livre populaire: »La Question coloniale et nationale«, par Broydo. Ce livre est déjà depuis une année environ en circulation. Avant son édition il a été demandé en plusieurs exemplaires par la Direction de la police, contrôlé et permis; d'ailleurs avec juste raison, parce qu'aucune loi ne peut poursuivre les idées. D'après l'auteur, les peuples coloniaux et opprimés doivent mener une lutte révolutionnaire pour leur libération.

Maintenant, cependant, on trouve ces idées punissables et on poursuit le Dr. Vitcheff.

Cela ne signifie-t-il pas que le Gouvernement bulgare, en harmonie avec le Gouvernement roumain, déclare comme criminelle la lutte du peuple dobroudjanais contre le traité de »paix« de Neuilly?

Cela ne signifie-t-il pas qu'en Bulgarie, d'après la loi de défense de l'Etat, on poursuit aussi bien les actes que les idées mêmes?

Le Comité central de la Ligue contre l'impérialisme bulgare proteste le plus énergiquement contre l'arbitraire vis-à-vis du peuple dobroudjanais et du citoyen bulgare, en exigeant la libération immédiate du Dr. Vitcheff.

A bas les mains devant les mouvements nationaux révolutionnaires de Thrace et de Dobroudja. A bas la politique honteuse

de nos »patriotes«, pratiquée contre les intérêts du peuple dobroudjanais, macédonien, thracien, bulgare. A bas la loi de défense de l'Etat! Vive la lutte libératrice des peuples et classes opprimés qui sont opprimés et exploités par nos impérialistes et par les impérialistes étrangers.

Pour le comité central bulgare de la ligue contre l'impérialisme.

Th. D. Pavloff

Au président du Conseil des ministres Liaptcheff,

Sofia.

Nous sommes informés, que le Dobroudjanais Dr. Vitcheff, journaliste internationalement connu et combattant pour la liberté nationale a été arrêté illégalement à cause d'un livre propagé avant une année. Nous condamnons les persécutions des idées en Bulgarie et demandons sa libération immédiate.

Union »Libres Balkans«, Berlin

De pareils télégrammes de protestation, adressés au Gouvernement bulgare, ont été envoyés par les Sections Genèveise et Parisienne de la même association »Libres Balkans«, plusieurs groupements de Dobroudjanais à l'étranger, etc. Plusieurs publications sont également parues à ce sujet dans la presse européenne. De même les députés ouvriers au Sobranié Kalaidjieff et Petkoff ont interpellé le Ministre de l'Intérieur au sujet de cet acte arbitraire en protestant contre les agissements de la police fasciste.

La situation en Dobroudja

En réponse à l'activité croissante des masses travailleuses nationalement et socialement opprimées et de leurs organisations de lutte, le gouvernement fasciste roumain a considérablement renforcé la terreur.

Le 24 janvier, jour de l'anniversaire de l'annexion de la Bessarabie, les masses travailleuses de Dobroudja, manifestèrent leur solidarité avec les masses bessarabiennes nationalement opprimées. L'Organisation Dobroudjanaise Révolutionnaire (DRO) a distribué une grande quantité de manifestes illégaux dans lesquels on donnait le mot d'ordre du front uni de toutes les nationalités opprimées en Roumanie. La Sigourantza bien connue a répondu par des arrestations en masse. Rien qu'à Bazardjik (Dobritch) furent arrêtées 20 personnes, parmi lesquelles K. Stéfanoff, S. Bliznakoff, Krosneff (ce dernier rédacteur du journal interdit dobroudjanais Narodn Glas), M. Stantcheff, etc. Après avoir été maltraités et torturés par la police pour leur arracher »des aveux«, les arrêtés furent relâchés.

*

Les écoliers du gymnase bulgare de Bazardjik — Popoff et Slavoff, ont été arrêtés le 5 février dernier, pour avoir reçu des publications du parti légal ouvrier

bulgare. La police a ensuite procédé à 25 nouvelles arrestations d'écoliers prétendant avoir découvert une «conspiration». Après les avoir maltraités et transportés d'une ville dans l'autre pendant cinq jours, les écoliers ont été libérés à l'exception de deux qui eut été accusés d'avoir signé une «déclaration», qui donnera, peut-être, dit la police, prétexte à l'ouverture d'un procès contre eux.

Le 21 février on a opéré des arrestations en masse dans les villes de Bazardjik, Constantza, et dans différents villages de cette région. On voulait monter de grands procès contre les arrêtés; les méthodes d'inquisition sont employées avec toutes leurs violences. L'état dans lequel se trouve l'écolier G. Pétroff, arrêté le 23 février en est la preuve accablante. Il a été si cruellement battu qu'il a dû «avouer» des choses dont il ne savait absolument rien.

Toute la Dobroudja se trouve en état de siège, on procède à des razzias dans les rues et dans les cafés. Toute personne qui ne peut se légitimer de suite, est arrêtée.

Le nombre des *chômeurs*, s'élève actuellement à 30.000, nombre qui augmente chaque jour. Plusieurs entreprises restreignent le nombre de leur personnel, un grand nombre de fonctionnaires sont congédiés, nombreux sont les ouvriers agricoles restés sans travail. Le procès d'appauvrissement des larges masses travailleuses s'accélère par la politique de dénationalisation et colonisation brutal, pratiquée par la bourgeoisie roumaine.

L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise, mène une lutte sans merci contre cette politique d'appauvrissement et d'oppression des masses travailleuses. Les manifestes et les feuilles volantes qu'elle publie sont distribués en grand nombre dans toutes les villes et villages.

Grèce

Condamnations pour solidarité avec les ouvriers yougoslaves et polonais

Au mois de février parurent devant le tribunal plusieurs communistes qui dans l'organe du parti communiste grecque »Rizospastis« ont publié des articles contre la terreur en Yougoslavie et Pologne. Comme témoins à charge figuraient le Ministre de l'extérieur Michalakopoulos et deux agents de police.

Les inculpés déclarèrent entre autre devant le tribunal: »Les articles de »Rizospastis« contre Alexandre de Yougoslavie font le bilan de deux années de la dictature. Ce bilan nous montre des crimes qui ont été commis là contre les masses travailleuses et les peuples opprimés. La même chose se passe en Pologne. Les ouvriers arrêtés sont cruellement torturés, les femmes violées; on leur enfonce des

bâtons de bois et de fer dans les génitales. Nous communistes nous voulons faire notre devoir en devouant tout cela devant les ouvriers grecs; nous voulons les appeler à soutenir les ouvriers yougoslaves et polonais. Nous tenons encore à souligner qu'au moyen de ces actes de terreur ou escompte le demembrement du avancement révolutionnaire et la préparation de la guerre contre l'Union des Sovjets...

L'inculpation élevée contre nous est un acte politique du gouvernement Vénizélos. Le ministre Michalakopoulos n'ose pas venir devant ce tribunal parceque nous allons le démasquer et montrer quels intérêts il soutient. D'accord avec Vénizélos, ils défendent les dictatures parce qu'ils sont eux aussi des dictateurs... Eux aussi veulent préposer la guerre contre l'union des soviets comme le font Alexandre et Pilsudski...

Le tribunal condamna les quatres inculpés grecs à 21 mois de prison et aux paiements de 628.000 drachmes (circa 35.000 R. M.). Au surplus l'imprimeur du »Rizospastis« fut condamné à 29.500 drachmes d'amende.

La réduction des fonctionnaire d'Etat — La suppression du droit d'organisation

Le gouvernement de Vénizélos n'a non seulement pas tenu la parole donnée aux fonctionnaires — question d'amélioration de leur existence — mais il a diminué leur salaires de 6% — pour »remédier à la crise des finances«.

Le gouvernement prépare aussi de nouvelles mesures d'ordre fasciste concernant les fonctionnaires d'Etat, c'est à dire: la nouvelle loi qui interdit les organisations syndicales des fonctionnaires.

Même pendant les inondations — les percepteurs encaissent

La crise des finances d'Etat est caractérisée par le fait que les percepteurs d'impôts parcourèrent les villages de Thessalie dévastés par les inondations et séquestrèrent les biens des débiteurs des impôts. Dans le village Zarko qui était inondé les percepteurs entrèrent par force dans les maisons des paysans et emportèrent les meubles et les derniers restes des produits pour le paiement des impôts. Dans le village de Bergeri recouvert par les eaux, les percepteurs vinrent même par le canal, entrèrent dans les maisons et enlevèrent les biens aux paysans.

Macédoine

En Macédoine sous le joug serbe

Assassinats politiques:

Le 6 janvier 1931 a été tué dans le village de Poltchitché, (arrondissement de Prilep), le paysan K. Binoff. L'assassin est resté inconnu.

Le 11 de ce même mois dans la ville de Stroumitza, l'avocat I. Tchilimanoff a été grièvement blessé. L'agresseur est resté introuvable.

Le 28 on a découvert dans les environs de la ville de Velès le cadavre d'un jeune homme dont l'identité est restée inconnue.

Pillages:

Le commandant de réserve de l'armée serbe V. Radoïkovitch a été condamné à cinq mois de prison pour avoir détourné 92 fois des fonds, profitant de sa qualité de haut fonctionnaire de la ville de Skopje.

On a découvert une grosse affaire de corruption dans le service financier de la ville de Débar. D'après les journaux de Belgrade, la population de cette ville s'est plainte d'avoir payé deux fois les mêmes impôts. La première révision faite n'a donné aucun résultat. L'indignation de la population augmentant, on a été obligé de procéder à une nouvelle révision. Cette dernière a fait connaître que les deux hauts fonctionnaires: R. Jankovitch et V. Velkovitch avaient détourné plus d'un demi million de dinars, représentant le montant du double impôt extorqué à la population. En réalité, il s'agit d'un système de corruption dont est victime la population macédonienne.

L'organisation des fascistes panserbes en Macédoine

Les dictateurs de Belgrade s'aperçoivent que la serbisation de la Macédoine malgré toute la terreur, ne marche par du tout. Ils essayent maintenant de corrompre la jeunesse et d'en former une milice fasciste sous le nom de «la jeunesse yougoslave». Le 11 janvier ils ont convoqué une réunion pour constituer cette organisation, qui se trouve sous le patronat des chefs de la police et de la Défense Nationale (organisation fasciste panserbe qui mène la propagande et organise les attentats dans les territoires des autres pays voisins). Le banus Jika Lazitch fut nommé Président d'honneur à cette réunion; il a communiqué par un télégramme au roi que cette organisation sera «l'appui du régime» et qu'elle «éveillera la conscience du peuple macédonien pour la création d'une grande nation yougoslave».

Il est significatif que les bourreaux de Belgrade changent de tactique pour entraver le mouvement national-révolutionnaire du peuple macédonien. C'est en vain qu'ils ont organisé les contre-tchetas panserbes pour anéantir les organisations nationales-révolutionnaires, et c'est encore en vain que ces organisations fascistes où se rengent seulement les fils des fonctionnaires et colons serbes immigrés et des agents payés par le régime se sont formées.

L'Etat vole des milliards aux Macédoniens sur le tabac

La production du tabac en Macédoine s'élève à 7.200.000 kgr. Ce tabac est vendu obligatoirement au monopole d'Etat au prix moyen de 20 din. par kilogr. Le monopole d'Etat le vend au prix moyen de 300 din. par kilogr. De cette manière on vole aux Macédoniens près d'un milliards et demi de dinars chaque année.

Le journaliste serbe bien connu G. Borovitch, a publié un article dans le journal «Politika» sous le titre «Kotchansko Polé», dans lequel il souligne d'après la statistique officielle que sur la plaine de Kotchani, on a produit depuis 1922 jusqu'à 1929 4.162.575 kgr. de tabac, vendus pour la somme de 80.241.183 din. — c'est à dire 19,27 din. le kilogr. Constatant — d'après le journal gouvernemental «Pravda» de Belgrade — que la production d'un kilogr. de tabac coûte au producteur 28 din., on voit que non seulement la population n'a par réalisé de gain, mais elle a perdu une somme d'a peu près 40.000.000 de din.; cette somme est rentrée dans la caisse du monopole du tabac serbe.

Les élections à Salonique

Les résultats des dernières élections de Salonique ont donné les preuves éclatantes d'une orientation de gauche des masses, comme réponse à la crise qui les étouffe.

Le parti libéral de Vénizélos avait eu à Salonique en août 1928 — 63% des voix; en avril 1929 (aux élections sénatoriales) 58% et cette fois-ci 39%. Le parti communiste est passé troisième à Salonique par le nombre des voix. Dans le district entier il a triplé ses voix en comparaison avec les élections de 1929.

Dans le camp des fascistes macédoniens

Les assassinats politiques entre les deux clans des fascistes macédoniens continuent. Après l'assassinat du protoguéroviste bien connu — N. Tomalewsky — quelques uns des hommes des deux clans ont encore été tués, malgré que la commission pour l'enquête entre ces deux clans, siégeait pendant ce temps.

Le 13 janvier ont été tués dans le cabaret «Moulin rouge» de Sofia, par les hommes de Michailoff — les partisans de Protoguéroff: T. Mariovtchéto et N. Boudakoff; les assassins ont réussi à s'enfuir.

Le 25 janvier a disparu sans laisser de traces de la ville de Névrokop, l'ancien professeur de pédagogie, I. Stoyanoff. Le fait s'est produit après une réunion organisée par lui même, dans laquelle, il critiquait les pillages des Komitadjis. Il est clair que sa disparition signifie la mort de cet homme.

Le 8 février écoulé a été tué à Sofia l'un des aides de camp de Michailoff des plus connus — I. Guiourkoff. Les assassins

sont des partisans du groupe de Protoguéroff. Ils ont déclaré à la police, qu'ils ont commis ce meurtre sur l'ordre du Comité Central de leur organisation. La «représentation étrangère» de cette organisation a cependant démenti cette affirmation. Il est possible que cette «représentation étrangère» n'ait pas donné d'ordre pour cet assassinat — ce qui signifierait que les membres de cette «organisation», agissent par leur propre initiative, indépendamment de la direction de leur «organisation».

Quelques jours plus tard, les partisans de Michailoff ont enlevé de sa maison le membre du Comité Central du groupement de Protoguéroff — G. P. Christoff, et sa femme, ainsi que la femme et l'enfant du membre de la représentation — K. Parlitcheff. A la suite de cet enlèvement ces deux membres ont été obligés de publier une déclaration de capitulation disant qu'ils cesseront toute activité politique contre le groupement de Michailoff.

D'autre part, le député G. Koulicheff, l'un des membres des plus connus du groupe de Protoguéroff, voyant sa vie en danger, s'est enfui avec sa famille à l'étranger.

«Les Irresponsables»

La presse oppositionnelle écrit: Le 13 janvier a été tué M. Strésoff, du groupe de Protoguéroff. L'assassin D. Zafiroff et son complice M. Karanfiloff ont réussi à s'enfuir.

Le 30 janvier on a réussi à arrêter à Sofia l'assassin D. Zafiroff. Il était accompagné de Tzvétko Gheorgieff et I. Traitéheff. On a trouvé chez les arrêtés trois parabellum, trois révolvers Mauser et six bombes. L'assassin D. Zafiroff était muni d'une fausse carte d'identité. Ce même assassin est aussi accusé du meurtre du révolutionnaire macédonien bien connu Tchoudomir Kantardjéff, tué en 1924 à Plovdiv.

Roumanie

L'Emprunt

Le gouvernement des bourreaux roumains parle depuis longtemps à l'étranger pour un emprunt. Les créanciers posent des conditions différentes, demandent des garanties. L'amie France même qui a tellement besoin de la Roumanie pour les buts d'intervention contre l'Union des Soviets demande que son «conseiller» à la Banque d'Etat roumaine reste encore trois années en sa mission et qu'il lui soit assuré le droit de contrôle sur l'emploi de l'emprunt.

Les socialdémocrates se mettent aussi dans cette question du côté du gouvernement de l'oppression nationale. Leur organe «Vorwärts» (de Boucovine) écrit: «Si l'emprunt était réalisé, on pourrait s'attendre

à un développement politique en paix» . . . Or, les socialistes souhaitent que le régime de la Sigourantza conclut l'emprunt et de cette manière consolide les méthodes d'oppression — avant tout l'oppression nationale des Bessarabiens, Bulgares, Allemands, Hongrois, Turcs etc.

Les dernières nouvelles de Paris disent que l'emprunt chez les banques parisiennes en somme de 40 millions dollars est enfin réalisé. Les vassaux roumains étaient contraints d'accepter non seulement les conditions *précitées*, mais au surplus d'accorder la libération de l'emprunt de tous taxes et impôts d'Etats, de donner aux bons de l'emprunt la préférence sur tous les papiers de valeurs auprès toutes caisses publiques.

La crise économique

A la conférence des agronomes roumains, tenue à la fin de février 1931, le Ministre Madgearu, constate qu'à la suite des baisses de prix des produits du pays en 1929 et 1930, l'économie du peuple roumain a perdu 38,5 milliards de leis. En février courant, le nombre des firmes en faillites — d'après les journaux du régime même — a «effroyablement augmenté».

Le travail réduit dans les fabriques est devenu le système général. Les ouvriers à salaire mensuel sont réduits au salaire journalier. La plus grande fabrique de fer à Ferdinandsberg en est le meilleur exemple.

Il s'en suit une série d'actions des ouvriers contre le chômage. Le gouvernement emploie en vain pour la repression de ces mouvements la police et la gendarmerie, les emprisonnements, les tortures et les essais d'apaiser le mécontentement des masses par des manoeuvres démagogiques: Le roi Carol enivré de sang descend chez le peuple, rend «visite» au commissariat de police à Bucarest, au service des impôts de la ville, aux petits commerçants et artisans pour se renseigner auprès de ceux-ci de leurs affaires et pour leur distribuer des cadeaux . . . Signe bien caractéristique pour faire comprendre combien les dirigeants ont peur de ce peuple qu'ils oppriment et détestent.

Pour illustrer la crise d'export et la crise financière en général nous citerons quelques faits qui relatent les journaux roumains. Dans le pays se trouvent non exportés: 80.000 waggons de blé; 160.000 waggons de maïs; 100.000 waggons d'orge; 50.000 waggons de seigle. On compte que plus de moitié ne peut — manque des marchés — être exporté.

La fuite de l'argent pendant les cinq dernières années se manifestent en une faillite énorme des banques. 470 banques avec un capital foncier de 500 millions et des placements d'un milliard de leis sont en faillite.

Les libéraux se préparent à prendre le pouvoir

Le nouveau Président du parti libéral Duca, exposait la politique du parti au congrès de celui-ci le 27 février. Il est superflu de dire que Duca, dans son discours d'ouverture, reprit la thèse de la politique de l'ancien leader Bratianu le plus cruel oppresseur des nations opprimées en Roumanie: la Bessarabie, Dobroudja, Transylvanie . . .

Duca n'a laissé aucun doute pour une réconciliation avec le roi lorsqu'il a dit: «Nous entourons le trône avec une loyauté parfaite et avons voulons soutenir le roi de toutes nos forces».

Duca dessina le programme que le parti libéral dans la situation actuelle va réaliser. «Nous sommes le parti de l'hégémonie sociale de l'industrie», disait-il ouvertement. «Nous sommes pour une collaboration active avec le capital étranger . . . Mais avant tout nous sommes obligés de nous occuper de la défense nationale. Je déclare notre ferme décision de faire tous les sacrifices nécessaires, pour que soient en premier lieu inscrit au budget, les crédits pour la défense nationale (après ces mots le congrès a fait une ovation à l'armée) . . . «Nous nous trouvons dans une position géographique qui nous force de suivre les événements avec une attention spéciale afin d'être prêt à chaque moment à défendre notre intégrité nationale».

Après ces paroles auxquelles il n'est nécessaire d'ajouter aucuns commentaires, Duca a terminé son discours par la phrase suivante sur les minorités nationales: «Nous voulons remplir notre devoir vis-à-vis des minorités, mais nous exigeons de celles-ci une loyauté».

Yougoslavie

Le chômage en Yougoslavie

D'après les données des statistiques officielles, pendant l'année 1930 145.277 chercheurs de travail se sont présentés devant les bourses de travail en Yougoslavie.

D'après l'estimation des économistes bourgeois et spécialement des social-démocrates alliés à la dictature de sang, à peine un tiers des chômeurs en Yougoslavie se présentent aux bourses de travail, puisqu'il n'existe aucune assurance de chômage et en conséquence aucune registration régulière des renvois.

En fait, le nombre est beaucoup plus grand, puisqu'on ne tient aucun compte des 3 grandes armées des sans travail.

1. Ouvriers forestiers 70.000 à peu près sont sans travail à cause de la fermeture des scieries; ces ouvriers sont des paysans et ils ne peuvent ni se nourrir, ni nourrir leurs familles; officiellement on les tiennent comme «petits paysans»

et ils ne sont pas enregistrés dans les bourses de travail comme ouvriers.

2. La grande armée des ouvriers de saisons dans le bâtiment et dans l'industrie de la brique est composée aussi de paysans ruinés. — Cette industrie ne travaillait déjà en 1930 qu'avec seulement 20% de son capital.

3. L'armée encore plus grande des ouvriers agricoles dans la Voïvodine, n'est protégé par aucune assurance sociale. — Dans cette catégorie le nombre des sans travail est à peu près 150.000, pour la plupart Hongrois, Allemands, Serbes et Croates.

La presse publie chaque jour des renvois d'ouvriers dans toutes les branches de l'industrie — dans l'exploitation des mines, industrie forestière, industrie métallurgique, industrie du textile. — Le nombre des ouvriers miniers à Trbovlje p. ex. a baissé des $\frac{2}{3}$ du nombre moyen du premier semestre 1929. Dans les districts miniers la famine règne et par elle sont surtout frappés les enfants des mineurs.

Dans la Timotchka Kraina les mines charbonnières et métalliques ont renvoyé jusqu'à aujourd'hui à peu près la moitié des ouvriers.

Le journal commercial-industriel «Yougoslovenski Lloyd» de Zagreb a publié le 18 février 1931 beaucoup de données caractéristiques sur le chômage en Slovénie. — Nous en citons quelques unes.

L'usine d'azote de Rouché a renvoyé 160 ouvriers, la fabrique de ciment 150, la fabrique de tissus à Litija et l'usine de machines à Lioubliana ont congédié la moitié de leur personnel, les entreprises Yougostever et Yougometail les $\frac{3}{4}$, Minostav 45 ouvriers, l'usine Westen, de Belje 400, celle de zinc de Belje 100, la fonderie de fer de Storé les $\frac{2}{3}$, la fonderie de Sretcha 50%, la fonderie de Sunta 50%, la fabrique de cuir Wosnagg les $\frac{2}{3}$ (350 ouvriers), la fabrique saturnus à Mosti 100.

Les mines de charbon de Trbovlje travaillent 19 jours par mois avec un jour ouvrable de 5 heures; dans la plupart des usines mentionnées ainsi que dans beaucoup d'autres le travail est réduit à 3 jours par semaine. Dans toutes les entreprises on a réduit les salaires de 15—40%.

Armements de guerre

L'Obzor de Zagreb du 14 janvier 1931 rapporte sur le projet de la construction d'une grande fonderie en Bosnie. — La construction doit être exécuté avec le capital tchécoslovaque, et pour cette construction 500 millions couronnes tchèques (850 millions din.) devront être disponibles. — La Yougoslavie rembourserait les frais de la construction et de l'installation avec des

livraisons à long terme de minerai de fer aux fonderies de Vitkovitz.

Le ministère de la guerre et de la marine a approuvé une somme de 963.016 dinars pour la construction d'une boulangerie militaire à Valjevo et les sommes de 693.326 din. et 1.115.032 din. pour les nouveaux bâtiments de l'arsenal technique de l'artillerie à Kragoujevatz.

L'Obzor de Zagreb du 25 février 1931 communique qu'au cours de la saison de construction 1931 et 1932 seront construits et achevés dans le port d'avions de Nisch deux groupes de nouveaux bâtiments. — Les crédits sont déjà votés.

Une «réunion de protestation» à Zagreb

La presse de Zagreb publiait le 20 février 1931 un appel pour une réunion de protestation à Zagreb. — L'appel était simplement signé de toutes les organisations et sociétés légales existantes.

Après une série d'attentats exécutés à Zagreb par les nationalistes croates, la police de Zagreb forçait sous la menace de persécutions sévères toutes les organisations culturelles croates à signer un appel pour une réunion de protestation contre les émigrés croates. Tous les orateurs ont parlé contre les attentats, et ont demandé la plus sévère enquête et punition contre les auteurs; ils ont attaqué de la plus forte manière l'émigration croate (Pavelitch-Perchitch) et les milieux autrichiens et hongrois, qui ont organisé et aidé les attentats.

Après la réunion les fascistes guidés par la police ont fait des démonstrations devant les consulats autrichiens et hongrois à Zagreb, ont démolé les fenêtres du consulat hongrois et brisé les meubles. — La police, qui a organisé la démonstration, n'a pas pu bien entendu saisir les auteurs.

Les arrestations en masse des nationalistes croates et les assassinats

Pendant la présence du roi Alexandre à Zagreb on a perpétré un attentat démonstrative contre le bâtiment de l'organisation fasciste Mlada Yougoslavia.

En même temps le 2 février 1931 Andreas Beritch qui était l'aide principal de Karlo Kovatchevitch, le traître du mouvement paysan national croate, était assassiné.

L'attentat avec des bombes à Zagreb et l'assassinat d'Andreas Beritch furent le signal pour de nouvelles arrestations à Zagreb et dans toute la Croatie. Parmi les arrêtés sont les anciens députés du parti raditchienne Dr. Milovan Janitch, Dr. Boutch et Imbro Stivitch, l'avocat Dr. Lebovitch de Belovar, Dr. Leguine, le pharmacien Djenek de Nova Gradiska et le chef de la douane principale à Zagreb Dr. Toth. A Zagreb on a arrêté plus de 50 personnes.

Pendant les jours suivants on arrêtait Ivan Ljevakovitch de Lipik, l'ancien gendarme et consièrge Yosip Miklaouchitch, l'ouvrier électricien Yosip Porobad de Zagreb, Martin Nagy et beaucoup d'autres personnes. Les arrêtés furent soumis dans la prison de la police à des tortures inhumaines.

Dans la nuit du 14 au 15 février 1931 un des arrêtés, Poropad, fut assassiné.

L'autopsie du cadavre de Poropad faite par une commission officielle de médecins le 16 février, a constaté que Poropad avait été jeté déjà mort du IIIe étage, cela veut dire qu'il a été tué dans la prison et, plus tard jeté par la fenêtre — selon la pratique contumière de la police grand-serbe.

On a constaté qu'un des attentateurs (Ljevakovitch) était un agent provocateur de la police et qu'il était l'un des organisateurs principaux de l'attentat.

Le 8 février 1931 fut assassiné le nationaliste croate Dr. *Milan Schufflay*, Professeur à l'université de Zagreb. — Les milieux croates nous ont informé que l'assassinat fut organisé dans l'appartement du commandant de la ville de Zagreb, le général Belimarkovitch. A cette entrevue étaient présents, à côté du général Belimarkovitch, les fascistes Youkitch, Monatchevitch et Bochupakovitch.

Le meurtre fut commis par Youkitch qui était accompagné par 8 détectives de la police politique. — Dr. Schufflay était un savant bien connu.

Il était revenu dernièrement d'une mission scientifique en Albanie avec un grand matériel scientifique.

Deux heures avant l'assassinat la police faisait dans son appartement, en son absence, une perquisition et emportait tout le matériel, que le professeur Schufflay apporta d'Albanie.

Le matelot de la marine de guerre Adolf Perchitch, membre de l'organisation de la jeunesse croate fut tué fin de février alors qu'il essayait de passer la frontière près Fiume.

Entre le 20 et le 25 février mourait dans l'hôpital des Soeurs de la Miséricorde le paysan Djouka Iljanovitch, prisonnier de la police, des conséquences des tortures subies en prison.

Tortures et meurtres des communistes

Un des chefs connus du mouvement communiste en Croatie, Djouka Tsviitch, après avoir subi une peine de prison de deux années, au lieu d'être mis en liberté, a été renvoyé dans la prison de la police, où il fut bestialement battu. Après quoi il est resté grièvement malade dans cette même prison.

Le 29 janvier 1931 on trouvait près de la station ferrovière de Toptchider près de Belgrade sur les rails, le cadavre d'un homme inconnu avec la tête coupée. Les jambes de l'homme tué étaient liées. La commission a constaté qu'il était impos-

sible de trouver sur aucune des deux locomotives passées à ce moment aucunes traces de sang. La police a plus tard annoncé que le tué était un ouvrier — tailleur et «qu'il avait probablement voulu se suicider».

Une série d'attentats en Croatie

A la veille du deuxième anniversaire de la dictature, entre le 1er et le 6 janvier 1931, ont en lieu en Croatie cinq attentats: contre les agents du régime, et contre les bâtiments où sont logés les autorités. A la périphérie de Zagreb fut tué un des plus sanguinaire agent de police nommé Stefen qui se distingua par les tortures infligées aux prisonniers nationalistes croates et communistes dans les géoles policières de Zagreb. Un autre attentat fut dirigé contre le chef des agents de police Rimay dans le train Zagreb—Suchak, mais ne réussit pas. Le troisième coup, qui rata aussi, fut porté contre le fameux K. Kovatchévitch, dissident du parti paysan croate, le chef actuel du parti royal paysan, c'est à dire fasciste. En même temps firent explosion deux bombes à Zagreb: une au palais de banus, l'autre au service des impôts d'Etat.

Pays	Nombre des crédits	Somme entière	Moyenne par crédit
Serbie	1.519	51.901.500	34.188
Macédoine	54	2.587.000	47.907
Monténégro	584	3.110.000	5.325
Bosnie, Herzégovine	1.735	35.186.000	20.280
Voïvodina	2.380	160.360.000	67.378
Croatie, Slavonie	923	25.844.000	28.000
Dalmatie	734	17.074.000	23.261
Slovénie	10	323.000	32.300

$\frac{5}{6}$ des crédits entiers on été donnés à la Serbie, Vojvodina, Bosnie; aux riches serbes et aux grands propriétaires.

Le Comité Executif de la conférence balkanique impérialiste — Séances des 31 janvier et 1 février 1931

Dans la séance du 1er février 1931, le comité exécutif de la conférence balkanique impérialiste discuta, entre autre, l'ordre du jour de la deuxième conférence qui doit avoir lieu en octobre 1931 à Constantinople.

Les délégués bulgares proposèrent pour ordre du jour de la prochaine conférence la question des minorités nationales. Le délégué grec Papanastasiou a fait une autre proposition qui ne pourra donner

Pendant le séjour du roi à Zagreb au commencement du mois de février 1931 fut jetée une bombe dans le local de l'organisation fasciste «La jeune Yougoslavie», ce qui précipita la départ du roi de Zagreb. Dans le village de K. Kovatchévitch fut tué le maire de la commune (nommé par la police) A. Béritch, le premier collaborateur de Kovatchévitch.

Après ces attentats furent arrêtés plus d'un mille croates: paysans, ouvriers, intellectuels. Plusieurs chefs du parti paysan croate, tels Pearnar, Janitch, Zebovitch — qui figuraient en inculpés dans le grand procès croate de Belgrade l'année passée — furent arrêtés et puis internés dans les contrées les plus lointaines.

La préférence pour les serbes et les grandes propriétaires

A l'occasion de l'anniversaire de la «Banque Agraire Privilegiée» d'Etat qui existe depuis un an, le directeur Docteur A. Schuster publiait dans la «Politika» de Belgrade une statistique des crédits approuvés par la banque aux différents pays de la Yougoslavie.

qu'une nouvelle impulsion au desaccord, c'est à dire: La discussion sur le rapport de l'application des traités de paix et des obligations envers les minorités. Ce projet fut accepté à l'unanimité. L'ordre supérieur des grandes puissances impérialistes: — écarter provisoirement toutes les questions litigieuses et assurer l'accord entre les Etats balkaniques pour une guerre éventuelle avec les Sovjets — fut suivi par tous ces agents impérialistes qui jouent avec le sort des peuples balkaniques.

Peu à peu la base de cette union balkanique impérialiste devient le traité de Versailles, cette même oeuvre impérialiste qui a sanctionné l'esclavage national d'une dizaine de nations balkaniques. Les socialistes bulgares et serbes ont joué un rôle des plus important dans ces séances.



La Fédération Balkanique

Organe des peuples opprimés et minorités nationales des Balkans

Septième année

Adresse :

Wien IX.

Postamt 71

Postfach 50

Prix de l'Édition balkanique le No. : Doll: 0.05; fr suisse: 0.25; fr fr: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30.
Abonnement 6 mois : Doll: 0.60; fr suisses: 3,—; frs fr: 15; marks: 2.40; schillings: 3.60.

Makedonsko Delo

(L'Oeuvre Macédonienne),

Paraissant deux fois par mois
en langue bulgare.

Sixième année.

Adresse:

Anton Kubiznak
Postamt 110, Postfach 59.
Vienne, Autriche.

Une année 5 frs or

Makedonski Bulletin

(Bulletin Macédonien),

Organe de l'Union des groupes
progressifs en Amérique

Première année.

Adresse:

GEO PIRINSKI
126 W Huron
St. Pontiac, Michigan
Etats-Unis d'Amérique.

NARODEN GLAS

(La Parole du Peuple)

Hebdomadaire indépendant,
paraissant en bulgare.

Première année.

Adresse:

Rue Princesse Elisabeth No 7 bis
Bazardjik, Roumanie.

Une année . 150 leis
Six mois . . . 80 leis

Svobodna Dobroudja

(La Dobroudja Libre)

Hebdomadaire
sur des questions nationales,
paraissant en bulgare.

Adresse:

SVOBODNA DOBROUDJA
SOFIA.

Un an 160 leva

Dobroudjansko Znamé

(Le Drapeau Dobroudjanais)

Organe de l'Union des jeunes
dobroudjanaises en Bulgarie.

Adresse:

Dobroudjansko Znamé
Maison Coopérative,
Rue Alabinska 37
Sofia, Bulgarie.

Liria Kombëtare

(La Liberté nationale)

Organe hebdomadaire du Comité alba-
nais de l'Émancipation nationale
Sixième année.

Adresse:

L. K. Imprimerie Sonor-S. A.
48 Rue du Stand
Genève, Suisse.

Une année: 10 frs suisses
Six mois: 6 frs suisses



Propriétaire, Editeur et Gérant responsable Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.

Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.

